l'unité

M 2805 - N° 486 - 7 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 29 octobre 1982

Séquelles et symboles

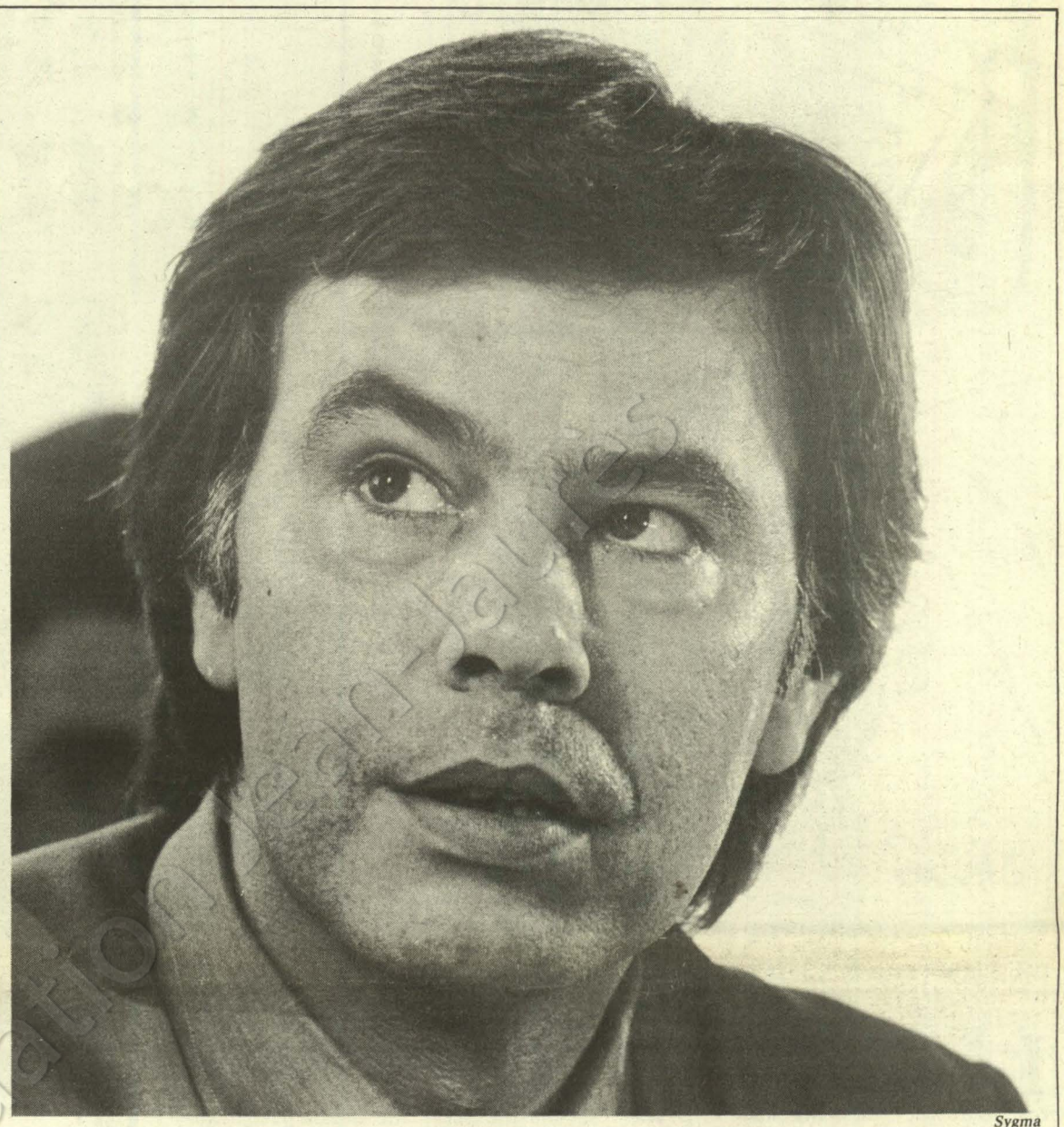
PAR CLAUDE ESTIER

SANS doute faut-il commencer par ramener les choses à leur vraie dimension qu'une véritable campagne de presse — à laquelle « Le Monde » lui-même a pris une part insistante — a contribué à faire perdre de vue. Contrairement à ce qui a été écrit ici ou là, ce qui s'est passé la semaine dernière à propos du projet de loi visant à effacer définitivement les dernière séquelles de la guerre d'Algérie n'est pas une « révolte » du Bureau exécutif du P.s. unanime et de 266 députés socialistes sur 272 contre le gouvernement et le président de la République. Il s'agit, certes, d'une affaire sérieuse mais qu'il est absurde de présenter en termes d'affrontement entre le pouvoir exécutif et la majorité qui le soutient sans défaillance depuis juin 1981.

Le problème qui s'est posé à l'occasion de ce débat n'est pas nouveau. Il est celui de la concertation entre le gouvernement et le groupe qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Depuis un an et demi, dans la plupart des cas, y compris les plus difficiles, cette concertation a bien fonctionné. Elle a permis aux députés socialistes, qui sont à la fois des relais du Pouvoir dans le pays et des porte-parole de l'opinion, de dialoguer avec le gouvernement, d'exprimer telle ou telle objection, d'obtenir telle ou telle amélioration des projets soumis au Parlement. Pour ne citer que deux exemples récents mais non des moindres, le problème des cotisations sur les préretraites a été résolu par un heureux compromis après une discussion constructive avec le ministre Pierre Bérégovoy et, en ce qui concerne le budget de 1983 dont la discussion s'est engagée cette semaine, Laurent Fabius, après avoir accepté un certain nombre d'amendements proposés par les députés socialistes, a pu souligner devant eux qu'un accord complet était maintenant réalisé, ce qui n'est pas négligeable s'agissant du document qui exprime l'ensemble de la politique économique et sociale du gouvernement.

D'où vient qu'il n'en ait pas été ainsi sur le projet relatif aux événements d'Algérie ? Je le dis tout net : ce texte, déposé à l'ouverture de la session parlementaire, le 2 octobre, est venu en discussion trop vite, c'est-à-dire sans qu'une véritable explication entre le gouvernement et le groupe socialiste ait permis à chacun d'en mesurer l'exacte portée. Il a donc engendré non pas une opposition de fond — l'amnistie est depuis longtemps approuvée par tous — mais celle de deux « symboliques » : celle du président de la République, fondée sur l'idée historique de la réconciliation nationale qui suppose un pardon total et donc l'effacement de toutes les traces d'une période qui fut dramatique pour la France ; celle d'un grand nombre de députés socialistes qui ayant été mêlés politiquement ou physiquement à la guerre d'Algérie ont du mal à admettre qu'un oubli absolu recouvre désormais les événements qu'ils ont vécus il y a à peine plus de vingt ans. Les généraux félons du putsch de 1961 ne sont en l'occurrence pas un enjeu mais bien un symbole. C'est si vrai que le vote de l'amendement qui les maintient hors du bénéfice de la nouvelle loi a largement occulté les autres dispositions de celle-ci qui concernent pourtant un bien plus grand nombre de personnes.

Cette opposition, qui se situe beaucoup plus sur un plan moral ~~que~~ politique, est-elle inconciliable ? Certainement pas. Je suis même tout à fait convaincu qu'avant la seconde lecture du projet une base d'accord sera trouvée qui respecte les engagements pris par le président de la République que nul ne saurait lui reprocher de vouloir tenir. A cet égard, le groupe socialiste a eu raison de « dédramatiser » le débat et de se donner le temps de la réflexion. La preuve vient d'être faite qu'en dépit du temps passé les événements d'Algérie suscitent toujours un climat passionnel. La solution proposée devra en tenir compte comme elle sera aussi une réponse à tous ceux qui ne rêvent que plaies et bosses pour la gauche. Qu'ils perdent leurs illusions : ce n'est pas pour Salan ou pour Jouhaud que les socialistes s'éloigneront, aussi peu que ce soit, de François Mitterrand !



Sygma

P.s.o.e. : le chemin de la victoire

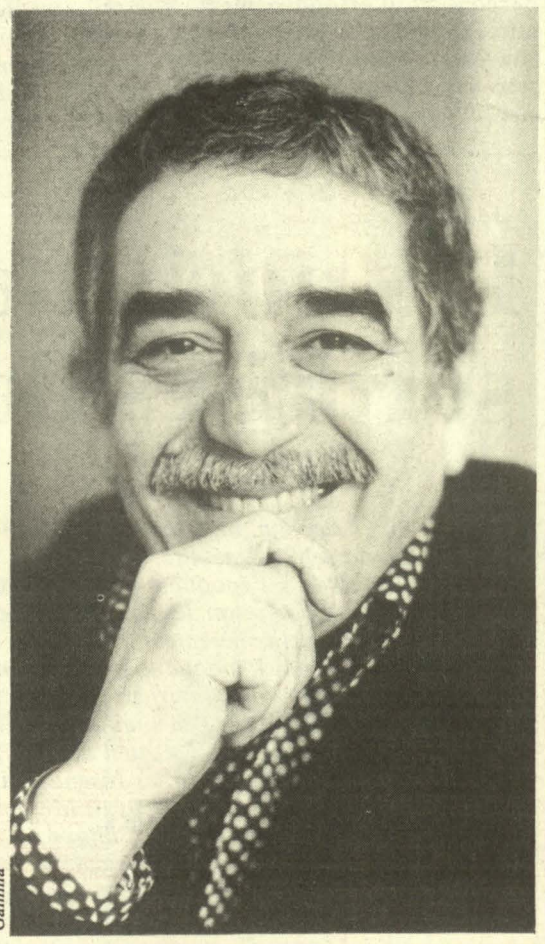
(page 16)

"The new right" ou les intellos de Reagan

(page 10)

GABO LE MAGNIFIQUE

(page 24)



Gamma



Le cauchemar de Chirac, vu par Daullé.

Paris: il n'y a pas de forteresses imprenables...



Claude Estier et Paul Quilès à l'Assemblée nationale

PAR ANTOINE VIOLET

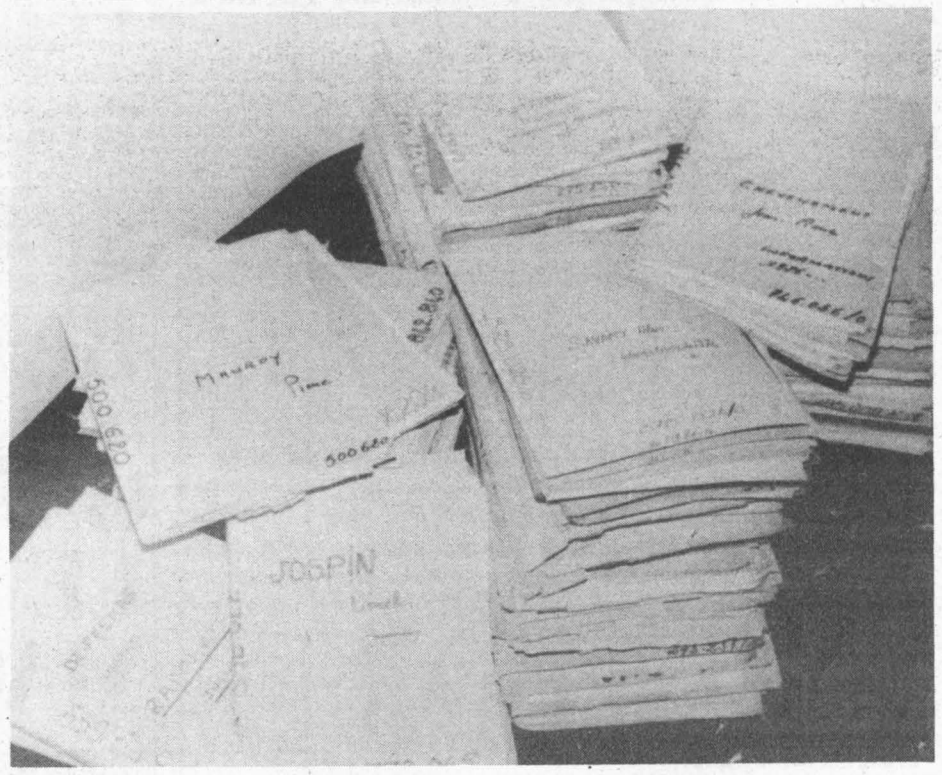
LES incidents qui ont marqué à la fin de la semaine dernière le débat parlementaire sur le nouveau statut de Paris, Marseille et Lyon et sur la loi électorale applicable à ces trois villes ont éclairé de façon saisissante les raisons de la colère de Jacques Chirac et de ses amis lorsque fut rendu public le projet gouvernemental. Ce n'est pas par hasard, en effet, si après la diatribe du maire de Paris à la tribune du Palais-Bourbon on vit des hommes comme Jacques Toubon, Jean Tibéri ou Jacques Marette se relayer pour tenter de s'opposer à la création de conseils d'arrondissement élus au suffrage universel et au transfert à ces nouveaux organismes d'une partie des pouvoirs détenus jusqu'à présent par la mairie centrale. La colère des « chiraquiens » a même atteint son paroxysme quand il s'est agi de l'attribution des logements — qui seront désormais répartis par moitié par le maire, par moitié par le conseil d'arrondissement — ou de l'admission à l'aide sociale qui sera, elle aussi, décentralisée. Au passage, les porte-parole du R.p.r., accusant la gauche de vouloir s'emparer de ces domaines pour des raisons politiques, ont fait l'aveu que, dans leur propre gestion, les décisions en matière de logement, d'aide sociale ou encore d'équipements collectifs obéissaient à des considérations politiques. Autre aveu : s'efforçant de défendre les commissions d'arrondissement instituées depuis 1977, ils ont dû admettre qu'elles étaient truffées de militants de leur propre parti, notamment parmi les officiers municipaux désignés par Chirac et qui, en particulier dans les arrondissements tenus par la gauche, ont bien été choisis — nous l'avons souvent dit ici — pour faire échec aux élus socialistes et communistes.

Beaucoup de mauvaise foi

Cette discussion à l'Assemblée nationale a donc fait clairement apparaître la hargne des « chiraquiens » dès qu'il est question de leur enlever une part du pouvoir qu'ils ont depuis cinq ans concentrée entre leurs mains. Part relativement restreinte pourtant, car si le conseil d'arrondissement reçoit, par exemple, le pouvoir de délibérer sur les équipements locaux (crèches, jardins d'enfants, halte-garderies, maisons de jeunes, espaces verts de 1 hectare, piscines, bains-douches, gymnases, stades, etc.) et d'en assurer la gestion à l'aide de la dotation financière qui lui sera attribuée, la réalisation même de ces équipements reste subordonnée à la décision du conseil municipal. De même, si le conseil d'arrondissement doit être consulté par le maire de la commune sur toute une série de domaines, il ne peut, aux termes d'un amendement introduit par Gaston Defferre dans le cours du débat, émettre de propositions « ayant pour objet ou pour effet d'augmenter les dépenses de la commune ». Au total, le nouveau statut assure bien — c'était son principal objet — une décentralisation de la gestion au niveau des arrondissements pour tout ce qui est d'intérêt local, et c'est un progrès considérable dont bénéficieront les Parisiens. Mais il faut beaucoup de mauvaise foi pour continuer à prétendre qu'il porte atteinte à l'unité de la capitale. On peut d'ailleurs remarquer que ce thème, sur lequel Chirac prétendait au début de

Les pochettes surprises des R.g.

Au cours de son intervention au Club de la presse dimanche dernier, Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, a profité d'une question, baptisée à l'époque « groupe d'enquêtes spéciales », a été, en réalité, par Jacques Chirac selon lesquelles une brigade spéciale des Renseignements généraux était particulièrement chargée de surveiller le R.p.r. La brigade en question, baptisée à l'époque « groupe d'enquêtes spéciales » a été, en réalité, créée par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin par une note en date du 1er novembre 1971. Jusqu'en mai 1981, elle a consacré l'essentiel de son activité à accumuler des dossiers sur l'activité publique et privée des parlementaires de l'opposition de l'époque. Joseph Franceschi a montré des photos de ces dossiers volumineux où l'on pouvait lire, entre autres, les noms de Mitterrand, Defferre, Mauroy, Bérégovoy, Fillioud, etc. Et il a ajouté que cette brigade, renforcée de quelques fonctionnaires, ne travaille aujourd'hui que sur l'extrême gauche et sur l'extrême droite. A moins que Jacques Chirac se range dans l'une de ces catégories, il n'a donc rien à craindre.



l'été organiser une grande consultation populaire, tend désormais à s'estomper dans son discours.

Le débat parlementaire a également montré que, six mois avant l'échéance, la bataille des municipales est déjà engagée notamment à Paris.

Pour sa part, le Parti socialiste, sur qui reposera le poids essentiel de la bataille contre Chirac, est prêt à l'affronter. En choisissant Paul Quilès, à une forte majorité (plus de 57 % des suffrages exprimés), les militants parisiens ont exprimé leur désir d'opposer au maire sortant l'un des principaux dirigeants nationaux du P.s. qui a fait ses preuves dans l'organisation des dernières grandes campagnes électorales. Il est remarquable — car aucun parti ne peut en dire autant — que ce choix se soit fait démocratiquement, sans agressivité. Georges Sarre a été, jeudi dernier, le premier à féliciter Paul Quilès et à l'assurer que l'ensemble des militants parisiens se retrouveraient derrière lui sans aucune arrière-pensée.

La bataille centrale dont Paul Quilès sera le leader sera démultipliée au niveau des arrondissements où les têtes de liste socialistes seront désignées le 4 novembre. D'ores et déjà, parce qu'il n'y a là qu'un seul candidat, on peut annoncer que Jacques Bravo conduira la liste du IXe, Georges Sarre celle du XIe, Edwige Avice, celle du XIVe, Lionel Jospin, celle du XVIIIe, avec à ses côtés Claude Estier, Bertrand Delanoë et Daniel Vaillant. Ce dernier arrondissement où le R.p.r. Alain Juppé et le giscardien Roger Chinaud continuent à se disputer la tête de liste de la droite sera, à n'en pas douter, l'arrondissement phare de la bataille parisienne.

Une bataille que les socialistes n'abordent pas du tout dans l'esprit défaitiste que traduisent certains commentaires. De récents sondages montrent, en effet, que si Jacques Chirac dispose toujours d'une majorité sur l'ensemble de Paris, l'image de sa gestion est loin d'être aussi positive qu'il le prétend lui-même dans un certain nombre de domaines qui touchent directement à la vie quotidienne des Parisiens, comme la sécurité, le logement ou la circulation. Dans la mesure où elle sensibilisera les habitants aux avantages du nouveau statut, la campagne des prochains mois permettra à la gauche — qui se retrouvera sur des listes d'union — de marquer des points au-delà des arrondissements qu'elle détient actuellement. ●

Chirac et les contrats de solidarité

L'opposition systématique de Jacques Chirac à la politique économique et sociale du gouvernement connaît certains accommodements quand il y découvre des avantages pour sa municipalité. C'est ainsi qu'après avoir refusé, le 24 mai dernier, la signature d'un contrat de solidarité avec l'Etat qui ne lui semblait « pas opportune », il a changé d'avis. Lors de la dernière séance du conseil municipal, il a, en effet, fait approuver un contrat de solidarité qui permettrait le départ en préretraite de 200 à 250 agents de Ville de Paris en en soulignant ainsi les avantages : « Un tel contrat de solidarité présente donc un double intérêt : il permettra aux personnels entrés le plus tôt dans la vie active de bénéficier, si tel est leur désir, d'une retraite anticipée et il apportera d'autre part une contribution non négligeable à la politique de l'emploi à Paris. C'est pour ces motifs que je demande à votre assemblée de m'autoriser à conclure avec l'Etat un contrat de solidarité. »



Le maire de Paris au réfectoire de Cousin-de-Méricourt : on avait changé les nappes.

"La soupe est bonne" mon Chirac

PAR EMMANUELE PLAS

VISITE « à l'improviste » de Chirac, le dimanche 25 octobre, à la maison de cure médicale de Cachan. Le maire était cependant accompagné du journaliste et du photographe du « Figaro ». Histoire de faire un gros titre dans le fleuron de la presse Hersant et de démontrer que le reportage de « l'Unité » et celui de T.f.1. n'étaient que mensonges et malveillance calculée. Histoire surtout de pouvoir protester auprès de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de démontrer que la télévision était assujettie au « pouvoir socialo-communiste ».

Mais manque de chance pour Chirac, cette visite — quinze jours après la diffusion du reportage d'Yvan Charron — ne s'est pas faite aussi à l'improviste qu'a bien voulu le clamer sur tous les toits le maire de Paris. Depuis une semaine, comme en témoignent des membres du personnel de Cousin-de-Méricourt, on briquait la maison, les rideaux étaient enfin lavés. Manque de chance, là encore, ces voilages n'ont pas résisté à l'absence de qualification en lingerie des agents hospitaliers et le directeur de Cousin-de-Méricourt a dû en commander d'autres pour la somme de vingt mille francs. Dans le restaurant, les napperons de plastique orange ont été remplacés par des nappes. Il faut ce qu'il faut lorsqu'on veut masquer la vérité.

C'est comme cela aussi que depuis une semaine on avait expédié un maximum d'invalides « lourds » vers Bicêtre, Limeil-Brévanes et d'autres hôpitaux de l'Assistance publique : « Cette personne ne relève plus de notre maison, veuillez lui trouver un placement. » Cela étant d'ailleurs en contradiction formelle avec la délibération du B.a.s. de 1979 qui créait la maison de cure médicale « Cousin de Méricourt » et prévoyait d'accueillir trois cent trente-deux invalides et soixante semi-valides. Il y a quelque malhonnêteté de la part du B.a.s. à vouloir maintenant inverser ces chiffres alors qu'il n'a pas su conserver le personnel qualifié.

Dans le même temps, la répression s'est abattue sur les employés soupçonnés d'avoir informé les familles et les journalistes sur les conditions scandaleuses dans lesquelles vivaient les pensionnaires de cette maison de cure médicale. Ainsi la secrétaire médicale et sociale : après avoir été convoquée par Lafouge, le directeur du B.a.s., on l'a mise dans un bureau de la partie administrative de l'établissement où on l'occupe avec des dossiers et des remboursements de Sécurité sociale. Il lui est interdit de parler aux personnes âgées et de monter dans les étages où sont situées les chambres des pensionnaires. Motif : elle a outrepassé ses fonctions. « Vous pouvez adhérer au syndicat, au parti politique que vous voulez mais pas dans la maison et si vous n'êtes pas contente, vous pouvez aller voir le journaliste de T.f.1 », lui a déclaré Lafouge lui-même.

Après ce coup de balai, au double sens du terme, et sa visite, « impromptue », Chirac a invité, lundi 16 octobre à l'occasion de la dernière séance du Conseil de Paris, « tous les conseillers et tous les journalistes à visiter Cachan ». Georges Sarre, président du groupe socialiste, l'ayant pris au mot, le maire a évidemment reculé : « On ne va pas transformer cet établissement en forum politique. » Et à l'adresse de Claude Estier, conseiller du XVIIIe arrondissement qui insistait : « Je vous invite à constituer une délégation qui se rendrait à Cousin-de-Méricourt avec moi-même ». A l'improviste, sans doute !



Emploi : un mieux prometteur

L'Insee soutient chiffres à l'appui – en dépit des criailleries du C.n.p.f. – que la réduction de la durée hebdomadaire du travail a un effet positif sur l'emploi

PAR CLAUDE JADOUL

L'Insee joue-t-il sur les mots ? C'est ce que l'on prétend au C.n.p.f. Pour un peu, on y accuserait le respectable institut de recherches statistiques d'être à la « botte » du gouvernement et de Jean Le Garrec, ministre de l'Emploi, en particulier.

Tout cela, parce que l'Insee vient d'affirmer que 70 000 emplois ont été créés ou maintenus grâce au passage aux 39 heures. Impensable pour un C.n.p.f., de plus en plus tenté par un rôle « idéologique » affirmé. Et pourtant...

La dernière note de conjoncture de l'Insee soutient, bel et bien, chiffres à l'appui, que la réduction de la durée hebdomadaire du travail a eu, au deuxième trimestre, un effet positif sur l'emploi. Et spécialement dans les biens d'équipement et l'industrie, l'automobile notamment. L'institut affirme que les 39 heures ont « induit » — pour parler le jargon des statisticiens — une création d'emplois estimée à 1 % environ dans ces secteurs. Cette évolution n'est pas, il est vrai, confirmée dans d'autres secteurs. Il est clair que, dans les industries de biens intermédiaires et des biens de consommation, la réduction a entraîné un accroissement des rythmes de travail et, là comme dans l'ensemble des secteurs, des gains de productivité. Sans que le niveau de l'emploi en soit sensiblement affecté. Mais, globalement, l'effet des 39 heures sur l'emploi est estimé à 0,5 % des effectifs.

La cinquième semaine de congés payés qui entre en application au cours de ce quatrième trimestre devrait, elle aussi, faire sentir ses effets sur l'emploi. Et cette tendance pourrait fort bien se prolonger jusqu'en mai 1983.

Le C.n.p.f. a bien perçu la menace : une nouvelle réduction de la durée du travail. L'organisation patronale fait donc flèche de tout bois pour minimiser le rôle de la politique de l'emploi du gouvernement.

Un exemple : l'accord signé à CIT-Alcatel empêche de dormir avenue Pierre-1er-de-Serbie. Il prévoit les 35 heures, sans compensation intégrale, il est vrai. L'accord concerne sept établissements qui, autrement, auraient dû « dégraisser » massivement. L'emploi de mille six cents travailleurs était menacé au sein du groupe. La CGT a donc préféré signer un accord prévoyant une réduction des salaires de 4,5 % pour garantir le volume de l'emploi à l'ensemble du personnel. Cinq mille travailleurs ont donc accepté de « partager le travail » en contrepartie du passage aux 35 heures au 1er novembre. Le concept de solidarité continue à marquer des points. La signature de la C.g.t. est importante à plus d'un titre, bien évidemment. Et cet accord pourrait en impulser d'autres dans la téléphonie publique.

Ailleurs, la réduction du temps de travail a des effets massifs. C'est le cas chez Renault. « 600 emplois ont été créés dans le groupe nationalisé à la suite de l'application des 39 heures », affirme Bernard Legoy de la C.g.t. Il cite également Air-Equipement où 50 postes de travail ont pu être dégagés. En revanche, la diminution de la durée hebdomadaire du travail n'a pas eu des effets uniformes.

Michel Failly, de la C.f.d.t. cite le cas de la Maif et de la Caisse d'épargne. La première entreprise a réduit de 2 heures, l'autre de 4 heures. Mais le gain en termes d'emplois y est identique : une augmentation de 5 % du volume de l'emploi. L'arithmétique ne joue pas de la même façon selon les branches. « C'est l'une des premières constatations que les syndicalistes ont pu faire », dit-il. L'analyse de 21 accords d'entreprises montre cependant que l'impact des 39 heures reste limité. Les résultats, les créations d'emplois sont plus importants dans le tertiaire que dans l'industrie, estime-t-on rue Cadet. C'est pourquoi la centrale d'Edmond Maire va relancer l'action pour les 35 heures. « Une heure, c'est trop peu pour avoir des effets sensibles, il faut être plus ambitieux. » Le processus de réduction doit continuer si on veut mieux partager le travail : la religion de la C.f.d.t. est très nette.

F.o. aligne, elle aussi, des chiffres à propos de l'application des 39 heures. Gilles Houbard, son délégué à l'emploi, affirme que « 10 000 emplois seront créés d'ici à 1984 dans le secteur du gardiennage, par exemple ». « Et dans bien des secteurs, ajoute-t-il, la mesure a évité des « délestages parfois massifs ». Avec un bémol : « Les mesures prises ont eu des effets sur le court terme, mais il n'est pas sûr que la tendance se confirme à moyen terme. »

La centrale d'André Bergeron est un peu sceptique par contre sur les effets des contrats de solidarité. « Ils ont permis l'ouverture de 10 000 postes mais il faut aller progressivement. » Couplet sur la compétitivité des entreprises : « Les autres pays européens doivent suivre si l'on veut un effet réel. ».

Sans trop le dire, F.o. a un peu peur des accords d'entreprises à propos des contrats de solidarité. Logique, on y a toujours privilégié les accords de branche. On craint, en tout cas, une « désagrégation » du système des conventions collectives. « Il y a risque, précise Gilles Houbard, de « désolidariser » les travailleurs. Attention. »

Les syndicats sont, en revanche, unanimes sur un point : la politique du gouvernement a « stabilisé » le chômage. Et les chiffres de septembre leur donnent raison : en données corrigées des variations saisonnières l'I.n.s.e.e. « donne » 2 039 700 demandeurs d'emplois, soit une diminution de 0,5 % par rapport au mois précédent. « Pas d'accord », rétorque-t-on au C.n.p.f., « Le Garrec exhibe les chiffres qui l'arrangent » : il y a eu 2 099 300 demandeurs d'emplois en septembre.

Bref, le C.n.p.f. part en guerre contre l'utilisation des C.v.s. (courbes de variations saisonnières). Avenue Pierre-1er-de-Serbie, on était moins regardant sous le régime précédent... On ergote. On ne veut — surtout pas — accorder quelque mérite que ce soit à ce gouvernement. C'est clair, c'est net.

Il y a donc stabilisation

Il reste que, pour la première fois depuis cinq ans et sur un trimestre entier, le nombre des demandeurs d'emplois corrigé des variations saisonnières diminue. Il y a eu 2 600 demandeurs en moins au 30 septembre 1982 par rapport au 30 juin 1982. Et depuis le 1er juin, le nombre de demandeurs d'emploi n'augmente que de 1,7 %, ce qui correspond à une augmentation annuelle de 5,1 %. Le même indice rapporté sur la période du 1er juin 1980 au 1er juin 1981 « donnait » une augmentation de 21,9 % (+ 15,6 entre le 1er juin 1981 et le 1er juin 1982). Il y a donc stabilisation. Dans un contexte de crise internationale difficile, les mesures gouvernementales ont réussi à compenser les difficultés économiques.

Au cabinet de Jean Le Garrec, on n'est pas cependant triomphaliste, loin s'en faut. « Notre politique, dit-on, montre qu'un taux de croissance médiocre ne conduit pas de façon mécanique à un niveau de chômage accru, une politique de l'emploi est nécessaire. Elle peut être efficace. Nous l'avons prouvé. »

Car la France ne se porte pas trop mal dans le concert européen. La C.e.e. est malade de ses onze millions de chômeurs. 10 % de la population active est atteinte. Mais c'est en France que la hausse annuelle du chômage est le plus faible. A côté des 14,8 % belges, le taux français annoncé par la C.e.e. est le plus bas : 9,8 % d'augmentation. Il n'y a pas de miracles. Des pays comme la Belgique, la Grande-Bretagne et la R.f.a. jouent la déflation. A la clé, baisse du pouvoir d'achat et chute des dépenses sociales ont entraîné une chute de la production et de l'investissement. Avec, en contrepartie, une baisse de la consommation qui alimente les taux de chômage.

La France a pris le contre-pied de ces politiques. Tout en ramenant l'inflation à de meilleurs indices, on a maintenu le pouvoir d'achat grâce aux transferts sociaux ; et, surtout, l'investissement a été relancé cette année. Mais il ne produira des effets sérieux sur l'emploi que dans trois ou quatre ans, quand le redéploiement industriel prendra son rythme de croisière. La décrue est pour après-demain. La preuve est en train d'être administrée qu'il est possible de restreindre les poussées inflationnistes tout en ne faisant pas « flamber » le chômage, à l'instar de nos voisins. Ceci explique cela.

Bien sûr, notre taux de croissance demeurera faible (entre 1 et 2 % l'an) dans les prochaines années mais il est tout à fait possible de créer des « écrans » contre toute nouvelle hausse sensible du chômage.

Les effets des contrats de solidarité commencent, déjà, à se manifester. 187 000 emplois sont potentiellement libérés par le régime de préretraites progressives. Ils s'additionnent aux 170 000 bénéficiaires de préretraite-démission. Les 12 424 contrats signés constituent donc, bel et bien, un « matelas » qui aurait augmenté d'autant le chômage. Un économiste libéral aussi orthodoxe que le député U.d.f. Alphandéry ne nie pas cet aspect positif de la politique Mauroy-Delors. Le C.n.p.f. si.

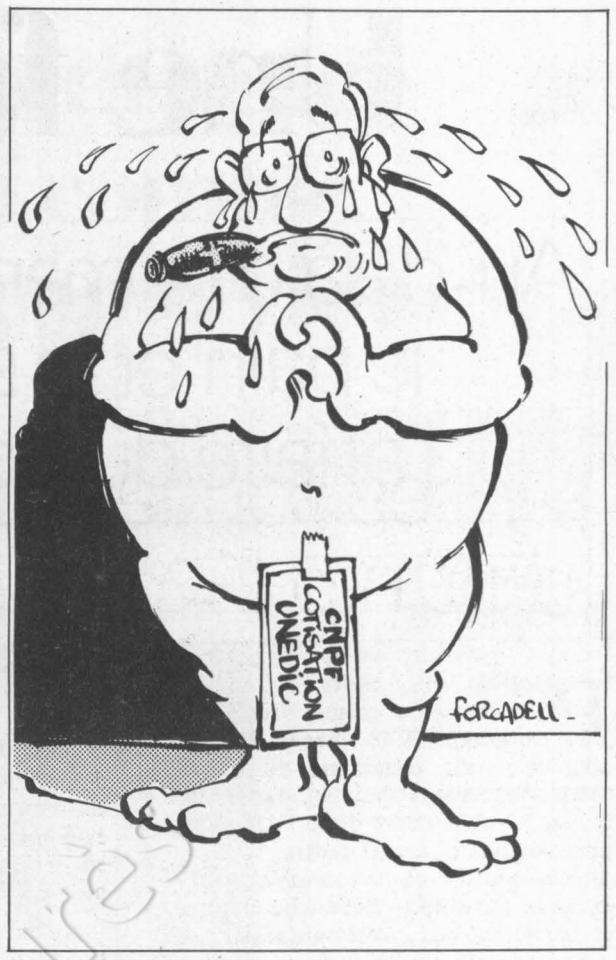
Il est vrai que le « privé » prend une part fort mince — 2,6 % — de l'ensemble des contrats de solidarité et qu'il a toutes les raisons du monde de « culpabiliser. » Son remède, c'est — encore et toujours — l'explosion « temps partiel ». On n'y croit à rien : ni au redéploiement industriel, ni aux « filières » — « le plan composant qui va se casser la gueule », —, ni aux « médecines sélectives »... ni même à l'action du ministre du Commerce extérieur ! Les patrons campent sur leurs positions.

A peine consent-on à accorder quelque crédit aux « plans jeunes », tout en égratignant, au passage — anticommunisme oblige — les nouvelles mesures Rigout. Les 1 000 jeunes de 16/18 ans que Charles Hernu a décidé d'accueillir dans les arsenaux pour suivre des stages de qualification ne sont sans doute pas de cet avis...

A tout prendre, les firmes étrangères sont peut-être moins « frileuses » à l'égard d'un gouvernement de gauche que notre bon vieux patronat. Douze mille emplois ont été créés cette année par des sociétés étrangères implantées en France. C'est Jean-Pierre Chevènement qui l'annonce. L'investissement industriel étranger est en progression de 21 % sur un an, soit une masse de 6,3 milliards de francs en 1981, contre 5,2 en 1980. D'ici à ce que M. Gattaz traite le ministre de l'Industrie d'agent de l'étranger...



Jacques Delors à l'Assemblée nationale.



Blocage: en douceur... et profondeur

Contrôler la sortie du blocage est une aventure qui n'aura de "happy end" que si chacun y met du sien

PAR GUY PERRIMOND

LA vie économique est, c'est bien connu, le royaume de l'incertitude. Et la crise mondiale n'a fait que renforcer cette évidence. Au point que de nombreux économistes se refusent de juger les actes passés et que les conjoncturistes, plus nombreux encore, évitent de risquer leur réputation sur une prévision quelconque. Les Etats-Unis connaîtront-ils une reprise économique en 1983 ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non, répondent en chœur la majorité des spécialistes. Que fera le dollar ? Poursuivre son ascension ou chuter ? Les deux, répond le chœur des cambistes. Or, paradoxalement un des reproches majeurs faits au gouvernement porte sur sa volonté de réduire cette marge d'incertitude ! En particulier en ce qui concerne l'inflation.

« On bloque autrement »

Lundi, le blocage des prix et des revenus aura vécu. Dans sa forme la plus stricte. Ce qui a donné lieu à quelques mouvements d'humeur et à bon nombre de boutades du type « On débloque ? Non, on bloque autrement ». Ces deux types de réaction se comprennent. Après tout, il était logique qu'une bonne partie des acteurs économiques espèrent qu'à partir du 1er novembre tout serait comme avant. Or, c'est justement ce qu'il faut éviter. Dès le mois de juin, les règles du jeu avaient été indiquées. On bloque pour casser un mécanisme, puis on utilise la sortie du blocage pour réapprendre aux Français à ne plus compter sur l'inflation. Ce n'est pas un hasard si la période de sortie s'étalait jusqu'à la fin 1983. Il était évident pour tous que certains secteurs auraient besoin de ce temps pour s'adapter aux nouvelles pratiques...

Vendredi dernier, le Comité national des prix a donné le feu vert au cadre juridique (il s'agit de quatre arrêtés) définissant les nouvelles pratiques. Du côté du patronat, on a fait connaître un « désaccord de fond ». Selon lui le type de sortie choisi prouve que le gouvernement « refuse la réalité ». C'est vite dit. Et ce n'est pas vrai ! Car, il faut le répéter, si le souci majeur des pouvoirs publics est de ramener l'inflation à des niveaux acceptables, il est évident que d'autres préoccupations viennent se mêler à cette volonté. Par exemple l'emploi, le développement de notre appareil industriel, sa compétitivité. Qui niera les efforts faits en ce domaine ? Et qui pourrait croire qu'en réduisant l'inflation on met ces efforts en péril ?

En définissant des règles de sortie différentes pour l'industrie, le commerce ou les services, il est évident que le gouvernement souhaite remettre de l'ordre dans les structures des prix qui, au fil des années, sont devenues aberrantes. Par exemple, depuis plus de dix ans, les services et le commerce s'adjugent chaque année un bon point supplémentaire de hausse des prix par rapport aux prix industriels. Ce qui au bout du compte limite les efforts d'investissement des industriels : le « aujourd'hui, il vaut mieux vendre que fabriquer » est devenu évident à beaucoup...

Il était donc logique qu'une sorte de rééquilibrage ait lieu, donnant à l'industrie un ballon d'oxygène. De plus la situation du commerce, qui travaille « avec des marges », c'est-à-dire un pourcentage sur un prix lui-même en augmentation, est tout sauf catastrophique. Jacques Delors ne cesse de rappeler que si « la production industrielle a augmenté en France de 2,1 %, dans le même temps la consommation a augmenté de 3,7 %. Ce qui veut dire qu'en moyenne le commerce a plus profité que l'industrie de la relance de la consommation ». Conséquence : il est normal qu'il fasse un effort supplémentaire.

Et c'est ce qu'ont prévu les arrêtés publiés la semaine dernière. Pour l'industrie les conditions de sortie seront plus simples : un engagement de lutte contre l'inflation pourra suffire. Si aucun engagement n'est signé, le « blocage » se poursuivra. Si un engagement n'est pas respecté, les prix seront fixés par décision administrative.

Pour le commerce et les services, c'est par une compression des marges que l'on permettra à la profession de participer à l'effort national. En effet, si ces marges n'étaient pas réduites, l'effet d'amplification qu'elles occasionnent annulerait en partie les efforts des industriels.

Reste que branche par branche le tableau se complique. Pour une raison d'évidence : au moment du blocage, certains secteurs étaient « en retard ». Par exemple, bon nombre de tarifs publics. Ou ceux de l'énergie. Ou dans un autre domaine, les tarifs médicaux. Comme chacun souhaite tirer au mieux son épingle du jeux, les « pressions » deviennent dans ces conditions multiples.

Certes, et tous les sondages l'attestent, les Français ont compris l'importance du blocage des prix. Mais il est évident que l'on n'accepte pas de gaieté de cœur un sacrifice quelconque. Or, pour beaucoup, voir l'inflation se réduire est un sacrifice ! Par exemple ceux qui avaient emprunté...

Un effort sera demandé

De nombreuses entreprises ont joué la carte de l'endettement en espérant, compte tenu de l'inflation, que le service de leur dette s'allégerait année après année. Et il en est de même pour les particuliers lorsqu'il s'agit d'un investissement lourd, un appartement par exemple. Dès lors une baisse rapide du taux d'inflation vient bouleverser en ce domaine bien des calculs. Et pour les professions rémunérées au pourcentage, réduire l'inflation revient à faire stagner leur niveau de vie. Car chaque point supplémentaire en amont était pour elle gage de ressource supplémentaire ! Sans travail supplémentaire.

Le dispositif mis en place doit donc éviter les dérapages, réfréner les appétits, réduire ce que les spécialistes considèrent comme des « causes structurelles », rééquilibrer les prix. C'est une garantie donnée aux salariés.

Car, du côté des salariés, un effort sera demandé. Tout d'abord ne plus anticiper. Ce qui serait un changement de mentalité énorme. Puis, selon sa place dans l'échelle des revenus, admettre soit une baisse — pour les plus hauts salaires — soit un maintien en niveau, pour les salaires moyens, étant entendu qu'un coup de pouce sera donné aux bas salaires. Afin de poursuivre une politique de réduction des inégalités et de ne pas peser sur le volume de la consommation. Car si du côté des hauts revenus on peut escompter sur un freinage, tout relatif, de l'épargne pour maintenir la consommation en l'état, il n'en est pas de même pour les bas salaires. Une preuve ? Les augmentations importances du S.m.i.c. ou des prestations sociales de 1981 ont été répercutées d'abord sur la consommation, puis ensuite sur l'épargne.

Ce qui explique, au-delà des problèmes de solidarité pourtant évidents, la volonté affirmée par le parti socialiste de voir le pouvoir d'achat moyen des Français maintenu. Cela signifie qu'au-desus de la moyenne, le pouvoir d'achat pourra — et parfois devra — être réduit, et qu'en revanche en dessous de la moyenne il devra croître. Ce qui n'est pas simple, compte tenu des pratiques antérieures, — en ce domaine le doute est de règle —, de la complexité des grilles salariales, de leur poids sur la grille hiérarchique, car trop réduire les écarts entre deux qualifications peut avoir un effet négatif sur la productivité. Il est souhaitable qu'en ce domaine un effort d'explication soit entrepris. Et ce n'est pas le rôle — enfin, pas tout à fait — des syndicats que de le faire. On le voit, contrôler la sortie du blocage est une aventure. Elle devrait permettre à notre pays non seulement de retrouver le groupe des nations qui par des voies différentes — et douloureuses — ont déjà atteint des niveaux acceptables. Et prouver qu'une politique de rigueur n'a de sens que si la solidarité n'est pas un vain mot. ●

Une fangeuse affaire

Au-delà des manipulations odieuses qui sont devenues le pain et le sel d'une presse dite d'information, l'affaire du Coral pue la machination à plein nez

PAR MARTINE DUCOUSSET

POIDS des mots, choc de l'odieux. La même presse qui se gargarise du chagrin de Stéphanie et du testament de Romy entre allégrement dans la danse des ballets bleus. Pensez donc ! Un beau petit scandale à se mettre sous la plume, une affaire de mœurs croustillante au possible — débauche éhontée et partouzes pédophiles garanties —, ça ne se rate pas quand on pisse sa copie comme d'autres fouillent les poubelles. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ! Mais elle est franchement nauséabonde, l'odeur qui se dégage ces temps-ci de certaines salles de rédaction. De celles qui érigent la rumeur en système d'information, et discourent sur le bon, le bien et le moral sans connaître parfaitement l'histoire de la paille et de la poutre. Les ballets bleus donc, ou comment bâtir, à partir de pas grand-chose, le roman licencieux qui scandalisera les foules. Le 13 octobre dernier, sur commission rogatoire du juge d'instruction Michel Salzmann, onze policiers envahissent le Coral, une maison d'enfants « inadaptés » située à Aimargues, dans le Gard. Motif de l'intervention réclamée par le parquet de Paris : « attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans et incitation de mineurs à la débauche ». Les policiers s'agitent, perquisitionnent, se saisissent de dossiers et, pour finir, interpellent Claude Sigala, fondateur du Coral en 1976 et actuel directeur de cet établissement pas comme les autres. M. Salzmann est un homme d'action : dès le 18 octobre, il inculpe à tour de bras : non seulement Claude Sigala, mais aussi Alain Chiapello, médecin psychiatre, et Jean-Noël Bardy, qui travaillait, et surtout vivait, avec les enfants du Coral. Ecroués tous les trois. Puis viennent de nouvelles inculpations : celles de René Schérer, professeur à l'université de Paris VIII, de Gérard Durand, professeur de flûte à bec, et de Willy Marceau, étiqueté sans profession. Avec en prime une interpellation surprenante : le 20 octobre, l'écrivain Gabriel Matzneff était entendu comme témoin dans les locaux de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme. Pourquoi ? Bien sûr, pour aider la justice. Mais surtout parce qu'il avait commis le crime d'écrire des textes dont les tartuffes malveillants se prévaudront toujours pour mettre en accusation la différence.



Curieuse histoire tout de même... Curieux, ce juge d'instruction « spécialisé » depuis plusieurs années dans les affaires de pédophilie. En novembre 1981, l'affaire Dugué — cet entraîneur de basket condamné pour avoir livré à des revues pornographiques des photos de mineurs —, c'était déjà lui. A la barre, au cours du procès, un témoin à décharge, René Shérer. Eh oui, le même. Le juge Salzmann n'a pas la mémoire qui flanche...

Curieux aussi, cet homme par qui le scandale arrive. Le dénonciateur qui a fourni une liste impressionnante de suspects, le justicier désireux de faire le ménage dans ces « lieux de vie » selon lui plus orgiaques que pédagogiques. Il s'appelle Jean-Claude Krief, il est jeune et plutôt sans le sou, et passe son temps à vagabonder d'hôte charitable en maison accueillante. Ainsi débarque-t-il un jour au Coral, sachant pertinemment que les animateurs d'un lieu de vie ne le questionneront jamais sur son passé. Il en profite, et sans doute abuse de ses privilèges de marginal. Toujours est-il qu'il se fait expulser du Coral parce que trop, c'est trop, et que rien ne sert d'être paumé, encore faut-il respecter l'autre. « Il accuse tout le monde, mais c'est lui qui était pédophile », explique S., un adolescent qui vient du Coral. « A l'époque, il m'a fait une scène de jalousie parce que j'étais parti boire un coup avec copain dont il était amoureux. » Témoignage corroboré par une lettre de Claude Sigala publiée le 23 octobre dernier par le journal « Libération » : « Je suis en prison parce que je n'ai pas permis à Jean-Claude Krief d'avoir des relations sexuelles avec les jeunes du Coral. »

Lequel Jean-Claude Krief, aidé par son frère Michel, a tenté de faire avaler aux journaux parisiens la couleuvre d'un faux procès-verbal mettant en cause un ministre en exercice. Un faux tellement faux que même « Minute », qui avait pourtant casqué 5 000 F pour la cause, n'a pas osé le publier (1). Mais — on se retrouve entre gens du même monde —, c'est Jacques Tilliers, ex-rédacteur de l'hebdomadaire œuvrant désormais au « Journal du Dimanche », qui profite de l'aubaine pour sortir « l'affaire ». Ballets bleus e tutti quanti, en avant la musique fangeuse.

Pas de doute, cette histoire est vraiment bizarre. Pour un peu, on se prendrait à marmonner : « Mais bon sang, mais c'est bien sûr ! » Sûr qu'il s'agit d'un sac d'embrouilles à nul autre pareil, et qui pue la machina-



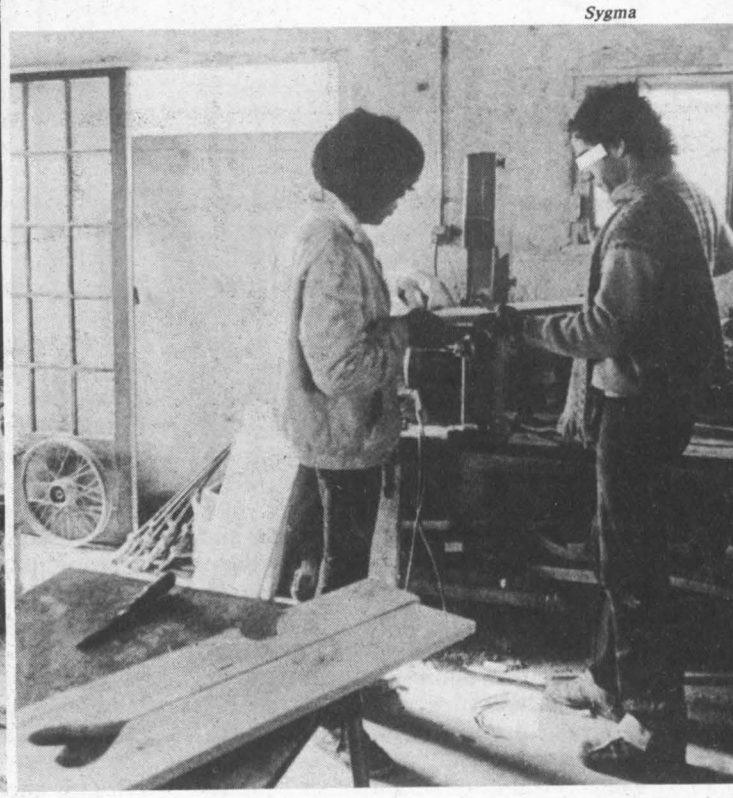
Sygma

Claude Sigala, le fondateur du Coral et des photos du lieu de vie.

Gamma



Sygma



tion à plein nez. D'abord contre les lieux de vie, ces oasis de bonheur pour enfants prétendus irrécupérables. Créés voici une dizaine d'années, dans la mouvance de mai 1968, ils représentent, pour tous ceux qui se battent contre la sclérose des institutions, une alternative à la psychiatrie traditionnelle. « Dans les lieux de vie, on trouve des gens qui ont voulu faire autre chose, et privilégier ce qui était direct et spontané », explique Jean-Louis Zanda, sociologue membre de l'Asepsi (2). « Certains dispositifs thérapeutiques sont inadaptés aux problèmes de santé mentale. Les animateurs des lieux de vie en ont pris conscience et ont essayé d'agir avec des « remèdes » différents. Ça n'a pas marché à tous les coups, mais dans l'ensemble c'est une belle réussite. »

C'est la thérapie idéale

Le lieu de vie, c'est une ferme, un mas provençal ou une maison toute bête (3). C'est cinquante personnes vivant en communauté ou deux gamins recueillis par des parents de hasard — et de cœur. Et c'est rempli de ces cas qu'on dit sociaux : enfants autistes ou psychotiques, handicapés mentaux, jeunes délinquants et drogués précoces. Ils jouent, jardinent, cimentent et font du sport. Ils apprennent à vivre et à sourire. Merveilleux, non, pour ces gosses qu'un enfermement psychiatrique ou carcéral aurait tout droit conduits à la végétation. « Les lieux de vie sont indispensables, et nous en avons réellement besoin », estime le juge Garapon, qui officie au tribunal pour enfants de Valenciennes. « Leurs animateurs sont peut-être des marginaux, mais, sans doute à cause de cela, ils réussissent là où toutes les institutions échouent. Ils stabilisent les enfants, leur permettent de s'épanouir. Sans doute parce qu'ils introduisent dans leur pédagogie une notion essentielle : celle d'agrément, de plaisir à vivre. Pour ces enfants catalogués difficiles, c'est la thérapeutique idéale. Avec eux, les méthodes traditionnelles font long feu. » Le juge Garapon n'est pas seul dans son cas. Beaucoup de ses collègues défendent les lieux de vie et s'insurgent contre le procès qui leur est fait, à travers l'histoire du Coral. Procès pour le moins suspect : les psychiatres hospitaliers, au cours de leur dernier congrès toulousain, n'ont-ils pas réclamé une réforme de leur pratique, passant par le développement de structures intermédiaires comme les lieux de vie ? Et le projet d'agrément visant à donner un statut officiel à ces auberges espagnoles de la différence n'était-il pas en bonne place, dès le 15 octobre dernier, sur le bureau de Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille ? Etranges, tout de même, ces coïncidences qui vous ont une allure de complot bien orchestré.

Idylliques, les lieux de vie ? Certes non. Comme partout ailleurs, ils font dans le clair-obscur. Un zeste de confusion, un soupçon de mégalomanie charismatique. Les antinormes deviennent normes, et le rejet de l'institution engendre un modèle qui devient institution. Avec ses propres lois et ses valeurs hors société. Normal qu'un juge d'instruction pénétré d'autres valeurs y perde son bréviaire de parfait citoyen. Cette vie étrange venue d'ailleurs, il a du mal à saisir.

Alors il inculpe pour pédophilie. Apparemment sans véritables preuves. Les fameuses photos dont toute la presse à sensation fait ses choux gras, primo, sont des reproductions, secundo, montrent des personnages non identifiables, et tertio, ont été prises dans un lieu non reconnaissable. De plus, elles ne figurent pas dans le dossier des inculpés, ce qui veut dire, en termes de droit, qu'elles n'ont pas été retenues à charge. Anomalie supplémentaire, dans une histoire lourde en incongruités de tout genre. Anomalie surtout lorsqu'on sait que les deux photos indécentes qui ont déclenché le ramdam policier et judiciaire que l'on sait ont été découvertes en novembre 1980 par des inspecteurs venus perquisitionner dans la villa qu'occupait occasionnellement Jean-Claude Krief. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour mener l'enquête ? Pourquoi avoir tout d'un coup pris en considération les déclarations de ce jeune homme soudain touché par l'esprit de Zorro et décidé à jouer au shériff ? Pourquoi jeter en prison des hommes qui avaient fait profession d'aimer, et redonnaient espoir aux déracinés mentaux et à leurs parents ? Pourquoi la rumeur, pourquoi la bassesse, pourquoi l'ignominie ? Autant de questions qui sont la clé de « l'affaire ».

Une affaire qui enchante les uns — trop ravis de patauger dans la boue — et désole les autres, consternés d'avoir à défendre cet amour de la vie qu'on leur reproche comme une perversion. Vivement des réponses ! Histoire de damer le pion aux journalistico-politico-scandalophiles, histoire aussi de continuer à croire en la justice de notre pays. ●

(1) Se rattrapant cette semaine, puisque l'hebdomadaire titre à la Une sur « le faux procès-verbal qui accuse un ministre » Sic !

(2) Association pour l'étude et la promotion des structures intermédiaires, qui publie la revue « Transitions ».

(3) Il en existe une centaine en France, dont environ quarante sont regroupés au sein du C.r.a. (Comité réseau alternatif).



Gamma

Un petit guide qui comble un grand vide

Sans précédent le "Guide des droits des victimes" démontre l'intérêt de Robert Badinter pour les victimes qui constituent, avec la prévention de la délinquance, l'une de ses priorités

PAR PAUL LEDUC

VOUS avez été victime d'un accident de la circulation dont l'auteur s'est enfui ? Vous vous êtes blessé pendant votre travail et votre employeur conteste qu'il s'agisse bien d'un accident du travail ? Vous avez été victime d'une publicité mensongère ? D'une escroquerie ? D'un viol ? Vous cherchez alors à faire valoir vos droits. Mais la citadelle judiciaire se dresse à l'horizon. Comment l'aborder ? La majorité des citoyens l'ignorent. C'est pour aider ceux qui sont confrontés à de telles situations que le ministère de la Justice vient de publier le « Guide des droits des victimes » (éditions Gallimard). Un ouvrage vendu 20 F, les sommes ainsi collectées allant à un fonds destiné à subventionner les actions en faveur des victimes.

Dans un langage clair et accessible au plus large public, ce guide fournit, en 300 pages, les réponses aux premières interrogations des personnes qui viennent d'être atteintes dans leur corps, leur honneur ou leurs biens. Tous les cas de figure sont envisagés. On apprend dans ce guide comment porter plainte, comment se constituer partie civile, ce que peut coûter un procès, et les peines encourues par les auteurs d'infractions. Les préjudices liés à la consommation, les problèmes d'assurances, les saisies, l'indemnisation par l'Etat ou les dommages et intérêts dus par un détenu trouvent naturellement place dans ce livre qui n'oublie pas de donner une liste d'adresses utiles.

Sans précédent, cette initiative judicieuse démontre l'intérêt de Robert Badinter pour les victimes qui constituent, avec la prévention de la délinquance, l'une de ses priorités. Ce petit guide comble un grand vide. Il démontre aussi que l'efficacité n'est pas nécessairement coûteuse. « La volonté d'améliorer la condition des victimes est au cœur de notre politique judiciaire, écrit le ministre dans sa préface. Ce progrès, il faut l'inscrire dans les faits plutôt que dans les discours. Rien n'est plus choquant que l'exploitation du malheur des victimes à des fins politiques ou d'ambition personnelle. La cause des victimes est une cause nationale et qui doit être soutenue comme telle. »



Pascal Lebrun

Bien entendu, un simple livre ne saurait tenir lieu de réponse à une telle cause. D'autres mesures ont été prises ou le seront sans tarder. Ainsi la réforme du droit des victimes d'accidents de la circulation, qui verra prochainement le jour, permettra-t-elle d'indemniser tout le monde dans des délais raisonnables quand, chaque année, plusieurs milliers de piétons et de cyclistes ne reçoivent aucun dédommagement sous prétexte qu'une « faute personnelle » (par exemple traverser en dehors des clous) pouvait leur être imputée. Un progrès certain même si, en contrepartie, il faut s'attendre à une majoration des primes d'assurance.

Le relèvement, certes insuffisant, de 33 % du plafond de l'aide judiciaire étend tout de même sérieusement l'accès à la justice. L'augmentation de 10 % des indemnités allouées aux victimes les plus modestes témoigne d'un même souci de solidarité. La chancellerie s'attache également à ce que les 10 % prélevés sur le pécule des détenus pour la réparation des préjudices qu'ils ont causés soient bien employés à cette fin. En 1979, plus de 10 millions de francs ont été restitués à des condamnés simplement parce que leurs victimes n'avaient pas su faire valoir leurs droits. Il y a là un souci d'équité mais aussi, pédagogique, de resocialisation des délinquants.

Les victimes se sentent souvent isolées, en butte à l'indifférence et parfois même à l'hostilité. Il importe donc de mieux les accueillir, dans les commissariats ou les tribunaux. A la demande d'Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, des inspectrices ont été recrutées dans les commissariats pour recueillir les témoignages de femmes victimes de viols ou de violences. Et le succès de la « journée portes ouvertes », organisée le 22 octobre au tribunal de Créteil a illustré le besoin réciproque des justiciables et de certains magistrats de rendre la justice plus proche des usagers et plus compréhensible. Une initiative appelée à des prolongement en province.

Pour couronner cet édifice, que compléteront encore la réforme du Code pénal et la création de tribunaux de l'exécution des peines où le sort des victimes sera plus largement pris en considération, un « Bureau des victimes » a été mis en place le mois dernier à la chancellerie. Sa mission n'est pas mince : elle va de l'élaboration de réformes législatives ou réglementaires au soutien pratique et matériel des associations et collectivités qui viennent en aide aux victimes.

Tous ces efforts convergent vers la réalisation de la « justice plus humaine, plus efficace » promise par Robert Badinter lorsqu'il a pris ses fonctions. Ils apportent autant de démentis à la droite qui mène une campagne calomnieuse sur le thème : « Tout pour le délinquant, rien pour les victimes. »



Gamma

Une des dernières photos de Mendès France, entouré de sa famille.

Le préposé à l'espérance

par Edwige Avice ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports

LE 6 novembre 1954, Pierre Mendès France prononçait à Lille, au cours de la séance de rentrée de l'université, un grand discours destiné à la jeunesse. Le 16 octobre 1982, le Premier ministre, Pierre Mauroy, au moment même où se déroulait à Paris la convention du M.j.s., s'adressait à Lille, en inaugurant le centre d'information jeunesse, à tous les jeunes de ce pays. Il donnait ainsi un écho multiplié aux propositions du comité interministériel de la jeunesse qui s'était tenu quelque temps auparavant.

Pierre Mendès France est mort le 18 octobre. La coïncidence fait qu'à vingt-huit années de distance, et juste avant que la mort ne l'enlève, un Premier ministre de la gauche ait voulu établir à son tour un dialogue si nécessaire avec les jeunes.

Au-delà de cette circonstance, je tiens à souligner l'étonnante filiation entre les deux discours, comme si une pensée et une parole vivante avaient, bravant les années, fécondé notre action.

Je souhaite simplement en hommage à Pierre Mendès France retrouver dans ce discours alterné la permanence d'une démarche créatrice, sans laquelle aucun changement de société ne peut intervenir.

Extraits du discours prononcé par Pierre Mendès France à Lille au cours de la séance de rentrée de l'université le 6 novembre 1954

NE pas sacrifier l'avenir au présent, c'est, sans nul doute, le devoir suprême de l'homme d'Etat. Je suis profondément convaincu que la stabilité du régime républicain, du régime de liberté, que ses chances de survie et de prospérité peuvent se mesurer à l'intimité des liens qu'il sait ou qu'il saura créer entre la jeunesse et l'Etat. Un régime n'existe, un régime ne mérite d'exister et de durer, que s'il est capable de construire l'avenir, que s'il sait s'orienter dans le sens du progrès — d'un progrès conclu — que s'il répond enfin aux besoins des générations qui montent.

A partir du moment où, dans un pays, s'établit un divorce, entre l'orientation du régime et les aspirations de la jeunesse, alors oui, la catastrophe est proche...

En vérité, la question des rapports entre la jeunesse et l'Etat n'est pas, pour l'homme qui a une responsabilité politique, une question parmi d'autres — j'oserai dire que c'est la question, presque la seule, en tout cas, la plus grave, la question décisive, car elle comprend toutes les autres.

Oui, chaque problème de la nation atteint plus directement, plus gravement, plus profondément les jeunes. Et c'est pourquoi chaque problème doit être pris, étudié et résolu, en pensant à la jeunesse.

Telle est l'ampleur insoupçonnée du rôle de la jeunesse ; elle n'agit pas seulement par elle-même ; elle agit

aussi par la responsabilité vivifiante qu'elle place sur les épaules de ceux qui les précèdent et par l'espoir qu'elle suscite en eux.

Il ne s'agit en aucune manière de faire intervenir l'Etat dans l'organisation de la jeunesse, mais, tout au contraire, de faire participer la jeunesse à l'action de l'Etat.

Il s'agit simplement d'apporter dans chaque département ministériel un supplément de vigueur et d'idées, un supplément de volonté de réformes, un supplément d'ambition.

Toutes ces cellules de jeunesse, réparties dans une quinzaine de ministères, devront être reliées entre elles par un responsable qui sera, en quelque sorte, chargé d'être, auprès du chef du gouvernement et selon l'expression récente d'un grand auteur, « le préposé à l'espérance ».

Et si ensemble nous réussissons à donner à l'Etat une force nouvelle, si ensemble nous recréons une République vigoureuse, régénérée par la greffe de la jeunesse, je vais vous dire alors l'ambition, la suprême ambition qui devrait être celle de notre pays, qui devrait être la nôtre : cette France-là pourra être demain, comme elle fut tant de fois dans l'histoire, un guide pour notre monde troublé, divisé et travaillé dans ses entrailles. Oui, à ce monde douloureux, la France ce jour-là sera assez forte, j'en suis sûr, pour montrer une voie nouvelle, vers la paix et vers le progrès humain.

Ce texte qui dessine de manière anticipatrice les orientations dans lesquelles nous nous reconnaissons maintenant (politique globale de la jeunesse, comité interministériel regroupant l'ensemble des départements de l'Etat concernés) manifeste aussi un respect immense pour le rôle des jeunes et pour leur capacité de transformer la société. Ce choix politique est aussi le choix de la vie. Le discours de Pierre Mauroy fait au nom des forces de la gauche lui donne en 1982 une nouvelle concrétisation.

Extraits du discours de Pierre Mauroy pour l'inauguration du C.r.i.j. - Lille le 16 octobre 1982

AU cours des derniers mois, il m'est souvent arrivé d'évoquer les préoccupations de la jeunesse. C'est que, depuis mai 1981, vingt-trois ministères ont mis en place des dizaines de mesures en faveur des jeunes. Mais cette action n'est pas toujours suffisamment connue et je ressens la nécessité que nous soyons plus proches et plus ouverts, à l'égard de ces millions de garçons et de filles qui constituent la richesse de notre pays. C'est la jeunesse qui fonde l'avenir d'une politique. Deux idées maîtresses doivent nous conduire : celle de l'accomplissement, celle de l'avenir.

Une société est toujours plus forte lorsqu'elle sait intégrer les éléments nouveaux, lorsqu'elle favorise leur épanouissement. L'avenir ne doit pas être vécu comme une angoisse, mais bien au contraire comme un champ d'aventures exceptionnel, que les jeunes doivent apprendre à construire ensemble.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle mutation technologique qui exige des progrès supplémentaires dans la formation professionnelle, car ce que nous appelons communément « crise économique » c'est d'abord une mutation, c'est le passage d'une société dans une autre.

Si les jeunes ont, aujourd'hui, la chance de côtoyer très tôt une masse de connaissances exceptionnelles, ils éprouvent en revanche des difficultés particulières pour tracer leur chemin. Quel métier choisir ? Comment organiser son temps ? Quand et comment opérer la métamorphose de l'enfant à l'adulte ? Même si, face à ces questions, il n'est d'abord que des réponses individuelles, nous ne pouvons rester silencieux et indifférents.

Il est de notre responsabilité, il est de la responsabilité de ceux qui organisent la société des adultes, de remplir les trois conditions d'une formation digne de ce nom. Je veux dire donner aux jeunes les moyens d'apprendre ; favoriser leur initiation progressive à la vie d'adulte et enfin leur permettre d'entreprendre. Pour m'être longtemps occupé des jeunes, je sais qu'ils perçoivent toute l'importance de cet apprentissage. Pour devenir ce que l'on porte en soi, il faut de la volonté et le sens de l'effort. Dire a priori aux jeunes que la vie est facile serait faux et démagogique. Je préfère qu'ils aient le regard lucide, qu'ils abordent leur existence en étant mieux préparés, mieux armés. Car la vie sera ce qu'ils en feront.

Je ne pourrai mieux définir notre politique en direction de la jeunesse : c'est une politique globale qui a pour raison d'être d'ouvrir les possibles, les choix. J'ai parlé de l'accomplissement, mais que dire de l'avenir ? Il est avant tout le domaine de la jeunesse et il est toujours risqué de se hasarder sur ce thème. Pourtant les forces politiques aujourd'hui majoritaires ont toujours incarné l'espoir et, en ce sens, elles sont ce que j'ai un jour appelé « les héritiers de l'avenir ».

Comment notre société se renouvellerait-elle si les jeunes n'en faisaient pas aussi leur affaire ? Ils sont des acteurs du changement et je dirais même qu'ils doivent être au premier rang. Ce n'est qu'avec eux que nous pourrons placer l'avenir sur ses rails.

Nous sommes, en tant qu'adultes, les principaux acteurs du présent. Eux prennent progressivement leurs responsabilités et font progressivement pénétrer dans nos vies, dans nos conceptions, les valeurs et les idées novatrices dont ils sont porteurs.

Héritiers de l'avenir, si vous me permettez de reprendre cette expression, ils ne peuvent l'être que s'ils ont la conviction qu'ils pèseront sur cet avenir.

Je souhaite donc leur dire aux jeunes que nous les attendons. Nous les attendons pour qu'ils travaillent avec nous à améliorer la vie des hommes et des femmes de ce pays ; pour qu'ils nous aident à modifier les relations qui existent entre les générations, entre hommes et femmes ; pour qu'ils imposent la solidarité avec le reste du monde.

L'avenir n'est jamais fermé. Il est, par définition, à construire.

C'est en cela aussi que la politique générale du pays concerne la jeunesse. Dans le changement profond que nous cherchons à réaliser, toutes les décisions prises jour après jour contribuent à façonner sa vie. C'est pourquoi il est important qu'elle s'associe à cette action, qu'elle contribue à en définir le cours.

Il est donc nécessaire pour la société tout entière de permettre aux jeunes d'exprimer ce qu'ils portent en eux, leur culture, leurs modes de pensée, leurs projets.

Une grande politique se met ainsi progressivement en place. C'est aux jeunes qu'il appartient à présent de l'ancrer durablement. C'est à eux qu'il revient de généraliser dans notre société des relations plus solidaires et plus fraternelles. C'est à eux d'approfondir ce que nous cherchons à instituer dans nos nouvelles relations avec le tiers monde. C'est à eux de tirer de la science ce qui permettra d'améliorer la vie des hommes et des femmes. C'est à eux de mettre à profit la décentralisation dont nous venons de jeter les bases. C'est à eux d'utiliser les nouveaux droits des travailleurs et les avancées sociales. C'est à eux, en un mot, qu'il appartient de prendre notre relais et d'aller encore plus loin que nous.

Voici, Mesdames et Messieurs, ce que j'entends par une politique de la jeunesse. Elle ne peut exister sans une relation plus confiante et plus solidaire entre les générations. De la qualité de cette relation nous sommes tous comptables.

Ainsi donc, la même définition du changement au-delà des générations qui se sont succédé appelle les jeunes à agir dans le présent et à prendre le relais des adultes pour que puisse se poursuivre une démarche historique.

Je souhaite que le ministre de la Jeunesse soit toujours ce que Mendès France appelait de ce nom très beau : « le préposé à l'espérance ». ●



Sygma

« J'ai fait ce que j'ai pu... »

Pierre Mendès France a reçu mercredi, dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon, l'hommage national empreint à la fois de sobriété et de ferveur que tenaient à lui rendre toutes celles et tous ceux dont il a marqué l'esprit et guidé les pas pendant une si longue période de notre histoire.

La diffusion de son message à la jeunesse de 1955 fut un moment de forte émotion tant par la force de sa voix que par le contenu du discours, aussi actuel aujourd'hui qu'il y a vingt-sept ans.

François Mitterrand, qui fut toujours à ses côtés, a su faire le récit authentique et chaleureux de cette vie au service de la France et de la République, sans omettre de rappeler qu'avant d'être unanimement honoré il fut, par certains, injurié et calomnié. Au passage, le président de la République a révélé un fait historique inédit : le 5 février 1955, il se trouvait dans un bureau de l'Assemblée nationale avec Pierre Mendès France qu'une coalition d'intérêts contraires venait de renverser. Le visage marqué par le chagrin, P.m.f. se tourne vers lui, murmurant dans un souffle « J'ai fait ce que j'ai pu. Que va devenir la République ? » Trois ans plus tard, en effet, la IVe République, qu'il avait pendant les sept mois de son gouvernement, tenté de ranimer, s'effondrait définitivement. Pierre Mendès France ne s'en était sans doute jamais remis. Il n'en a pas moins continué jusqu'à sa mort à faire ce qu'il pouvait pour que les idées auxquelles il croyait triomphent à nouveau.

"The new right" ou les intellos de Reagan

Quand l'Amérique blanche, intégriste, xénophobe, phallocrate et réactionnaire veut se refaire une beauté, elle se nippe chez les théoriciens de la nouvelle droite

LES Etats-Unis vont voter. En renouvelant, à mi-parcours du mandat de leur président, la Chambre des Représentants dans son ensemble, le tiers du Sénat, des gouverneurs d'Etat par dizaine, les Américains, traditionnellement, permettent aux deux grands partis — les démocrates et les républicains — de préciser les grandes lignes de campagne électorale des présidentielles à venir. Ce vote permet en effet au président en exercice de mesurer, concrètement, le jugement que portent les électeurs sur sa politique. Donc ses chances — ou celles de son parti — lors des présidentielles suivantes.

Cette année, c'est la politique économique du président que les Américains vont juger. Ainsi que son goût pour « la morale, l'ordre et la loi ». Or, la situation économique est jugée par beaucoup franchement mauvaise. Certes, le dollar est roi, mais...

Et c'est toute la droite « informelle » américaine qui se trouve confrontée à elle-même. Car pour tenter de conserver ses électeurs, Reagan a déjà dû, légèrement et peut-être provisoirement, infléchir sa politique. Ce qui ne doit pas être du goût de tout le monde. A la veille de ce scrutin, « l'Unité » a choisi de donner un coup de projecteur sur cette droite et d'analyser les résultats de la politique économique de Ronald Reagan.

PAR JEAN-MARC FONTAINE

QUE faire à 18 ans quand on est issu d'une famille de Français de Louisiane, pieux et catholiques, qu'on admire Douglas MacArthur et Joseph MacCarthy, qu'on voit dans le sexe hors mariage la cause première de la décadence américaine, et qu'on s'ennuie sur un campus texan ?

On s'engage. Dans la campagne d'Eisenhower, d'abord, puis dans quelques sénatoriales, à la tête, enfin, de la très conservative ligue des « Young Américans for Freedom ».

Et quand, après avoir oscillé entre la mécanique et le droit, il faut gagner sa vie, on collecte des fonds pour le compte des organisations que l'on a rencontrées tout au long de ces années-là. Des organisations sectorielles qui ont une caractéristique commune : elles sont de droite. Résolument.

Richard A. Viguerie est un homme intelligent. En 1980, on lui attribue l'élection de quelque vingt-cinq sénateurs et d'une grosse cinquantaine de Congressmen. Tous conservateurs au dernier degré : Viguerie n'avait-il pas refusé de s'occuper de Nixon — « trop à gauche » — acceptant tout juste de travailler pour Georges Wallace, malgré sa « déviation populiste » et lui rapportant, en 1971, sept millions de dollars.

La prise en charge de la collecte de fonds pour Wallace va lui ouvrir les yeux : dans le monde éparpillé et contradictoire de la politique conservatrice américaine, il y a place pour une belle recomposition.

Les clients de Viguerie, c'étaient des associations aux buts limités, des ligues pour la restauration de l'autorité paternelle, la diffusion de la Bible, l'inégalité des femmes dans le travail, la restauration du statut de la mère de famille, etc. Sans compter les groupes religieux. Viguerie est catholique, son ami H. Phillips est juif, leur comparse Paul Weyrich protestant. Leur « nouvel œcuménisme » sera un premier pas vers la recomposition d'une droite non-politique, non économique, éloignée du Capitole, de Wall Street, et de leurs jeux. Ils baptiseront leur puzzle la « New Right ».

Ce groupe est hétérogène. Mais on peut « cibler » l'adversaire : disposant d'un financement éclaté — et de 4,5 millions, de noms sur un fichier qu'un ordinateur réordonne au gré des campagnes — on peut surgir en dehors de la structure politique bipolaire traditionnelle, se démarquer des républicains perçus comme liés à la finance, développer des thèmes de propagande qui brisent la cohérence de la vieille « New Deal Coalition » — qui pioche dans le Sud auprès des fermiers qui bénéficient de la politique de prix agricole fédérale, comme dans les syndicats et l'intelligentsia « liberal » du Nord-Est.

C'est la « campagne négative » et l'élection clés en main : fichiers, financement, contacts, cibles et argumentaire fournis sous le même emballage.





Sygma

Reagan entouré de ses conseillers lorsqu'il préparait sa campagne.

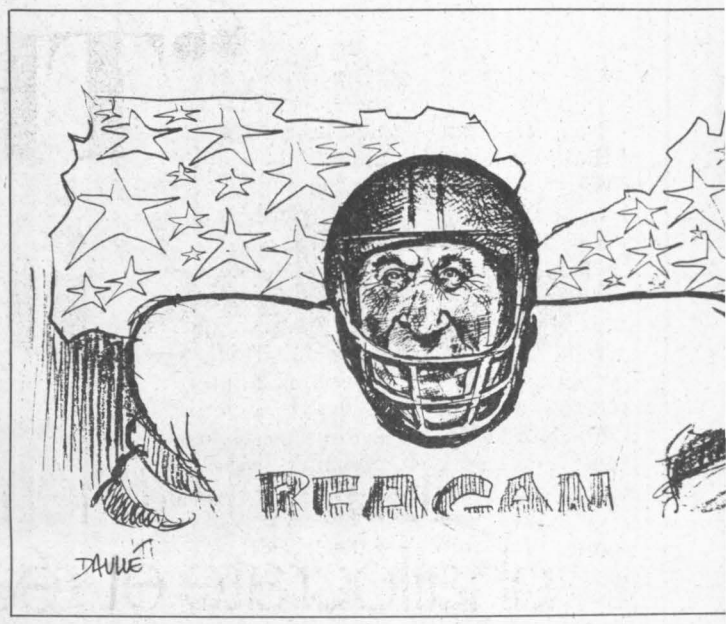
Partir en guerre contre les libéraux

Si la droite familiale religieuse et chaste pointe son nez dans la politique, le Big Business, de son côté, va aussi prospecter un terrain neuf. Mal aimé parce que — croit-il — mal connu de la presse et de l'université, le monde des affaires va pêcher dans l'intelligentsia. Les premiers consultants approchés vont le détromper. Il n'y a pas d'ignorance. A la base de leur mauvaise image, il y a un plan. Les intellectuels libéraux, qui tiennent — disent-ils — la presse, les facs et l'administration, veulent miner les fondements du système de la libre entreprise pour asseoir leur domination sur le secteur public. C'est contre eux qu'il faut partir en guerre.

Et pour cela déposséder les « libéraux » de leurs thèmes de propa-



Ronald Reagan, alors cow-boy de charme au cinéma, attaqué par un vilain indien...



gande. C'est le « vous n'avez pas le monopole de la générosité » de Giscard d'Estaing démultiplié par le savoir-faire des professionnels du marketing et de l'Université. On bâtit tout un plaidoyer, non pas en faveur de Big Business, mais de l'arrangement privé, contractuel, et du marché.

Idée simple : le marché satisfait mieux que l'Etat les besoins de sécurité, d'éducation, de santé. Nous sommes les véritables promoteurs du bien-être, et non pas cet Etat lourd, sourd et tâtillon : s'il fait mal son boulot, c'est que rien n'est son boulot. Ses interventions sèment la pagaille, marginalisent ou engendrent la dépendance et renforcent le pouvoir des cliques intellectuello-administratives.

L'argument est simple, percutant, il plaît. On épingle l'adversaire sous une étiquette qui fera mouche : la « New Class », à laquelle on trouvera des tombereaux de théoriciens (en vrac : Bakounine, Kropotkine, Djilas, Adam Smith, George Orwell, Thorstein Veblen, e tutti quanti).

Très chic, très mode

Et on s'assume sous une autre étiquette, très chic, très mode, les « Neo Conservatives ». Ce sera un vrai tabac. Selon un commentateur de la revue « The Nation », D. Vogel, lui-même approché par le Big Business en 1974, la croisade contre la « New Class » constituera « l'idée la plus populaire dans les milieux d'affaires depuis que Herbert Spencer a développé, à la fin du XIXe siècle, les préceptes du darwinisme social au Delmonico's ».

Les livres, brochures, articles vont fleurir. « The American Vision » de Michael Novak — simple, court, efficace — traîne dans tous les attachés-cases ; W. Simon, ex-conseiller de Nixon, se repent lourdement de son passé de bureaucrate dans « A Time for Truth » (Reader's Digest) ; R.J. Ringer « Restoring the American Dream » — cinq mois sur la liste des best-sellers du « New-York Times » — corse le cocktail en lui ajoutant une sérieuse dose de « libertarianisme ».

Le « Wall Street Journal » lance des appels à la collaboration business-universités. Il sera largement entendu : la Fondation Ford apparaît dangereusement infiltrée, on lui mégotera les fonds, et on investira ailleurs : I.t.t. et Mobil Oil ne sont pas parmi les derniers « investisseurs ».

Tout ça va fonctionner sur contrats, éditer, tenir des séminaires, publier des revues. Sur les campus, aussi, on attaque. On verse des fonds aux instituts qui manifestent une sympathie pour les valeurs de la « libre entreprise ».

Côté presse, enfin, à part le lancement de revues, on réorganisera les budgets publicité. Une nouvelle forme naît : la publicité pour une idée, payée par une entreprise. La cible, ici, c'est le citoyen, pas le consommateur. Mobil Oil triple son budget d'« advocacy ads » entre 1973 et 1975, 35 compagnies déboursent 100 millions de dollars en 1975, 140 en 1976, y consacrent en moyenne le tiers de leur budget publicitaire, avec un record de près de 50 % pour les pétrolières. Les « Ads » visent en particulier le milieu où se recrute la « New Class ». Ainsi, « The Nation » ou la « New York Review of Books » affichent parfois une demi-page en contradiction ouverte avec le contenu des articles publiés par ailleurs, en faveur de l'assurance médicale privée, d'une réorganisation des syndicats ou de l'allégement de la machinerie administrative.

Bien sûr, les idées n'ont pas été fabriquées sur mesure. Elles existaient déjà. L'amour de la liberté a de beaux jours derrière lui. Entre Ludwig von Mises, F. Hayek et Milton Friedman, qui s'est, à l'occasion, discrètement désolidarisé des « Chicago boys » de Pinochet — on compte pas moins de deux prix Nobel — von Mises, lui, est mort avant. Il y a un vaste vivier où puiser !

Puis dans la mouvance chicagolaise — bastion de Milton Friedman —, on verra surgir une étrange mouture d'anarchisme : le « libertarianisme », fondé sur la rationalité individuelle et l'utilitarisme. Celui qu'on présente comme le théoricien du mouvement, Murray Rotbard est un « micro-économiste brillant » qui, entre autres exercices, a poussé jusqu'au bout la logique individualiste des universitaires. Ainsi, plus de justice : le crime est affaire privée entre le malfaiteur et la victime, et ne doit donner lieu à rien d'autre que la conclusion de contrats restitutifs privés. Idem pour la pauvreté : « Que peut faire le gouvernement pour les pauvres ? Là encore, la seule réponse correcte est la réponse libertarienne . Dégage ! » (« The New liberty »).

Là où les choses se gâtent, c'est que ce conglomérat de « conservateurs » de tout poil produit un ensemble hétéroclite qui n'a guère besoin d'allumette pour exploser. Les accusations vont fuser, les exclusives et les mises à l'écart se multiplient.

Et pour ce bloc qui a élu Reagan et le Congrès, la cohabitation va devenir dure, Mais « dureté » est peut-être le nouveau mot d'ordre des années quatre-vingt ?

En tout cas, dans la foulée de la publication du livre de Lester Thurow « The Zero-Sum Game » — qui prévoit une nouvelle forme d'austérité « transparente » où chacun, dans la crise, reçoit ce qu'il mérite —, les commentateurs d'« Esquire » ont développé une nouvelle et inquiétante mode : « La vie politique ne ressemblera plus à une partie de tennis à Wimbledon dans les années vingt, pelouse verte et applaudissements polis, mais à un match de hockey sur glace où chacun de nous devrait affronter les « Philadelphia Flyers » sans protection faciale, sans protègetibias et sans crosse. Là, les perdants ne disent pas « bien joué ». Ils arrêtent de jouer pour soigner leurs blessures, ou reviennent sur le terrain avec un plus gros gourdin. » Et si c'était tout simplement une photo de l'Amérique de Reagan ? ●

ECONOMIE

La cure de désintoxication tourne à l'overdose

Que peut faire Ronald Reagan pour éviter de payer le prix politique de la cure violente qu'il prétend faire subir à l'économie américaine ?

PAR JEAN-MARC FONTAINE

QUAND Ronald Reagan s'installa à la Maison-Blanche, il n'arrive pas avec son seul flair — comme Nixon le roué — ou sa belle image — comme l'honnête Carter. Il a un projet, concocté par des universitaires, des businessmen, des praticiens. Et un langage : celui de la liberté. Pas la liberté louche que réclament les femmes, les intellectuels de gauche ou les minorités sexuelles. Non. La liberté sérieuse. Celle du business.

C'est la crise : inflation, chômage, un taux de croissance ridicule, un empire industriel qui s'effrite, une balance des paiements déficitaire. Il faut faire le ménage.

Tout d'abord, l'Etat : il faut en alléger le poids. Les impôts sont trop lourds : ils découragent l'effort productif : à quoi bon gagner plus si l'Etat prélève une grosse partie du gain ? Pire ! Le produit de l'impôt alimente des dépenses de transferts en direction des chômeurs, des ghettos, du monde des « non-productifs ». Le fruit du travail honnête subventionnant l'oisiveté. C'est doublement décourageant !

Alors on réduira les impôts (-15 % en deux fois, en 1981), on détruira les réglementations (on démantèle la « Occupational Health & Safety Organization qui lutte contre les 14 000 morts et 390 000 incapacités permanentes annuels par suite d'accidents du travail), on assouplit les lois anti-trust (abandon des poursuites engagées sous Carter), on « dérèglemente » les prix (concurrence sauvage dans les transports), on réduit (de 5 %) les programmes fédéraux d'assistance.

Ensuite, l'inflation. C'est simple : le crédit, c'est la facilité. Consommer au-delà de ses revenus, ou survivre dans une mauvaise passe industrielle, c'est possible si l'argent abonde. Si l'on serre les cordons de la bourse, des canards boiteux péricliteront, et une salutaire discipline s'imposera à tous. Et que les meilleurs gagnent !

Austère programme. Et pourtant, il enthousiasme au début. Pas seulement le business ou la finance, mais

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

aussi les classes moyennes pourvues d'emplois bien rémunérés, et qui se lassent de « payer pour les autres ». L'Etat va laisser le champ libre aux dynamismes individuels, la rareté de la monnaie empêchera de tricher. On « dégraisse » à l'échelle du pays.

Bien sûr, tout ça va poser quelques problèmes : si la monnaie est rare, tous ceux qui veulent financer un projet vont s'arracher les dollars disponibles à prix d'or. Les taux d'intérêt vont flamber (plus de 21 % pendant l'été 1981). Et les entreprises les plus endettées vont péricliter sous la charge des emprunts. Alors viennent les faillites : 1979, 600 faillites par mois ; 1980, près de 1 000 ; 1981 plus de 1 300 ; été 1982 de 2 500 à 3 000. On n'avait pas vu ça depuis la grande dépression. Bien sûr, ça fait partie du plan, c'est l'euthanasie de l'entreprise médiocre.

Mais en attendant, on débauche. De 6 % en 1978-1979, le chômage passe à 7 % en 1980, dépasse 8 % dans le courant 1981, frôle les 10 % en juillet 1982 (données corrigées). Le chômage moyen, s'entend. Car si pour les Blancs, il est de 8,7 %, pour les Noirs, il atteint quasiment le double : 17,3 %. Et pour les jeunes Noirs, un joli record : 47,4 %.



Côté budget, ce n'est pas trop brillant non plus. On veut bien réduire les impôts, mais on ne peut pousser la compression des transferts sociaux jusqu'à l'émeute : déjà près de six millions de personnes ont franchi — vers le bas ! — la « ligne de pauvreté » depuis novembre 1980. De plus, le programme prévoit une augmentation des dépenses militaires : de 125 milliards de dollars fin 1979 à plus de 200 milliards fin 1982. Alors, forcément, malgré l'orthodoxie, le déficit s'accroît. De 45 milliards de dollars prévus pour début 1982, c'est en fait au double, voire au triple qu'il se situera : de 110 à 150 milliards. Il faudra bien combler. Comment ? En empruntant sur un marché où l'argent est déjà rare. Alors les taux d'intérêt continueront leur petite escalade.

On l'a vu : tout ça fait partie du plan. Il faut dégraisser la main d'œuvre comme l'appareil industriel, lui faire accepter des salaires moindres, une plus grande mobilité ou une déqualification. Et c'est douloureux. Un des thèmes affectionnés par les ultra-libéraux qui inspirent le président est celui de la cure de désintoxication : il faut vivre sans détours sa gueule de bois pour retrouver la forme le lendemain. Ce n'est pas de la perversité qui est en œuvre ici. C'est une stratégie. Il y a donc un peu de naïveté à lui faire le reproche de laisser le chômage croître, ou la pauvreté s'étendre, car c'est précisément un des éléments du dispositif.



Mais quelles étaient les chances de succès de cette stratégie ? Quelles sont ses limites ? Elle est venue buter tout d'abord sur l'option libérale, voire ultra-libérale, affichée par Reagan. Epurer l'appareil industriel, peut-être, mais par quels moyens ? En recourant à des instruments globaux (politique monétaire politique fiscale) c'est toute l'industrie qu'on met à mal, pas seulement les canards boiteux. Et c'est laisser à l'initiative du privé le soin d'investir. Or avec des capacités industrielles sous-utilisées (de 30 % en 1982 contre 13 à 18 % en 1978/1979) ce sont des incitations monumentales qu'il faudrait mettre en œuvre pour amener une reprise de l'investissement. A moins d'intervenir directement. Mais là, credo libéral oblige, tabou !

Ensuite, ce que cette « cure » peut procurer, c'est un avantage comparatif. Mais si tout le monde — ou presque — suit le même chemin, c'est une course à la dépression que chacun engage contre l'autre : Etats-Unis contre gouvernements libéraux en Europe, et Japon. Or si chacun déprime la demande chez lui pour mater l'inflation, et devenir compétitif, qui ouvrira des débouchés à l'autre ? Margaret Thatcher, avec un taux de croissance négatif ? En fait de dégraissage, ce sera d'amaigrissement qu'il risque d'être question.

Et c'est peut-être là qu'on touche à la contradiction fondamentale des stratégies de « cure » libérales. Chacun veut ressembler au Japon, qui s'en tire parce qu'il exporte massivement. Mais, s'il y avait deux Japon, où exporteraient-ils ? Vers le tiers monde asphyxié par la hausse du dollar et des taux d'intérêt ? On le voit, la logique qui consiste seulement à museler, et de quelle manière, l'appareil productif n'est pas une logique généralisable. On ne peut se muscler que contre un perdant, et à condition que le perdant reste solvable. Or des perdants riches, on n'en trouve guère...

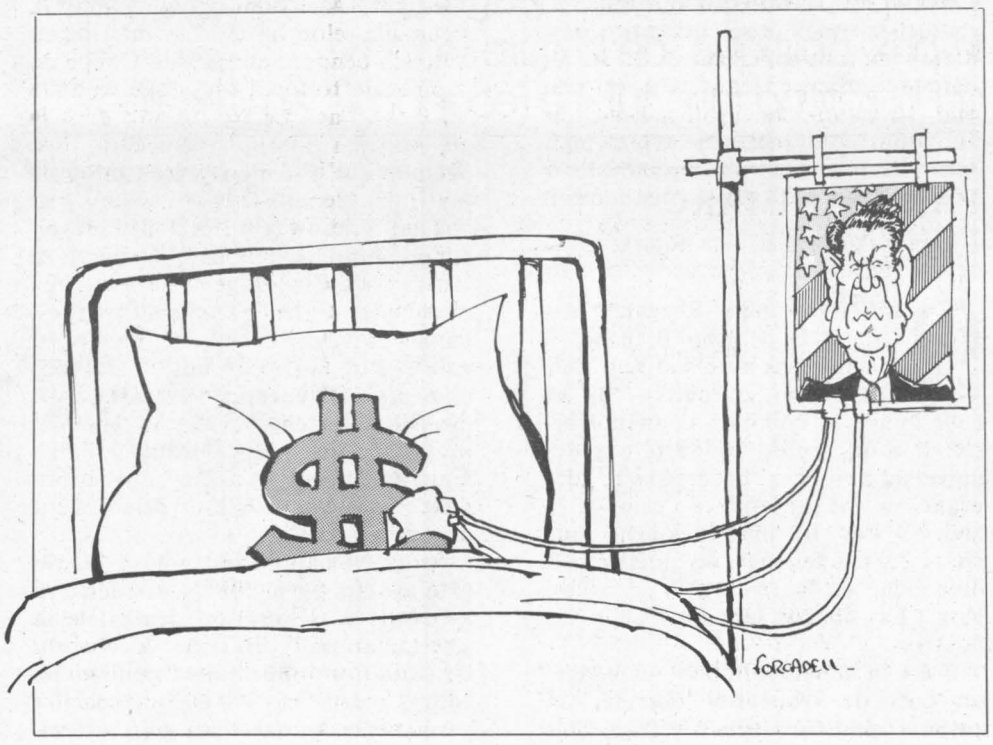
Ce ne sont pourtant probablement pas ces considérations qui sont à l'origine du retournement de politique de ces dernières semaines. On relâche les cordons de la bourse, le contrôle monétaire s'assouplit, les taux d'intérêt amorcent une détente que tout le monde suit, moitié incrédule, le cœur battant.

Peut-être s'agit-il d'un infléchissement véritable ? De fait, Reagan abandonne morceau par morceau son programme initial, jusqu'à faire voter par la Chambre des Représentants quelque 97 milliards d'impôts nouveaux pour les années à venir. Peut-être s'agit-il de laisser souffler l'économie pendant une courte période ? Le temps d'améliorer la position du parti républicain aux prochaines élections : Wall Street est en fête et on ne parle que de mirobolante reprise pour 1983 — au grand étonnement des spécialistes économiques européens.

Mais peut-être s'agit-il de quelque chose de plus fondamental, qui touche à la remobilisation du monde syndical.

Depuis Roosevelt, c'est sur le modèle de la « Big Coalition » que se gagnent les présidentielles : « Big Governement, Big Business, Big Labor ». Or la politique économique de Reagan a amené les syndicats à accepter des compromis sans jamais passer à la contre-offensive. Dans le jargon politique américain, on appelle ça le « concessionary bargaining » : limitation, voire réduction, des salaires contre quelques avantages qualitatifs — contrôle ou participation à certaines décisions — qui tournent le plus souvent à l'avantage de l'employeur. Or ces accords, s'ils sont effectivement ratifiés, le sont de justesse. L'accord de 1981 avec la General Motors n'a été acquis que par une majorité de 52 % des mandats ! Autrement dit, la « Big coalition » bat de l'aile : la base renâcle. Alors l'A.f.l./C.i.o. mobilise. En septembre 1981, pour le « Solidarity Day », quelque 350 à 450 000 manifestants, des travailleurs, en majorité mais aussi — jamais vu ! — le Now (mouvement des femmes), le Nam, New American Movement) à tendance socialiste, et quelques autres mouvements du genre de ceux qui constituaient la mouvance anti-guerre du Vietnam tant abhorrée des syndicats. Or comme le parti démocrate, sous le sigle des « New Liberals », élabore une stratégie économique de relance beaucoup plus axée sur l'interventionnisme, et qui semble avoir la faveur des syndicats, la poursuite de l'ultra-libéralisme risque de coûter — politiquement — très cher à Reagan.

S'il abandonne vraiment son programme initial — et il faudra attendre le résultat des élections de novembre pour en juger — Reagan ne l'aura pas fait pour des raisons économiques mais pour éviter de payer le prix politique de la cure violente qu'il fait subir à l'économie américaine. Mais s'il l'abandonne, après avoir été élu sur un programme qui se voulait si clair et si tranché, après s'être engagé si loin dans son application, il aura du mal non seulement à en faire accepter une autre, mais probablement même à le concevoir. ●





Sygma

Soldat argentin fait prisonnier par un commando britannique aux Malouines.



A.f.p.

Passation des pouvoirs entre généraux.

ARGENTINE

Un régime en état de décomposition avancée

La défaite militaire des Malouines a précipité la décomposition du bloc au pouvoir. L'heure des réglements de comptes est arrivée avec son cortège d'accusations, de dénonciations et de cadavres

PAR CARLOS FERRARI LOPEZ

LES récentes découvertes des organisation des droits de l'Homme argentines (voir encadré) ont fini de déchirer à jamais le voile de peur et de cynisme qui a couvert la réalité argentine depuis 1976.

Cynisme des autorités militaires, des magistrats et des personnages qui, depuis le pouvoir, partagent ce qu'on appelle là-bas « les secrets de la sale guerre ». Peur de ceux qui n'ont pas pu se soustraire au climat de terreur et aux intimidations d'un régime capable des pires atrocités.

Le charnier, gardé jour et nuit par les Mères de la place de Mai, est devenu le révélateur du profond pourrissement des dirigeants argentins. Depuis la fin de la guerre des Malouines, la décomposition du bloc au pouvoir s'est accélérée et les contradictions sortent de l'ambiance feutrée des ministères pour déverser sur la place publique leur cortège de dénonciations, d'accusations et... de cadavres. La lutte sans merci que se livrent les détenteurs du pouvoir touche tous ceux qui, pendant les années noires, participèrent au « Proceso de reorganisacion nacional ». Des hommes d'affaires accusent des banquiers, des fonctionnaires dénoncent des hommes d'affaires et des militaires — toutes armes confondues —, tirent sur des diplomates... et ainsi de suite. Le climat malsain des fins de règne provoque à Buenos Aires une fébrilité certaine chez les maîtres du pouvoir. L'heure des règlements de comptes est-elle déjà arrivée ?

A entendre certains observateurs de la vie politique argentine, la réponse est positive. Pour empêcher le pire — c'est-à-dire que la vérité soit dite en ce qui concerne les méthodes et les conséquences de la « sale guerre » —, les militaires ont trouvé une parade administrative et coercitive : un décret du pouvoir exécutif interdit aux moyens de communication audiovisuelle et à la presse écrite de « traiter les sujets qui ont un rapport avec les faits de la subversion, les affaires des disparus, les Mères de la place de Mai... » Le même tête prohibe qu'on parle des « procès judiciaires en rapport avec ces faits ».

Mais ces mesures n'ont pas pu empêcher une prise de conscience d'ampleur nationale accélérée par la défaite militaire dans l'Atlantique Sud. L'action du syndicalisme, un activisme politique croissant et, surtout, la mobilisation autour de la question des « disparus » ont coincé les dirigeants argentins qui, obligés de faire une politique au jour le jour, multiplient les maladresses.

La caste oligarchique et les spéculateurs financiers ont conduit le pays à la ruine et, aujourd'hui, la débandade générale permet que certaines bouches s'ouvrent. La population découvre ainsi effarée toute une série de malversations, de fraudes et d'irrégularités budgétaires. Les hommes qui ont gouverné pendant les années noires n'étaient pas des saints, ça, tout le monde le savait, mais les Argentins étaient loin de penser que le mal était si profond. Aujourd'hui, grâce à un compliqué jeu de massacre pour le pouvoir, qui mélange allègrement les petites vengeances personnelles avec les revendications corporatistes des puissances financières ou agricoles, le pays peut connaître les entrailles du régime dictatorial. Et ce n'est pas beau à voir.

Le ton monte

A titre d'exemple, il convient de citer la polémique entre l'ancien secrétaire d'Etat du gouvernement du général Videla, Juan Alemann, et l'amiral Emilio Massera, ex-membre de la junte militaire qui prit le pouvoir en 1976. Au début, rien de très méchant, Alemann critique l'amiral, coupable selon lui de certaines indélicatesses pendant et après la Coupe du monde de football organisée en 1978 en Argentine. Le ton monte avec la réponse du marin : il accuse l'ex-secrétaire d'Etat de faire partie de la « bande de spéculateurs qui ont appauvri le pays ». A partir de ce moment-là, l'action s'accélère et d'échanges de lettres on passe rapidement aux menaces et aux procès judiciaires. Cette fois les magistrats ont du mal à faire la sourde oreille et des informations sont ouvertes. Alemann, qui supporte mal — comme ses petits camarades du ministère des Finances — les accusations « d'affairiste », contre-attaque avec vigueur ; il révèle alors que Massera avait attenté deux fois contre sa vie et que « le groupe paramilitaire » dirigé par l'amiral à l'époque de la « sale guerre » était à l'origine de la mort de deux membres du corps diplomatique : l'ex-ambassadeur d'Argentine au Venezuela, Hidalgo Sola, mort en juillet 1977, et Elena Holmberg, attachée de presse en poste à Paris jusqu'au moment de son assassinat en décembre 1978.

Massera répond avec une série de précisions sur « les groupes responsables de la faillite économique ». Dans ce climat de mouchardage, la violence fait son apparition tragique et le 8 octobre on retrouve le cadavre de l'un des témoins de l'affaire Holmberg, Marcelo Dupont. L'audition de l'ex-ambassadeur en poste à Paris, Tomas de Anchorena, et des frères de Elena Holmberg a permis d'approfondir un peu plus la connaissance du passé récent : les différents témoignages montrent que Massera avait transféré une partie de « ses hommes » à Paris avec la mission de faire cesser la campagne de dénonciations sur le régime militaire argentin ; les membres du groupe opérationnel en question (« centro piloto ») seraient des officiers de marine répondant directement au commandement militire, ce qui aurait entraîné plusieurs mésententes entre les « civils » et les « militaires » de l'ambassade. L'ex-ambassadeur garda un prudent silence, son attachée de presse, par contre, fut mutée à Buenos Aires où elle fut assassinée. Ses frères révèlent aujourd'hui le pourquoi de cet assassinat ; selon eux, leur sœur connaissait certains faits fort gênants pour les autorités argentines : selon eux, derrière toute cette histoire on retrouve la loge italienne P. 2, à laquelle appartiendra Massera, on parle d'énormes sommes d'argent qui auraient circulé par l'ambassade en

(suite en page 15)

Politique internationale au fil des jours



Leonid Brejnev, vu par Daullé.

U.r.s.s. : comment sauver Chtcharanski

Un homme est moribond dans un cachot de la prison de Tchistopol, en Union soviétique. Cet homme, c'est le mathématicien Anatoli Chtcharanski qui poursuit depuis le 27 septembre dernier — jour de Yom Kippour — une grève de la faim illimitée pour pouvoir recevoir du courrier de sa famille et en adresser à cette dernière et contre les mauvais traitements dont il est l'objet.

Dans son numéro du 3 juin 1977, l'« Unité » révélait à l'opinion publique française le nom de Chtcharanski, un nouveau nom sur le longue liste en forme de martyrologue des dissidents et des « refusés » soviétiques. Emprisonné dès le 15 mars de cette année-là à la prison de Lefortovo, à Moscou, Anatoli Chtcharanski attendit, au secret, son procès jusqu'au 10 juillet 1978. Un procès qui se déroula pendant trois jours et bien sûr à huis clos — seul son frère put assister à quelques audiences. Anatoli Chtcharanski, qui avait alors trente ans, fut condamné à treize années de prison et de camp pour intelligence avec l'ennemi. Un verdict que laissait présager un ignoble film de la télévision soviétique, intitulé « les Accapareurs d'âmes ». Diffusé le 22 janvier 1977 et programmé à plusieurs reprises par la suite, il désignait à la vindicte du public, nommément et avec photos à l'appui, des militants juifs. Chtcharanski y était notamment présenté comme un bandit « rapide à la détente ». En réalité, le seul tort de Chtcharanski était de faire partie du Comité moscovite de surveillance des accords d'Helsinki et d'avoir demandé à émigrer en Israël !

De 1978 à 1980, Chtcharanski fut interné à la prison de Tchistopol, puis on le transféra au camp à régime sévère de Perm, dans l'Oural. En novembre 1981, il fut condamné à trois ans de prison et retransféré à Tchistopol. Dans cette geôle, Chtcharanski devait subir cent trente jours de cachot dont soixante quinze consécutifs. Au mois de juillet dernier, alors que sa santé est particulièrement dégradée, sa mère et son frère sont autorisés à lui rendre visite à Tchistopol. Lorsqu'ils arrivent là-bas, la visite est annulée. Motif : la mauvaise conduite d'Anatoli.

Depuis son procès, l'opinion publique occidentale s'est mobilisée pour Anatoli Chtcharanski. En vain jusqu'ici. Et pourtant, ses avocats, maîtres Petiti, Jacobi et Rappoport ont tenté à maintes reprises de prendre contact avec lui. Ils ont chaque fois essuyé un refus. Comme les médecins qui ont demandé à l'examiner. Devant la gravité de la grève de la faim que poursuit actuellement Anatoli Chtcharanski, cette même opinion publique, notamment les comités de scientifiques français et le Comité de défense d'Anatoli Chtcharanski, appelle à sauver le prisonnier d'une mort certaine. Lionel Jospin, pour sa part, a écrit à Leonid Brejnev. « Comme nous l'avons fait voici dix mois, pour Andreï Sakharov pour le droit de sa belle-fille à émigrer, nous devons écrire à l'ambassade d'U.r.s.s. à Paris, envoyer des télégrammes, bref nous manifester de toutes les façons, afin de sauver Chtcharanski de la mort, » vient de déclarer Michel de la Fournière, délégué national aux droits de l'homme du Parti socialiste. Nous pouvons également indiquer que lors de leur récent séjour à Moscou Maurice Faure et Claude Estier avaient remis à leurs interlocuteurs soviétiques une lettre de Lenis Mennaz évoquant le cas Chtcharanski.

L'« Unité » a elle-même téléphoné au service de presse de l'ambassade d'Union soviétique à Paris pour demander des nouvelles du gréviste de la faim : « Quelles nouvelles voulez-vous ? » L'« Unité » : « Pouvez-vous nous dire si Chtcharanski est encore vivant ? » L'ambassade : « L'ambassade ne reçoit pas de telles informations. De toute façon, il s'agit d'affaires intérieures de notre pays. Et puis ici c'est le service culturel. » « L'Unité » : « J'ai demandé le service de presse. » L'ambassade : « Une seconde, je vais poser la question. » Quelques instants plus tard, l'interlocuteur de l'ambassade répond : « J'avais raison, il n'y a pas de nouvelle. Adressez-vous à l'Agence Novosti. » Le correspondant de cette dernière, interrogé par nous, offre simplement de nous faire parvenir un petit livre sur les juifs d'U.r.s.s. qui désirent émigrer en Israël et dans lequel la « trahison » — « c'est ainsi que ça s'appelle dans tous les pays du monde » — de Chtcharanski est démontrée... Décidément il est bien difficile d'arracher Chtcharanski à ses geôliers et aux griffes de la mort.

E.P.



François Mitterrand et Helmut Kohl.

Gamma

Les quatre mois de Kohl

Le dernier sommet franco-allemand, qui était aussi le premier auquel participait le nouveau chancelier Helmut Kohl, a montré à nouveau que les rapports entre les deux pays ne sont pas sensiblement affectés par les changements politiques qui interviennent à Paris ou à Bonn. Sur les problèmes économiques et monétaires comme sur les problème militaires, il ne semble pas que le nouveau gouvernement allemand ait une position sensiblement différente de celle de son prédécesseur, même si Helmut Kohl est sans doute plus attentif aux thèses américaines.

A vrai dire, le chancelier chrétien-démocrate se trouve dans une situation transitoire, puisque les nouvelles élections législatives vont avoir lieu dans un peu plus de quatre mois. Sans doute bénéficiera-t-il du fait d'être au pouvoir, mais l'effondrement du parti libéral et un éventuel rapprochement des « Verts » avec le S.p.d., comme cela vient de se produire à Hambourg, pourraient lui créer de sérieuses difficultés. Quant au S.p.d. lui-même, la décision d'Helmut Schmidt de ne plus être candidat au poste de chancelier lui pose un problème qu'il doit résoudre dans les toutes prochaines semaines.

A.V.

Israël : l'aveu de Sharon



Ariel Sharon devant ses juges.

A.f.p.

On est loin de la première version officielle du gouvernement israélien au lendemain des massacres des camps de Sabra et Chatila, les 16 et 17 septembre derniers. D'après cette version, reprise, par exemple, pendant plusieurs jours, par l'ambassadeur d'Israël à Paris, non seulement l'armée israélienne occupant Beyrouth-Ouest n'était pour rien dans ces massacres, mais encore c'est elle qui les avait fait cesser dès qu'elle en avait été informée. La déposition du ministre de la Défense, Ariel Sharon, devant la Commission d'enquête présidée par le juge Kahane, a mis en lumière une autre réalité qui résultait déjà des témoignages fournis dès les premiers jours par plusieurs journalistes israéliens, notamment par le correspondant militaire d'« Haaretz ». C'est bien lui, en effet, qui a donné le feu vert pour l'entrée, le 16 septembre, de forces phalangistes libanaises dans les camps palestiniens. « Personne, ajoute Sharon, n'imaginait que cette intervention déboucherait sur des massacres. » Prenait-il donc ces phalangistes pour des enfants de chœur ? Et comment se fait-il que plus de 24 heures se soient écoulées avant qu'il reçoive des informations sur ce qui se passait dans les camps et que, bien qu'il se soit rendu sur place le 17 septembre au soir, les massacres n'aient cessé que le lendemain vers 5 heures du matin ? Quel aveu aussi lorsque Sharon déclare en fin de compte : « Nous avons décidé en accord avec le chef d'état-major d'ordonner la suspension de l'opération et le retrait des camps palestiniens des forces libanaises qui avaient exagéré » (sic). L'assassinat de sang-froid de plusieurs centaines d'hommes et de femmes n'était donc qu'une « exagération ». Et si l'armée israélienne avait le pouvoir de l'arrêter, n'est-ce pas qu'elle avait aussi celui de l'empêcher ?

A.V.

Grèce : victoire écrasante d'un Pasok « tassé »

Les résultats sont là : en Grèce, à la suite du 2e tour des élections municipales, le Pasok dirigera 173 des 276 villes de plus de 10 000 habitants. La droite, qui contrôlait, il y a deux semaines, 118 de ces villes, n'a résisté que dans 44 d'entre elles. C'est ce que la presse française, dans sa quasi-unanimité, appelle « un tassement du Pasok. »

Cette déroute de la droite devrait d'ailleurs avoir des conséquences sur la direction et les structures de la « nouvelle démocratie ». Il semble évident en effet que va peser sur son principal leader, monsieur Averoff, la responsabilité de ce nouvel échec. Et les centristes vont y voir l'occasion de se redonner un rôle.

A gauche, les choses sont plus simples : non seulement le Pasok a élargi son influence, mais le P.c. de l'extérieur également : 45 maires communistes ont été élus dimanche dernier. L'ancrage « à gauche » de la Grèce est donc réel. Ce qui n'a pas empêché des contestations de détail : ici ou là, — à Patras par exemple — la droite, se sachant battue, a apporté son appui aux communistes. Espérant désolidariser la gauche. Visiblement cela n'a pas troublé les électeurs de gauche : les reports du Pasok sur le P.c. et vice versa ont été excellents. C'est ce que la presse française appelle « un succès tactique ambigu ! »

G.P.

Collection Jacques Julliard

(suite de la page 13)

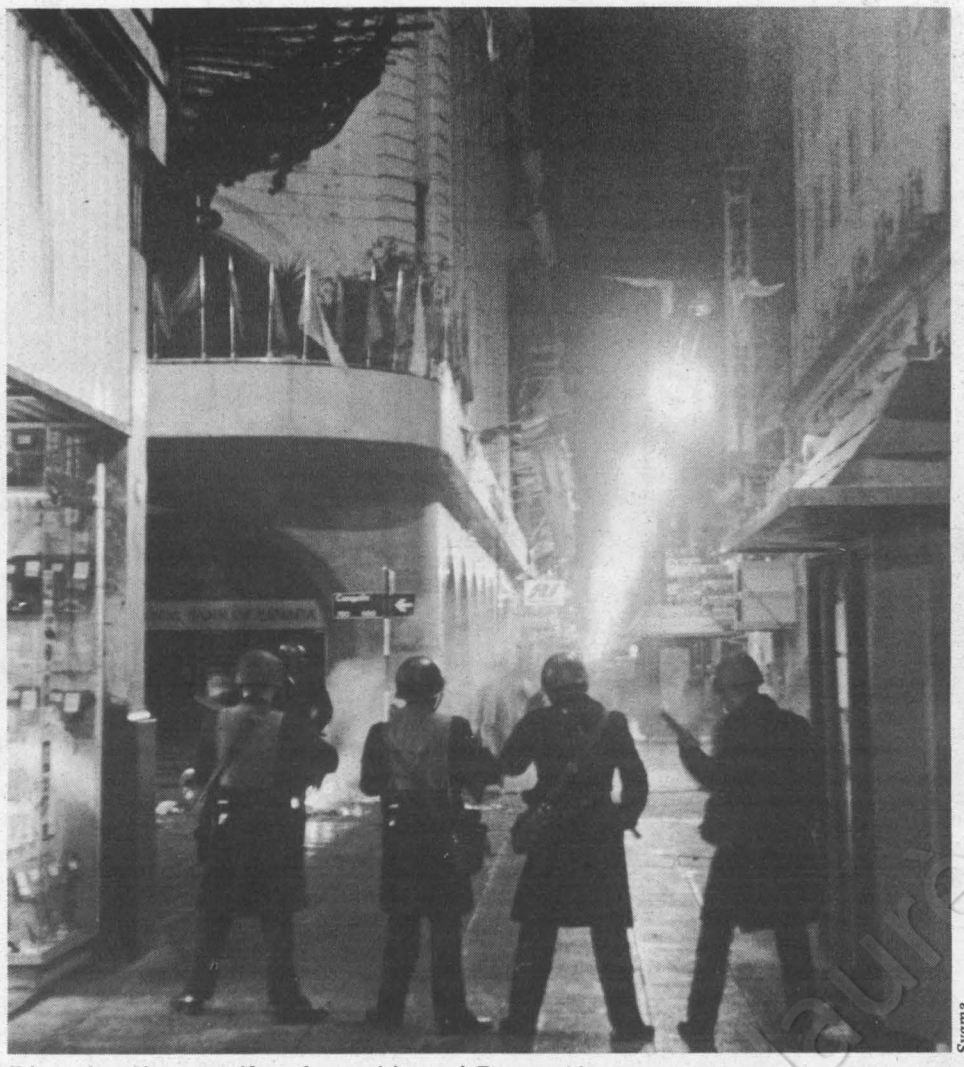
question et aussi la « petite armée » aux ordres de l'amiral...

Cela n'est qu'un exemple ; si la justice argentine retrouve un peu de son indépendance à l'égard du gouvernement, les « affaires » vont se multiplier et les responsables au niveau politique, militaire et économique ne pourront plus échapper au besoin de vérité et de justice du peuple argentin.

L'unité a volé en éclats

Tout cela montre aussi les limites des promesses de démocratisation faites par le régime. Les partis politiques réclament avec insistance des élections générales et libres, pendant que dans la rue se multiplient les rumeurs de coup d'Etat. Les remous dans les forces armées n'ont pas cessé et après la guerre des Malouines, les purges, les promotions et les retraites — plus ou moins forcées — d'officiers des trois armes n'ont pas réussi à calmer le jeu à l'intérieur de l'institution militaire. L'unité construite autour et pendant la « sale guerre » a volé en éclats, personne ne veut endosser non plus la responsabilité de la défaite australe et les disputes au sein de chaque force ont un effet démoralisateur pour l'ensemble. La toute récente reconstitution d'une junte avec un membre de chaque arme pour seconder le président Bignone n'est qu'une unité de façade destinée à offrir aux multiples dissensions du corps militaire un arbitrage unitaire et pour empêcher que les querelles aillent trop loin... Peine perdue, puisqu'il se trouve toujours un colonel ou un amiral qui sort du cadre établi. Ainsi, dernièrement, on a vu le pronunciamiento du contre-amiral Horacio Zariàtegui pendant que les généraux Flouret et Daher rendaient publiques leurs sévères critiques à l'égard du commandement militaire actuel.

Cette ébullition dans les casernes réduit la marge de manœuvre de la dictature sans pour autant élargir le terrain d'action des forces démocratiques. En effet, le pouvoir voulait négocier avec les forces politiques une sorte de « compromis historique », en peu de mots : les élections et la levée de l'état de siège contre, d'une part, la présence des forces armées (sous une forme à discuter et à établir) dans les gouvernements civils à venir et, d'autre part, l'engagement de tous les responsables politiques de ne pas enquêter sur le passé, sur les années de répression, sur la faillite économique, sur la guerre anglo-argentine... Le réveil de la société civile a dissuadé ceux qui voulaient marchander sur l'autel de la terreur. En contrepartie, on reparle du prochain coup d'Etat. ●



Sygma

Répression d'une manifestation anti-junte à Buenos-Aires.

"Disparus" : la preuve par les charniers

A proximité du camp militaire Campo de Mayo, le plus important terrain de l'armée de terre, les familles des « disparus » viennent de faire une macabre découverte. Plus de quatre cents cadavres, enterrés dans des fosses communes et emmenés là dans des camions militaires. Selon les voisins, le va-et-vient des fossoyeurs dura trois ans, de mai 1976 au mois de décembre 1979. Les parents des « disparus » gardent le cimetière pour empêcher la disparition de corps inhumés sans registre dans des trous un peu à l'écart du cimetière « normal ».

Pour certaines organisations des droits de l'homme, il pourrait s'agir des « disparus » assassinés, des victimes de la « sale guerre ». Elles ont demandé l'identification des corps et l'intervention de la justice. Cela n'empêche pas qu'une grande partie des familles des disparus pensent retrouver leurs enfants, leurs conjoints dans des camps de détention secrets. Vivants ou morts, ils sont quelque part ! Et cette affirmation enferme dans son évidente simplicité une contradiction insurmontable pour les bourreaux de Buenos Aires ; ils nient l'existence des « disparus », ils ne veulent pas entendre parler d'eux, et comme disait récemment le ministre de l'Intérieur, Llamil Reston, « il s'agit d'un problème sans solution ». La réponse au silence cynique des autorités vint ce 5 octobre quand plus de 10 000 personnes entourèrent les Mères de la place de Mai dans une manifestation appelée « marche pour la vie ». Petit à petit, les Argentins prennent conscience et sortent du silence. L'exigence de vérité concernant les disparus embarrasse le gouvernement et les simples questions : où sont-ils ? qui sont les responsables des « disparitions » ? sont devenues des enjeux très importants dans le vie politique — et dans la vie tout court — en Argentine.

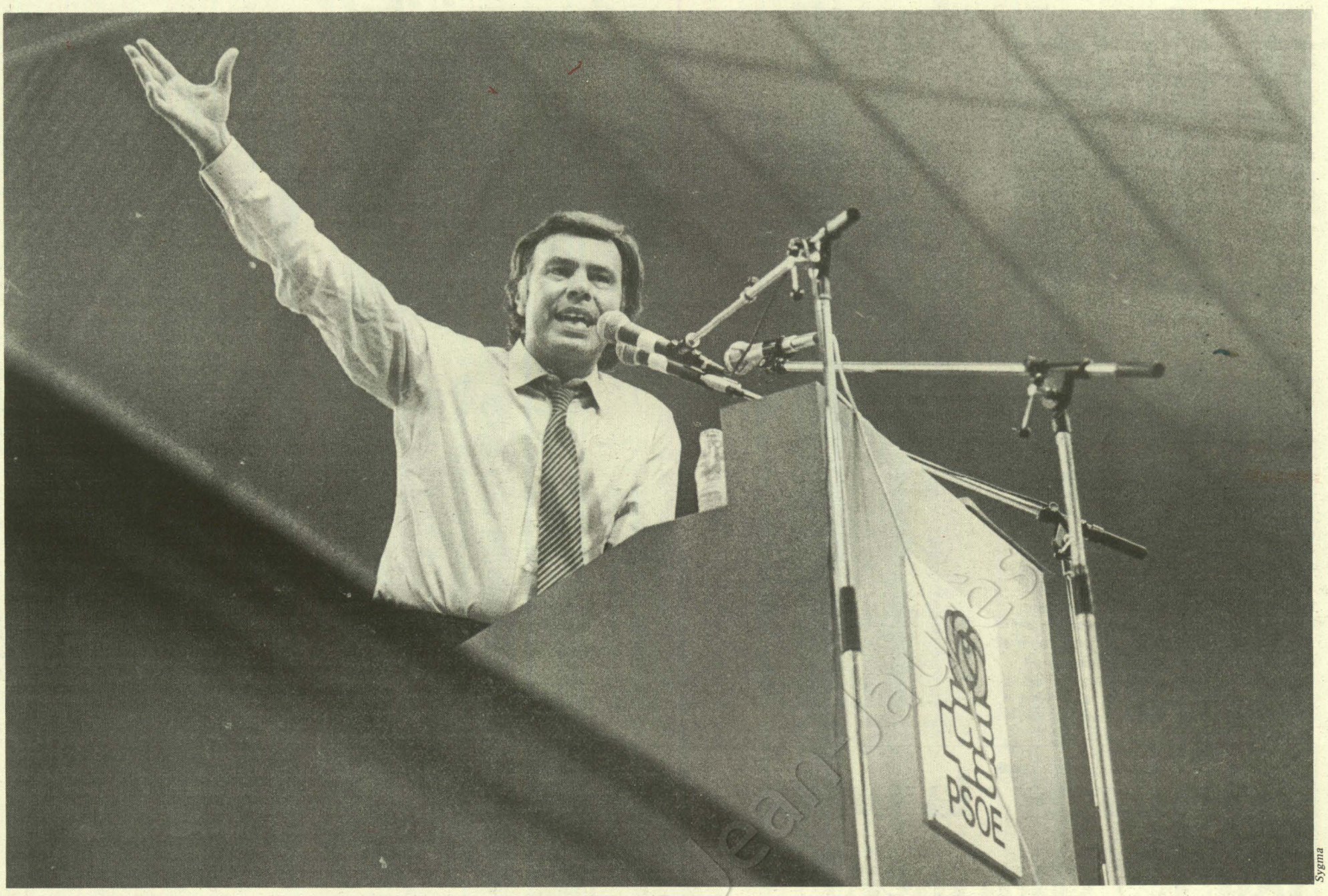
Pendant la dernière fin de semaine, on parlait à Buenos Aires de nouveaux charniers dont la découverte était imminente, rumeurs, rumeurs... le cauchemar ne s'arrête pas. La ténacité des mères et des grand-mères est là pour maintenir l'espoir.



A.f.p.



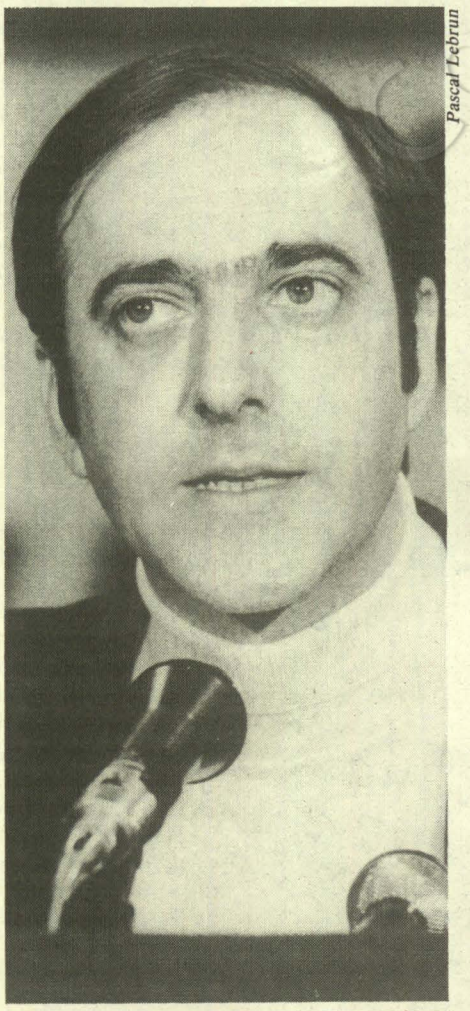
Les Mères de la place de Mai montant la garde autour du charnier de Campo de Mayo.



Sygma

P.s.o.e. : le chemin de la victoire

A l'heure où ce journal est bouclé, les résultats des élections en Espagne ne sont pas encore connus mais tout laisse croire à la victoire du P.s.o.e. et de Felipe Gonzalez. Pour l'Espagne, si proche de la France et pour le Parti socialiste espagnol, si proche du nôtre, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre. D'où vient le P.s.o.e., comment a-t-il parcouru le chemin qui le conduit aujourd'hui à la victoire ? Pierre Guidoni qui connaît de longue date les socialistes espagnols retrace ici leur itinéraire.



Pascal Lebrun

PAR PIERRE GUIDONI

L'ESPAGNE m'a longtemps occupé. J'aimais ce pays depuis mon enfance. J'en parlais la langue. Je l'avais parcouru en tous sens, en toutes saisons.

A la fin des années cinquante, avant l'expansion économique et la grande vague du tourisme, il suffisait de passer la frontière pour remonter le temps, retrouver le cadre et les mœurs d'une avant-guerre, les rythmes inchangés d'une société immobile, ligotée dans ses habitudes, paralysée par le silence.

Dans chaque ville, après l'heure de la sieste, les notables en guêtres blanches s'alignaient comme des momies, dans leurs fauteuils d'osier, devant la façade du cercle, posant sur leurs genoux d'épais journaux illustrés qu'ils ne dépliaient pas. D'autres, à l'abri des grands rideaux de coton blanc, disputaient d'interminables parties de jacquet. Dans les jardins publics, des petits soldats en espadrilles faisaient la cour à des nourrices en tablier blanc, raides de morgue et d'amidon. A Tolède, personne n'avait encore touché aux ruines de l'Alcazar. L'été, des enfants nus se baignaient dans le Tage.

Sauf dans l'incorrigible Catalogne, on ne parlait jamais politique, autour des petits verres d'épais vin rouge coupé d'eau gazeuse, dans les villages et les faubourgs. Seuls, parfois, contre l'autorité, contre le flic, le prêtre, un sourire, un regard de connivence, un geste de colère, une injure marmonnée... Ce peuple était dompté, semblait-il, pour longtemps.

L'histoire s'était arrêtée

Les auberges de jeunesse, partout, étaient tenues par la Phalange. Les voyageurs étaient réveillés, le matin, par les cérémonies martiales du lever des couleurs, les uniformes au garde-à-vous, les bras levés, le claquement des bottes « José Antonio Primo de Rivera... Presente ! ». Puis s'élevait, dans un crescendo solennel de fanfare, le vieil hymne des guerres civiles, « Cara al sol »... « Face au soleil, avec la chemise neuve, que tu as brodée de rouge hier... » Ce n'était pas un simple rituel. Le souvenir de la guerre était partout présent, rappelé, ravivé sans cesse. Les livres d'école, où les chevaliers de la moderne croisade écrasaient de patibulaires bandits marqués de la faucille et du marteau, le joug et les flèches à l'entrée de chaque commune, le monument aux morts — aux bons morts, aux vainqueurs — et, chaque année, le « Jour de la victoire », le défilé des troupes coiffées du casque d'acier, les tambours voilés rythmant le lent pas de parade, la messe, les drapeaux, les discours...

L'histoire s'était arrêtée, quelque part entre 1936 et 1939, le jour de l'arrivée des troupes « nationales ». Le souvenir du massacre restait intact. La paix civile était présentée comme un miracle, fragile et toujours menacée, maintenue par la vigilance du régime, la sagesse d'un vieillard. « Vingt ans de paix... Trente ans de paix... », proclamaient triomphalement les affiches, comme si, pendant ce temps, tous les autres pays avaient été en guerre, et comme si la guerre n'avait pas, jadis, été voulue et commencée par ceux qui, depuis, gouvernaient l'Espagne. Mais justement parce qu'ils avaient voulu ce bain de sang — et la suite : il n'était pas rare de surprendre un banquet d'anciens de la division Azul, constellés de croix de fer, trinquant avec leurs camarades allemands au souvenir du front de l'Est... — ils ne pouvaient pas accepter qu'il n'ait été qu'un épisode, contingent, dépassé, de l'histoire tourmenté de ce siècle (...).

Mais il y avait d'autres histoires, racontées loin des oreilles indiscrètes, sur ces terrasses andalouses noyées sous l'odeur entêtée du jasmin. Un vieil homme se souvenait soudain. Il avait défendu la cité universitaire, le pont des Français, aux portes de Madrid. Il avait applaudi les volontaires internationaux — bataillon Thaelman, Garibaldi, Commune de Paris — qui défilaient sur la Gran Via, en bleu de chauffe et béret noir, allant directement de la gare aux tranchées, au moment où tout sem-

blait perdu. Il était sorti vivant, par vingt degrés au-dessous de zéro, des ruines de Teruel. Dans les maisons éventrées, la radio marchait encore, emplissait les rues de musiques martiales. « Nos troupes ont repris Teruel... No pasaran... ». Je connaissais cette histoire, mieux que beaucoup de jeunes Espagnols : aucun des grands livres sur la guerre civile n'avait encore été traduit. J'avais aussi, dans la mémoire collective de ma région, le souvenir de la retraite, la pitoyable cohue qui avait déferlé au Perthus, à Port-Bou, l'armée en loques gardée par des gendarmes hostiles, le camp d'Argelès, Companys, trahi et livré, fusillé à Montjuich, pieds nus sur la terre de Catalogne, la honte ineffaçable de la France, la lourde dette qui restait à payer...

Les mêmes haines recuites

L'autre Espagne, c'était l'exil. Depuis 1939, en France, au Mexique, en Russie, les vaincus de la guerre restaient fidèles à leurs organisations, à leurs principes, au drapeau de la République. Leurs enfants avaient grandi, puis leurs petits-enfants, se transmettant comme un dépôt sacré les mêmes illusions, les mêmes rêves, des haines recuites qui traversaient sans dommage les générations et les décennies.

A mon premier Conseil national de la S.f.i.o. — Georges Cuille m'avait présenté à Rofolfo Llopis, l'inamovible secrétaire général du P.s.o.e. Il avait été l'éphémère président du gouvernement en exil, et était le seul survivant des luttes inexpiables qui avaient opposé, après la défaite, Largo Caballero, Negrin et Prieto. C'était un petit vieillard sec, ombrageux et autoritaire, noué de méfiance et d'orgueil. Il assumait la continuité du socialisme espagnol et portait sur les hommes et les événements un regard implacable, recru de déceptions et de désastres. Depuis longtemps, il n'espérait plus rien, qu'une mort digne de ce qu'il était, de ce qu'il représentait. Un autre, alors, reprendrait le flambeau. Je lui demandai naïvement quelle était l'action du parti, « à l'intérieur », comme on disait. Il me répondit sans indulgence : « Rien, il n'y a rien, là-bas. »

« Là-bas », c'était ce pays qu'il pouvait, de Toulouse, atteindre en deux heures, et qu'il n'avait pas vu depuis le printemps 1939. Au vrai, Llopis n'était plus un chef de parti, et ma question était absurde. C'était un prétendant, qui attendait que son droit soit reconnu, sans croire qu'il puisse l'être un jour. Il incarnait une légitimité, et c'était suffisant. Le reste, c'était l'aventure, souvent tragique, et dont il avait acquis la conviction qu'elle était toujours inutile. L'échec des guérillas, dissoutes en 1949 après dix ans de lutte, la mort des dirigeants de l'U.g.t. des Asturies, jetés en 1948 dans le puits Funeres, les six commissions exécutives clandestines « tombées » successivement jusqu'à l'assassinat de Tomas Centeno, président du Parti, dans les caves de la direction générale de la Sécurité, en 1953...

Les étudiants, les jeunes ouvriers, qui franchissaient mille obstacles pour venir le voir, repartaient pour Bilbao ou Séville sans moyens ni consignes, avec des conseils de prudence et des rappels à la discipline. L'Espagne bougeait, pourtant, secouée par la croissance économique des années soixante, par le boom touristique, par les investissements américains. Un nouveau pays surgissait, une société nouvelle, et des réflexes différents.

On le savait peu, en France. On ne voulait pas le savoir. On manifestait, on se battait pour une Espagne imaginaire, celle de « l'Espoir » et de « Guernica ». Une immense foule se pressait devant la Bourse du travail pour voir apparaître un instant, minuscule dans ses voiles noirs et chargées de fleurs aux couleurs de la République, la veuve de Julian Grimau.

La liste mélancolique des occasions perdues

A Paris, le P.s.o.e. occupait la moitié du vieil immeuble de la 15e section, rue du Général-Beuret, quelques pièces décrépites que les militants retapaient tant bien que mal. Les anciens y reprenaient, inlassablement, leurs vieilles querelles, la liste mélancolique des occasions perdues. Julian Gorkin y faisait figure d'oracle. Les jeunes s'épuisaient en réunions, ranimaient une organisation en sommeil depuis des années. Nous les aidions de notre mieux. Carmen Garcia, dactylo à Renault-Billancourt — elle est aujourd'hui député de Madrid — venait avec son mari tirer sur les ronéos de la Fédération de Paris de longs textes



José Reventos.



Nicolas Redondo.



Carmen Garcia. Sygma

de débats internes, des tracts pour les nouveaux exilés de l'« émigration économique »... Ils organisaient, dans les locaux de Force ouvrière, avenue du Maine, des stages de formation de militants dont nous devions fournir les animateurs : histoire du mouvement ouvrier, initiation au marxisme, principes du socialisme... Les élèves, très jeunes, venaient souvent « de l'intérieur ». Une force naissait ou, plutôt, commençait à renaître, à travers ces visages attentifs, soucieux d'apprendre et qui subissaient sans broncher des exposés pesants, compacts, probablement trop dogmatiques.

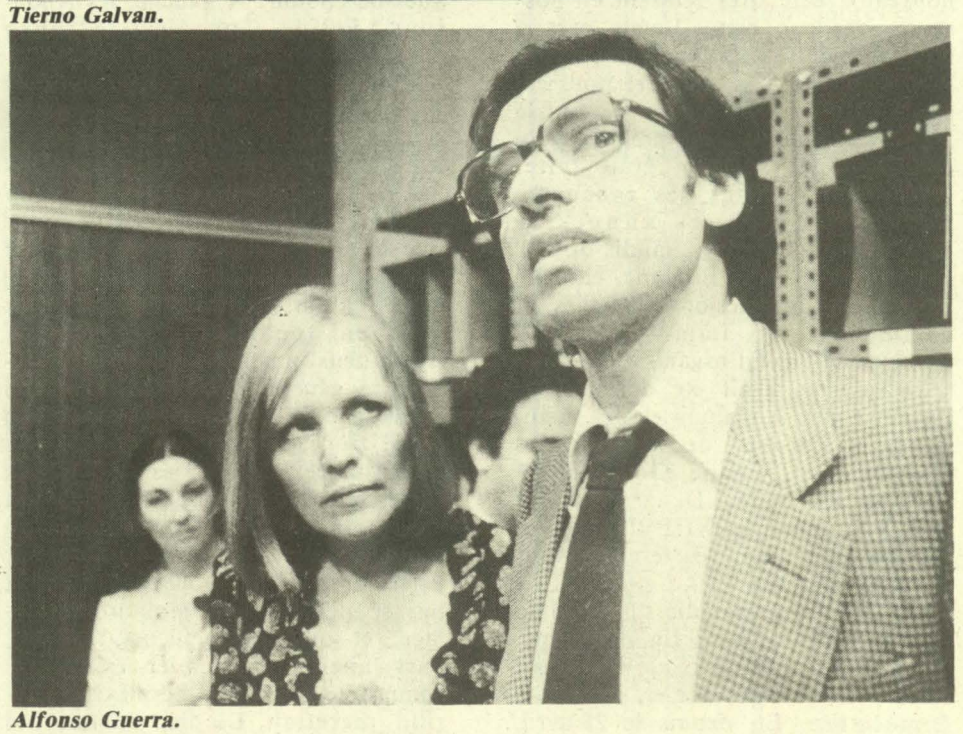
Le Parti lui-même s'agitait, changeait, un peu partout et d'abord en Espagne. En 1970, au XIe Congrès de l'après-guerre, de violents affrontements opposent à Llopis un courant de rénovation, où se rejoignent les nouvelles générations de militants de l'intérieur et les secteurs les plus dynamiques de l'exil. Le XIIe Congrès, en 1972, devait trancher ce débat, décisif pour l'avenir du socialisme espagnol. Il se tenait à Toulouse. Je demandai à y représenter le Parti socialiste français, ce qui me fut aisément accordé. C'était — sans qu'on le sache — le dernier congrès de la clandestinité, sans presse ni photographes: la moitié des délégués risquaient la prison au retour, étaient venus avec de faux passeports, ou sans passeports du tout.

Llopis se savait minoritaire, soutenu seulement par la vieille garde de l'exil, les riches fédérations du Mexique et du Venezuela. Le Congrès, on le savait d'avance, le destituerait, transférerait la direction du Parti en Espagne, ouvrirait la possibilité d'ac-

(suite en page 18)



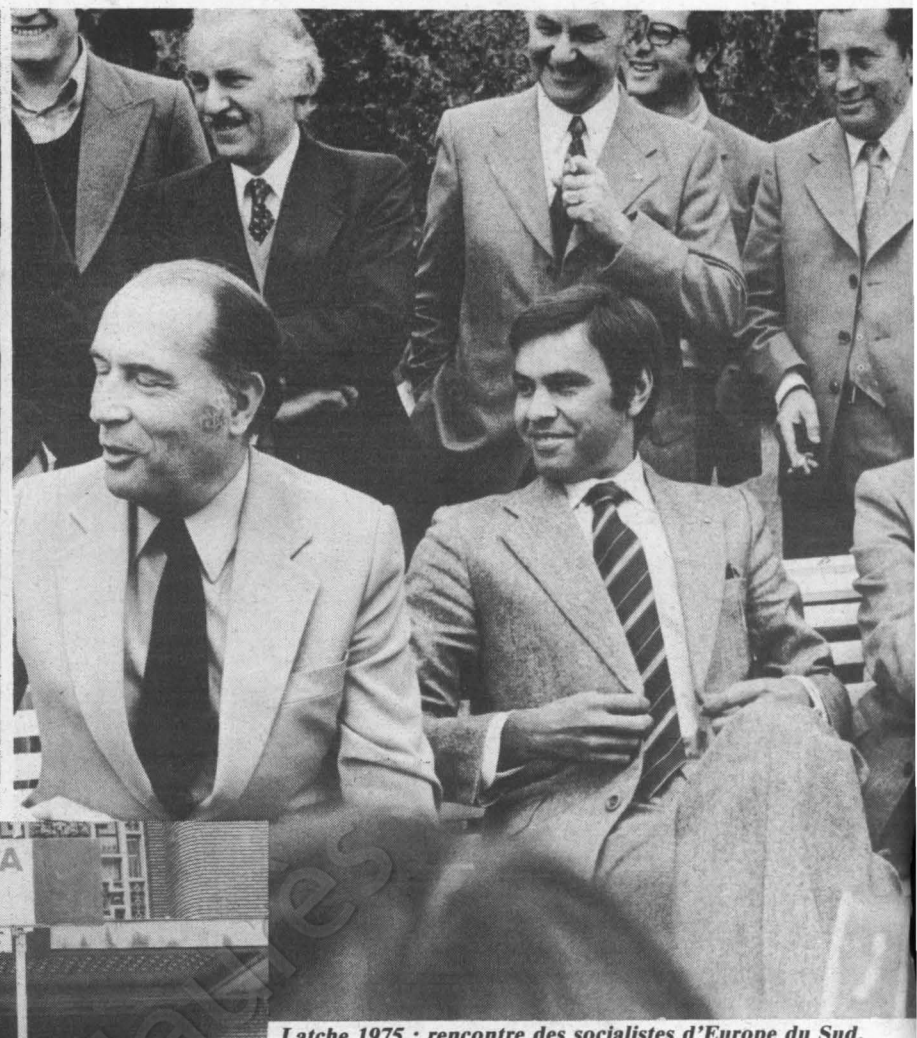
Tierno Galvan. Viva



Alfonso Guerra.

A.f.p.





Latche 1975 : rencontre des socialistes d'Europe du Sud.



A.f.p.

Le congrès de Suresnes qui élut Felipe Gonzales, en 1974.

(suite de la page 17)

cords avec « les autres forces en lutte contre la dictature », donc, tôt ou tard, avec le P.c. Il prit prétexte d'artifices de procédure pour déclarer nulle la convocation du congrès et, logique avec lui-même, n'y assista pas. La commission exécutive passa outre.

Llopis avait « confisqué » la clé

Dans la vieille salle de la rue du Taur, avec ses banquettes de bois, ses murs lépreux, le congrès se déroula normalement, sereinement, même si chacun ressentait ce que pouvait avoir de pathétique l'exécution du vieux chef, qui n'avait pas su s'effacer à temps, partir en beauté. La nouvelle direction, à peine élue, devait prendre possession de son domaine : trois petits bureaux encombrés d'archives, de brochures poussiéreuses, de vieux discours jamais distribués, d'affiches inutiles... Llopis avait emporté les clefs, et le congrès hésitait, devant l'obstacle dérisoire d'une porte close, avec le sentiment d'un sacrilège. On demanda aux « délégués de l'Internationale » d'être présents pour témoigner qu'il n'y avait pas d'autre moyen que l'effraction, pour que les nouveaux secrétaires rentrent en possesion de leur bien. J'étais prêt à témoigner de tout ce que l'on voulait. La porte céda à la première poussée, sans que, dans la cohue, on puisse savoir qui avait porté le premier coup d'épaule. La scission était faite. Llopis, muré dans ses rancunes, maintint quelques années le « P.s.o.e. historique », tandis qu'une nouvelle équipe, en Espagne, enregistrait un flot d'adhésions nouvelles, et commençait un immense travail d'implantation et d'organisation.

Le congrès avait été dominé par l'alliance des Andalous et des Asturiens, et l'accord de leurs jeunes responsables, Felipe Gonzalez et Nicolas Redondo. Deux ans plus tard, à Suresnes, au XIIIe Congrès, le tableau était bien différent. Nous étions en octobre 1974 ; au début de l'été, une grave maladie du Caudillo avait fait croire à sa fin prochaine. Aussitôt, Santiago Carrillo avait formé, autour du P.c.e., la Junta Democratica. Et, depuis le 25 avril, toute l'Espagne suivait avec passion le déroulement cahotique de la révolution portugaise. Tandis que le congrès du P.s.o.e. se déroulait à Suresnes, dans ce théâtre Jean-Vilar où nous avions adopté le programme socialiste « Changer la vie », les « Assises du socialisme » se tenaient au P.l.m.-Saint-Jacques. François Mitterrand quitta, sans regrets apparents, la tribune des « Assises » et vint adresser au congrès du P.s.o.e. un beau discours sensible et chaleureux, follement applaudi, comme celui que prononça, après lui, Carlos Altamirano, au nom du P.s. chilien.

« Un groupuscule d'avocats gauchistes »

Cette fois, c'était un vrai congrès, avec des enjeux de pouvoir, des luttes d'influence, des éclats de voix, des affrontements de tribune et des intrigues de couloir. A gauche, les Andalous, Felipe Gonzalez, Alfonso Guerra, à droite, les Basques, autour d'Enrique Mugica. Entre les deux, les Asturiens de Nicolas Redondo. Par une manœuvre renouvelée d'Epinay, et sur une base politique où la rénovation, la construction du parti avaient plus d'importance que la stratégie unitaire — pourtant réaffirmée —, la nouvelle direction se constitua par la conjoncture des deux ailes en apparence opposées. A trente-deux ans, Felipe devenait secrétaire général du plus vieux parti d'Espagne. Il était trop jeune, trop beau, trop intelligent. Dans d'autres circonstances, toutes les médiocrités se seraient liguées pour lui barrer la route : la chance qu'ont, dans leur malheur, les organisations faibles et persécutées, c'est qu'elles ne peuvent pas se permettre le moindre gaspillage, et que les meilleurs, parfois, parviennent au premier rang. Les communistes étaient perplexes. Carrillo regrettait Llopis, comme les communistes français avaient regretté Guy Mollet : avec ces vieux partenaires, on savait à quoi s'en tenir. En privé, Carrillo traitait le P.s.o.e. comme quantité négligeable : « Un groupuscule de petits avocats gauchistes... ». Son plan était tracé, dans lequel il n'y avait pas de place pour un grand Parti socialiste (...).

Pourtant, j'en étais convaincu, le jour de la mort de Franco, lorsqu'interviendrait enfin la « rupture démocratique », l'Espagne devait disposer d'un grand Parti socialiste, fort et unifié, capable de jouer son rôle. Et ce parti ne pouvait être que le vieux parti historique de la classe ouvrière espagnole, le parti de Pablo Iglesias et de Largo Caballero, celui dont tous les ouvriers d'Espagne connaissaient l'histoire irréprochable et le sigle, et dont les chefs n'avaient qu'à paraître pour être reconnus. Ce n'était pas si simple.

Au fractionnement inévitable de la clandestinité — lorsqu'il suffit d'un déjeuner de copains et d'un communiqué à la presse étrangère pour constituer un parti — s'ajoutaient les conséquences du long « passage à vide » du P.s.o.e. pendant les années soixante, et parfois, comme en Catalogne, des raisons plus profondes, antérieures même à la guerre civile.

Autour du « vieux professeur » Tierno Galvan et d'un noyau d'universitaire s'était constitué le Parti socialiste populaire. Il souffrait du handicap de n'être pas reconnu par l'Internationale, et retournait habilement l'argument en présentant le P.s.o.e. comme une création artificielle des Allemands, contrôlée et financée par eux. En Catalogne, un socialisme original se constituait peu à peu en parti, et le même processus touchait toutes les régions de la périphérie : Pays valencien, Andalousie, Galice... Rojas Marcos, leader du socialisme andalou, était un mégalomane sans principes, qu'il ne fallait pas pousser beaucoup pour qu'il se découvre sous son vrai jour. Beaucoup de ces leaders auto-proclamés lui ressemblaient : beaucoup de vanité — la volonté d'être le premier dans son village — sur un fond d'opportunisme. Mais ce mouvement comptait aussi des hommes de premier plan, forgés par des années de lutte clandestine, de procès, de prisons : les figures de Reventos et d'Obiols à Barcelone forçaient le respect. La droite et le P.c. dorlotaient cette poussière de parti, tout en feignant de déplorer la division des socialistes : nous avions connu cela.

Diplomatie byzantine

Le danger était pourtant de voir ces petits groupes se fédérer d'abord, s'unifier ensuite, obtenir une reconnaissance internationale, de telle sorte que les masses prêtes à se reconnaître dans le socialisme seraient, dès la première échéance, coupées en deux tronçons. C'est ce qu'il fallait éviter à tout prix. La direction du P.s.o.e. y parvint, non sans mal, par une série de manœuvres complexes, et en laissant, pour une part, le suffrage universel trancher. Mais tout cela demanda des mois, des années de diplomatie byzantine et de démarches tortueuses.

Ainsi, de 1974 à 1977, j'ai consacré au P.s.o.e. le meilleur de mon temps et une grande partie de mon activité. Je connaissais bien les petits bureaux du centre de Madrid, sommairement camouflés en cabinets d'avocat, où siégeait, de plus en plus ouvertement, le secrétariat du Parti. Felipe parlait longuement, en marchant, la nuit dans les rues silencieuses. « Que faire d'un pays où personne n'est d'accord sur rien, même pas la couleur du drapeau... ». Il avait au plus haut degré l'orgueil de sa fonction, et une grande humilité devant l'ampleur des tâches à remplir. Le Parti se créait peu à peu, au prix d'un labeur harassant, dont la difficulté était décuplée par les conditions de demi-clandestinité qui étaient encore en vigueur.

Les conditions matérielles s'étaient améliorées, sans que la charge de travail diminue. En 1975, le P.s.o.e. atteignait une dizaine de milliers d'adhérents, organisés, recensés (...).

François Mitterrand souhaitait savoir, une fois pour toutes, quelle était la situation sur le terrain, qui était représentatif et qui ne l'était pas. Nos affaires de tendance lais-



Le premier congrès officiel du P.s.o.e. à Madrid : à la tribune Willy Brandt, François Mitterrand et Felipe Gonzalez.



François Mitterrand avec Pietro Nenni, ancien combattant de la Brigade Garibaldi.

saient les Espagnols indifférents. Alfonso Guerra, vieil habitué de nos colloques, en riait avec nous : « Le C.e.r.e.s. ici, c'est le secrétariat du Parti... » C'était à moitié vrai. Le généralissime était mort, après une interminable agonie, les médecins s'acharnant, pendant des semaines, sur ce qui n'était déjà plus qu'un cadavre. On avait fini par le croire éternel. Sa mort faillit ruiner un cafetier du XIXe, émigré espagnol que je connaissais bien, qui offrit le champagne à tous ses clients, du premier au dernier jour de l'agonie. Franco alla reposer dans son mausolée du Valle de Los Caidos, laissant tout « atado y bien atado » lié et bien lié. Eternelle illusion du pouvoir absolu : la mort délie tous les serments. Quelques mois devaient suffire pour jeter bas l'édifice si soigneusement sauvegardé depuis les années sombres. Mais dans ces derniers mois de 1976, nul n'en était encore sûr. Une visite aux fédérations, aux sections du P.s.o.e. supposait encore des précautions, des feintes, des rendez-vous multiples pour déjouer les mouchards.

Les petites villes minières des Asturies, si tristes, où des femmes vêtues de noir depuis quarante ans entretenaient le souvenir des morts... Les syndicalistes de l'U.g.t. y étaient déjà hégémoniques. A Séville, tout le monde connaissait la librairie d'Alfonso Guerra, d'où partaient les mots d'ordre de manifestations et de grèves et le Parti s'organisait, village après village, dans la plaine du Guadalquivir.

« Ce qui compte, c'est le P.c.e. »

A Huelva, les responsables du syndicat des chalutiers racontaient la longue lutte qu'ils venaient d'organiser, tout l'été, au large des côtes d'Afrique. A Valladolid, une rude rivalité opposait socialistes et communistes pour l'implantation chez Renault. A Barcelone, dans de petits restaurants qui servaient plus de pois chiches que de viande, des ouvriers au lourd accent du Sud exprimaient leur méfiance à l'égard des intellectuels catalans, dont ils ne parlaient pas la langue, et dont ils ne partageaient pas la passion autonomiste. A Madrid — comme à Paris —, l'amalgame se faisait mal, entre les universitaires, professeurs, étudiants et ceux qui venaient au Parti à travers l'U.g.t., postiers, maçons, cheminots... « Paco » Bustelo, futur recteur de l'université m'ouvrait sa somptueuse bibliothèque, philosphie, histoire, tous les classiques du marxisme espagnol... « Les livres... c'est ce qui me manquait le plus, à Carabanchel », disait cet intellectuel au visage socratique, qui subissait les persécutions avec l'obstination invincible des doux.

Felipe voyageait beaucoup, passant presque toujours par Paris. Il surprenait les journalistes, à chaque conférence de presse, leur parlant avec cette honnêteté scrupuleuse, ce sens de la complexité des choses et des événements, cette dialectique à plusieurs facettes qu'il convient, en réalité, de réserver aux militants. Les journalistes n'y comprenaient rien. Je lui conseillai de simplifier, de parler par slogans, de ne rien dire qui ne soit immédiatement compréhensible pour des gens totalement dénués d'éducation politique. Il se plia à cette discipline, peu à peu, sans plaisir. J'aurais souhaité qu'il soit connu, en France, et que l'on sache mieux ce qui était en train de changer, dans la gauche espagnole. J'essayai d'obtenir, pour Felipe, une interview du « Nouvel Observateur ». On me rit au nez : « Ce qui compte en Espagne, c'est le P.c.e. Nous voyons souvent Santiago Carrillo... »

En janvier 1976, la délégation de l'Internationale socialiste qui, pour la première fois, se rendait en Espagne, se déplaçait librement au centre d'un ballet cocasse de policiers en civil qui avaient ordre de nous suivre partout, mais sans intervenir. Nous donnions des conférences de presse, à Barcelone, à Madrid : impensable, six mois plus tôt. Jenny Little, secrétaire aux affaires internationales du Labour Party, se perdait un peu dans les méandres de la politique espagnole, dans les sigles des deux cents partis qui exigeaient tapageusement une reconnaissance officielle. Une rivalité feutrée m'opposait à la jeune femme, qui suivait pour le S.p.d. les affaires d'Espagne : les Allemands avaient leurs idées sur ce qu'il convenait de faire, en particulier sur les problèmes des relations avec le P.c.e. Ce n'était pas les miennes, ni, au fond, celles des dirigeants du P.s.o.e.

Un mois plus tard, François Mitterrand organisait, à Paris, la première conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud. Comme toujours dans ce type de réunion, l'important n'était pas son contenu, mais le fait qu'elle ait lieu. Autour de François Mitterrand, Felipe Gonzalez, Mario Soarès, Bettino Craxi et Andreas Papandreou, représentant les Grecs récemment libérés de la dictature, cherchaient à définir ce qu'ils avaient de commun : des sentiments, sans doute et, au-delà, des objectifs plus précis, mais l'Internationale avait tort de s'en inquiéter. Au cours de la réception qui suivit la conférence, je présentai au Premier secrétaire les princesses carlistes — essain toujours agité de projets, de chimères — qui monopolisaient les jeunes officiers proscrits de l'union militaire démocratique. Ce socialisme féodal, nimbé d'un folklore déjà séculaire, et d'ailleurs courageux — les bérets rouges, le pèlerinage annuel à la montage sacrée de Monterruja, Dieu, le roi et les libertés... —, devait s'évanouir comme un rêve à l'épreuve du suffrage universel...

Le Parti sort de la clandestinité

Il était trop tard — le temps allait trop vite — pour s'attendrir sur des anachronismes. Au mois d'août se tenait, à l'Escurial, la dernière session illégale de l'école du Parti ; Gomez-Llorente, secrétaire à la formation, me demanda d'y assumer les cours de politique internationale. L'école se tenait dans un couvent très moderne, très clair, aux longs couloirs blancs et silencieux ponctués de madones sanglantes, de christs torturés. Les moines s'étaient retirés dans une aile, et ne paraissaient pas. Entre les cours, les discussions continuaient sur les pelouses, sous les arbres, le dôme de San Lorenzo. Parmi les deux cents militants qui prenaient fébrilement des notes, la plupart devaient devenir, quelques mois plus tard, secrétaires de fédérations, de branches professionnelles de l'U.g.t., députés, sénateurs et Gomez-Llorente lui-même, qui lâchait un instant son éternelle pipe pour reprendre, patiemment, ce qui lui semblait trop schématique dans un exposé, devint vice-président des Cortes. Felipe Gonzales vint le dernier jour, parla longuement, dans un silence recueilli : il était — enfin — optimiste. Le dégel était commencé, le roi avait demandé à le voir, la légalisation de tous les partis, y compris le P.c.e. était acquise. Le processus de transition de la dictature à la démocratie entrait dans sa

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

phase décisive. Il en était presque effrayé : « Nous ne sommes pas encore prêts... » Ils l'étaient pourtant, autant qu'ils pouvaient l'être.

Pietro Nenni et Willy Brandt

Il était temps de frapper un grand coup, de mettre le pouvoir au pied du mur, de forcer les obstacles qui s'opposaient encore à la légalisation des partis, de tous les partis... Le congrès du P.s.o.e. se tiendrait à Madrid, publiquement, et sans entraves. C'était le XIVe congrès depuis la guerre, mais le secrétariat avait décidé de renouer le fil interrompu de l'histoire : ce congrès serait le XXVIIe depuis qu'en 1879 Pablo Iglesias avait réuni un quarteron de typographes pour fonder, sur la base de bribes de Marx mal traduites par des Français, le Parti socialiste ouvrier espagnol. Le premier jour, dans la salle comble d'un grand hôtel moderne du centre de Madrid, triplement surveillé — la garde civile dans la rue, la police armée sur les toits, le service d'ordre militant — veillant à toutes les portes, dans tous les couloirs —, passait de main en main une coupure du journal local de Badajoz : pour la première fois, parmi ces annonces mortuaires, encadrées de noir qui sont de tradition en Espagne, la plus grande appelait à prier pour les milliers de miliciens socialistes massacrés dans les arènes, lors de la chute de la ville, pendant la guerre. Il y avait là bien des hommes qui avaient quitté Madrid en avril 1939, pour n'y plus revenir. Pietro Nenni, impotent, presque aveugle, lourd masque chauve nimbé de duvet blanc, retrouva à cette tribune, pour la dernière fois — il allait mourir quelques semaines plus tard — sa voix tonnante des anciens jours. Willy Brandt ne reconnaissait rien de la ville où il avait combattu dans les milices du poum. Nous avons passé,



Sygma

L'Internationale socialiste reçue par le roi et la reine d'Espagne, en 1976.

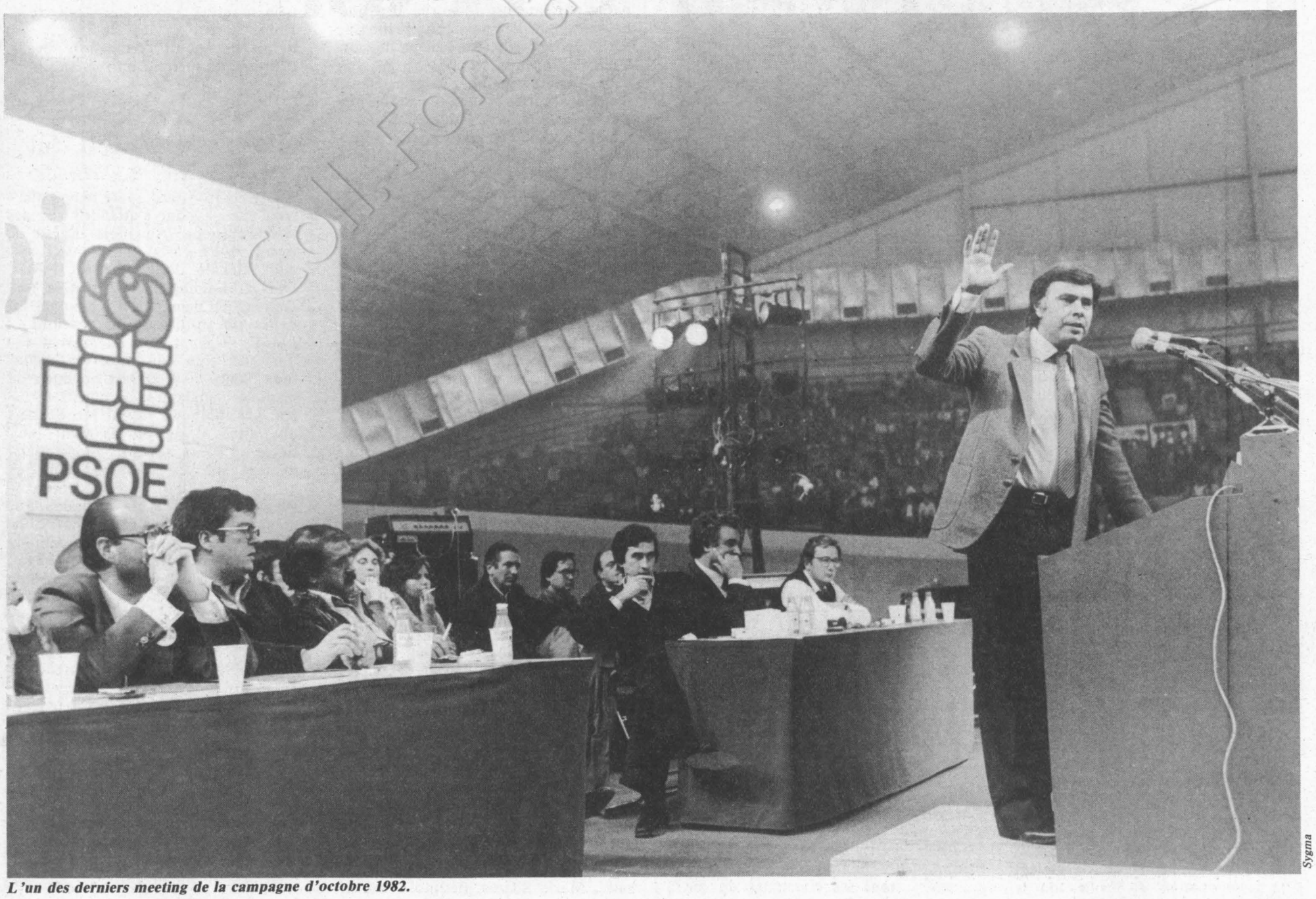


avec Massiel, qui était alors une des chanteuses les plus célèbres d'Espagne, une soirée à accompagner Gunther Grass, qui cherchait, de bodega en bodega, la piste de ses souvenirs : à cinq heures du matin, Plaza Mayor, dans le vent glacé, Grass, la moustache hérissée, le béret enfoncé jusqu'aux yeux, déclamait des vers allemands pour la star ensevelie dans ses fourrures blanches... François Mitterrand adressa au congrès le salut des socialistes français : ce fut un moment d'enthousiasme indescriptible. Il n'était jamais venu en Espagne, ne voulant pas franchir la frontière du vivant de Franco.

Le premier discours d'homme d'Etat de Felipe

Dans les couloirs du congrès, je retrouvai Fernando Claudin. L'ancien secrétaire général adjoint du P.c.e., chassé par Carrillo pour avoir eu raison trop tôt, restait le meilleur théoricien marxiste d'Espagne : il se considérait comme sympathisant du P.s.o.e., et j'aimais son ironie, ses jugements précoces : il ne serait plus jamais dupe de personne, et même pas de sa propre intelligence. Il attendait avec impatience le discours de Felipe Gonzalez.

Felipe aurait eu le droit, parlant devant le premier congrès réuni à Madrid depuis la guerre, d'évoquer longuement le passé, les quarante ans de luttes et de sacrifices qui trouvaient là leur aboutissement. D'autres que lui, sans doute, n'auraient parlé que de cela. Il en dit quelques mots, pudiques et brefs, suffisants pour rendre hommage aux héros et aux morts. Puis il parla de l'avenir, de la Constitution, des conditions à remplir pour faire de l'Espagne une *véritable démocratie. C'était son* premier discours d'homme d'Etat. La suite, que les Espagnols ont appelé la « transition », c'était, simplement, la démocratie... ●

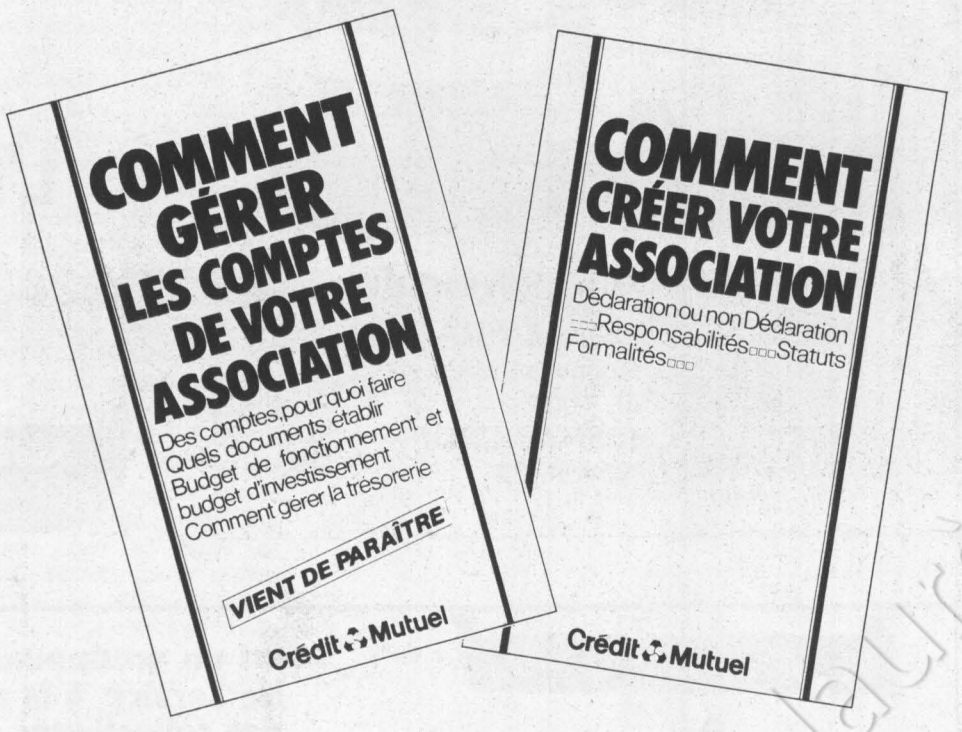


Sygma

L'un des derniers meeting de la campagne d'octobre 1982.

Des guides pratiques, concrets.

Les conseils d'un partenaire qui connaît les besoins financiers
et matériels des responsables d'associations.



Vous pouvez vous les procurer gratuitement auprès des caisses de Crédit Mutuel.

Pour en obtenir la liste ou pour plus de renseignements, adressez-vous à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,
Service des Relations avec les Associations, 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. : 766.01.51.

Crédit Mutuel

"L'UNITE" CHANGE DE VISAGE

Depuis une semaine « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permettra de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré.

Près de onze ans après sa naissance — nous fêterons bientôt notre 500e numéro —, « l'Unité » prend un nouveau départ. Celui-ci coïncide avec le lancement d'une grande campagne d'abonnements à laquelle noux fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux d'ici à la fin de l'année. Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'Unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐

** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

En raison des votes qui doivent avoir lieu dans toutes les sections de Paris, les Entretiens n'auront pas lieu le 4 novembre et reprendront normalement le

18 novembre :
Edwige Avice, ministre chargée de la Jeunesse et des Sports, membre du Comité directeur.
Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.

25 novembre :
Pierre Brana, secrétaire national adjoint aux Relations extérieures.
Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.

2 décembre :
André Billardon, député de Saône-et-Loire, président du Conseil général.
Bernard Thareau, secrétaire national adjoint à l'agriculture.

9 décembre :
Bertrand Delanoe, secrétaire national adjoint à la presse et porte-parole du P.s., député de Paris.
Max Gallo, écrivain, député des Alpes-Maritimes.

16 décembre :
Gérard Delfau, secrétaire national à la Formation, sénateur de l'Hérault.
Laurent Fabius, ministre délégué, chargé du Budget, membre du Comité directeur.

Les outils Mercedes Fourgons 407 D-508 D et 207 D-307 D.



chez votre concessionnaire.
MERCEDES-BENZ FRANCE
Parc de Rocquencourt
B.P. 100
78153 LE CHESNAY-CEDEX
TÉL. 954.90.22

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
L'HIRONDELLE
ENTREPRISE GENERALE DU BATIMENT
Rue Marcel Sembat - 93430 Villetaneuse
Tél. 821.63.55

transexel
est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.
156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04



En train pas besoin d'être en groupe pour voyager moins cher.

En train, avec la carte Couple Famille, il suffit :
• de voyager à 3 personnes au moins d'une même famille pour bénéficier d'une réduction de 50 % dès la 2e personne en périodes bleue et blanche, soit environ 340 jours par an,
• de voyager à 2 personnes d'une même famille (couple, parent et enfant, 2 enfants) pour bénéficier d'une réduction de 50 %, pour l'une d'elles en période bleue, soit environ 250 jours par an.
La carte Couple Famille est gratuite, valable 5 ans, en 1re comme en 2e classe, même sur un aller simple.
Renseignez-vous dans les gares ou les agences de voyages.

Avec la carte Couple / Famille, le train est vraiment moins cher que vous ne le pensiez.

SNCF Couple/Famille

Nom
Adresse

50 % de réduction dès la 2e personne à 2 en période bleue à 3 et plus en périodes bleue et blanche
jusqu'au
180187

SNCF



La chronique littéraire de Claude Glayman



LES uns boivent, les autres bouffent, qui trinque ? Et y a-t-il une abjection à succomber aux plaisirs de la chair ? Les puritains d'aujourd'hui le penseront comme le faisaient ceux d'hier, persuadés — non sans raison — que ces plaisirs en cachent d'autres, plus inavouables dont celui de s'interroger à perte de vue sur l'identité des êtres. Possible prix littéraire, Jean-François Josselin, avec son cinquième roman, « l'Enfer et Cie » (Grasset), nous emmène du côté du whisky ; tandis que Jean-Jacques Brochier qui dirige l'excellent « Magazine littéraire » nous convie à goûter ses sauces et ses langoustes avec « la Villa Marguerite » (Albin Michel).

Josselin a de l'humour. «... Je n'aime pas le whisky. Simplement je lui suis très attaché. » A travers le célèbre breuvage, on fantasme sa vie, une vie que l'on raconte en buvant. Les premières scènes du roman se déroulent dans un bar. Les phrases sont courtes et sèches. On songe au célèbre film de Billy Wilder « The lost weekend ». Se retrouvent régulièrement face au barman Martial (confident racinien des comptoirs), Mme Foy, ex-hôtesse de l'air, mariée à un commandant, pilote de ligne et B. dont l'épouse, trop délaissée et malade, se nomme Cécile. B. cesse de boire, résolution qui n'empêche pas Cécile de mourir. Cécile est-elle morte ou non ? A-t-elle même jamais existé ? Voilà, nous plongeons dans l'enfer. Où l'on retrouve les problèmes d'identité. Car Cécile, en somme, se réincarne en un beau garçon, en Philomène, etc. B., dans des lettres successives, décrit à Mme Foy ces métamorphoses et les aventures diverses qui les accompagnent. Quel est le sens de tous ces dédoublements et des symboles qu'en retirent les personnages ?

Jusqu'ici nous sommes sensibles au cruel théâtre de cette déchéance. Nous nous amusons aux bons mots, aux potins que l'alcool suscite. Josselin a du métier, mieux un ton. Certes, on se dit discrètement quelle comédie que tout cela, quel enfer de confection, mais enfin ! Les êtres de Josselin mentent et rêvent, font comme si la vie se déroulait. Simulation de l'existence par l'alcool, radotages sans la petite musique de Tchekhov mais dans un climat de rudesse et de gros plans qui attache. Un peu de morale paradoxale qui ne fait de mal à personne, le barman en témoigne : « J'ai été marié trois fois... avec une blonde, avec une brune et avec une rousse. Match nul. Je ne suis resté avec aucune des trois. Je n'aime que moi. » L'intérêt du livre sera-t-il soutenu lorsque commence l'envoi des lettres de B. à Mme Foy ? Je n'en suis pas certain, encore qu'à partir de là l'ambition de l'auteur se fasse nettement plus haute et comporte quelque chose de pathétique qui ne nous laisse pas indifférents.

Alors pourquoi avoir tourné autour du pot (avec talent d'ailleurs) et n'avoir pas d'emblée dit la préoccupation principale ? Art de la dissimulation qui serait celui du roman d'aujourd'hui ou camouflage qui traduirait une certaine perte de sens de ce même roman d'aujourd'hui ? On imagine ce



Jean-Jacques Brochier.

que dirait là-dessus un philosophe marxiste, tel Georges Lukacs, comme dans sa célèbre « Théorie du roman » (Médiations) théorie que Lukacs a reniée au cours de sa maturité. Quelle est la fonction d'une comédie qui masque mal l'essentiel ? Nous avons désormais affaire à une littérature romanesque qui est destinée à la classe moyenne des cadres (dont les femmes achètent les livres pour la plupart). Faut-il emprunter certain cheminement pour s'adresser à ce public et répondre à ses interrogations ? Ou bien est-ce le fantasme de l'auteur qui est premier et qui commande tout le reste ? Je ne sais. En tout cas lorsque je note que notre époque affiche un cynisme exceptionnel, je n'imagine pas aussi bien illustrer ce point de vue qu'en ayant recours au dernier roman de Jean-jacques Brochier chez qui la bouffe occupe un peu la même position stratégique que l'alcool chez Josselin. Encore que ce livre se donne, apparemment sans trace d'ambiguïté, dans un réalisme au premier degré.

Du côté du réalisme au sens où un mot n'exprime pas autre chose que sa signification voici la trame de ce récit. Adèle, paysanne d'origine (ce qui explique sans doute son goût prononcé pour la bouffe), devient employée des postes et télécommunications dans le centre de la France. Elle épouse comme il se doit un fonctionnaire ; le mariage, si l'on peut dire, ne vaut que par les victuailles engouffrées le jour de la noce. Opérée, Adèle n'aura plus d'enfants, elle engraisse. Elle engraissera toute sa vie, alors qu'Etienne, lui, demeurera maigre. Ce couple c'est Laurel et Hardy. En plus minable encore. Promotion, le ménage occupe désormais la Villa Marguerite dans la banlieue de Moulins. Après la Première Guerre, survient la Seconde. Lors du premier 11 novembre de l'Occupation, Adèle et Etienne invitent à dîner des supérieurs administratifs d'Etienne. Le lendemain, sur dénonciation (?), ils sont arrêtés. Ont-ils eu tort de célébrer le 11 Novembre ? Toujours est-il qu'un mystérieux personnage entre alors dans leur vie, Marie Muller. Marie Muller tire Adèle et Etienne de prison, leur procure des provisions (tout au long des quatre années de l'occupation), s'installe dans une pièce de leur villa.

Mystérieuse cette Marie qui ramène de la vaisselle d'or, donne un vison à Adèle, on se doutera vite qu'elle trafique sur le dos de juifs persécutés. Que de bonnes bouffes entre le couple, Marie et des hôtes de cette dernière ! Etienne meurt. La guerre se termine. Au tour de Marie d'avoir des ennuis. Marie s'en sort, retourne chez Adèle qui, obèse, meurt à son tour. Rien ne vaut une vie disait l'autre ! Si, une autre vie ! Médiocrité de la vie, médiocrité des vies. Livre étale comme cette médiocrité.

Brochier a pris la France profonde pour modèle. La majorité silencieuse d'une génération, celle de toutes les époques. Voilà ce que c'est de ne pas s'interroger sur ce qui se passe, sur les événements, sur ce qui vous advient. Tout au long de ce livre on entend rappeler que le peuple n'est redevable que du « Chagrin et de la pitié » ; rappelez-vous « la Traversée de Paris » que le metteur en scène, Claude Autant-Lara, avait adaptée d'une nouvelle de Marcel Aymé, souvenez-vous du « Bon Beurre » de Jean Dutourd. Les gens sont stupides, dans la tourmente y compris. Veules ? Mais la bêtise est pitoyable d'autant que, souvent, comme ici, avec ce ménage inutile et anodin, elle côtoie l'innocence, l'innocence par ignorance. Races d'imbéciles qui n'ont que la bouffe. Pour oublier ? Non puisqu'ils ne savent pas ! Pour alibi ? Pas plus ! Pour idéal ! Soit ! Le jugement implicite qui baigne ce livre sur l'indifférence existentielle et l'étrangeté au monde renvoie au mépris que Flaubert affichait vis-à-vis du bourgeois, à celui que Céline vouait aux bougres prolétaires. Cependant dans notre époque cynique le romancier n'est-il pas autant cynique que son modèle ? Il est désespérant ce constat. Dès lors, Brochier estimera son but atteint en supposant qu'il ait eu un but... Car oiseuse est la question de « pour qui l'on écrit »... quand on écrit de fait pour les cadres. Notre époque fait les questions et les réponses et tout le reste est littérature. Bonne littérature toutefois lorsque Josselin et Brochier s'en occupent.

Estomacs délicats, s'abstenir

Défonce au whisky, grande bouffe... deux romans de rentrée s'adressent d'abord à nos ventres... pour qui écrit-on ?



Jean-François Josselin.



Pascal Lebrun

GABO LE MAGNIFIQUE

ON attendait le Turc Yachar Kemal. Ou le Français René Char. C'est le Colombien Gabriel Garcia Marquez : soixante-dix-neuvième prix Nobel de littérature.

Ce pourrait être l'occasion de sortir nos réserves de cirage. Pour vanter l'écriture tumultueuse et cosmopolite d'un écrivain immense. Pour porter aux nues sa popularité et son universalité. Pour remercier les jurés suédois de leur « bon choix ». Pour clouer le bec de quelques jaloux. Nous ne sommes pas des revanchards.

Ce pourrait être l'occasion de ramener notre science. Pour rappeler à qui de droit sa vie, sa carrière, ses combats, son courage. Nous ne sommes pas des cuistres.

C'est simplement l'occasion (la seule qui mérite d'être saisie) de dire sereinement notre joie. Joie de voir « l'imaginaire des peuples du monde » salué là où il se trouve. Joie de voir tout le continent latino-américain honoré à travers un homme qui en est le porte-drapeau. Joie de voir une médaille aller enfin « du côté des pauvres et des faibles ». Joie de savoir que quelques-uns des plus beaux livres de ce temps vont plus que jamais courir le monde.

Joie sans pudeur ni cérémonial : Gabriel Garcia Marquez, dans la vie, n'a jamais l'air sérieux, est toujours enjoué. Son œuvre est déjà un monument, mais il fait comme s'il ne s'en était pas encore aperçu... Pour ses amis, il tient à rester « El Gabo » : il ne s'est jamais senti diminué par un diminutif ! L'humour est son arme favorite, la distance qu'il a toujours tenu à mettre entre lui-même et les dangers de la gloire. Dernier exemple en date, quand on lui a annoncé l'autre jour qu'il était lauréat du Nobel 1982 : « Une des choses qui me rendent le plus heureux, a-t-il rétorqué, est que je ne serai plus un candidat pour le Nobel ! »

Humour n'est pas indifférence ou irresponsabilité. Gabriel Garcia Marquez a tenu à ajouter aussitôt que le prix Nobel de littérature était pour lui « un honneur important dans la mesure où il augmente nos possibilités d'exercer une influence dans le domaine des droits de l'homme en Amérique latine, et notamment en Amérique centrale où il y a danger de guerre généralisée. » Car Gabo c'est aussi Gabo-le-magnifique : écrivain solitaire mais homme solidaire. Définitivement solidaire.

JEAN-PAUL LIEGEOIS.

Un inédit de Gabriel Garcia Marquez "Les Etrangers de la banane"

En février 1983, les éditions Grasset publieront un roman de Gabriel Garcia Marquez, inédit en France : « Les Etrangers de la banane ». Titre original : « la Hojarasca ». En fait, il s'agit du tout premier livre que l'auteur de « Cent Ans de solitude » put faire paraître ; il sortit en langue espagnole, à Bogota (Colombie), en 1955. Roman dur et poignant s'il en est : il raconte l'histoire d'un homme haï par tout un village, sauf par le grand-père du narrateur... Roman qui s'ouvre sur une terrible rencontre : un petit garçon découvre la mort... On trouve déjà dans ces pages l'idée-force, l'obsession qui va traverser et sous-tendre toute l'œuvre de Gabriel Garcia Marquez : la solitude. Etonnant ? Pas tellement. Le futur prix Nobel avouera quinze ans plus tard qu'il avait accouché de ce livre « à la hâte » en étant persuadé qu'il « n'écrirait plus rien de sa vie » et que c'était là sa « seule chance ».

« J'IGNORE pourquoi on m'a fait venir dans cette maison. Je n'y étais jamais entré et je croyais même qu'elle était vide. C'est une grande bâtisse qui occupe l'angle de la rue et dont les portes, à mon avis, n'ont jamais été ouvertes. J'avais toujours pensé qu'elle était inoccupée. Jusqu'au moment où maman m'a dit : « Cet après-midi, tu n'iras pas à l'école », ce qui ne m'a fait aucun plaisir car maman avait une voix grave et réservée ; je l'ai vue revenir avec mon costume de velours, elle me l'a enfilé sans un mot et nous avons rejoint grand-père devant la porte ; nous avons franchi les trois maisons qui séparent la nôtre de celle-ci et j'ai compris que quelqu'un habitait là. Un mort, et qui doit être l'homme à qui maman a fait allusion quand elle a dit : « Il faut que tu sois bien sage à l'enterrement du docteur. »

Au début, je n'ai pas vu le mort. J'ai vu grand-père qui parlait sur le seuil avec les autres hommes puis qui nous a donné l'ordre d'entrer. J'ai cru qu'il y avait quelqu'un dans la pièce, mais une fois à l'intérieur j'ai senti qu'elle était obscure et déserte. La chaleur m'a cogné au visage et j'ai reniflé cette odeur de bric-à-brac, d'abord solide et continuelle mais qui, maintenant, comme la chaleur, arrive par à-coups et disparaît. Maman m'a conduit par la main à travers la chambre et elle m'a fait asseoir près d'elle, dans un coin. Il m'a fallu un certain temps pour commencer à distinguer les choses. J'ai vu grand-père qui essayait d'ouvrir une fenêtre qui semblait collée à ses montants, soudée au bois qui l'encadre, et je l'ai vu taper avec sa canne

sur l'espagnolette tandis que sa veste se couvrait de poussière, qui tombait par flocons à chaque secousse. J'ai tourné la tête vers l'endroit où grand-père s'est dirigé quand il s'est déclaré incapable d'ouvrir la fenêtre et j'ai vu qu'il y avait quelqu'un sur le lit. Un homme sombre, allongé, immobile. J'ai levé le nez vers maman qui, lointaine et grave, regardait ailleurs dans la chambre.

Comme mes pieds ne touchent pas terre mais restent en suspens à quelques centimètres du plancher, j'ai glissé mes mains sous mes cuisses, les paumes appuyées contre la chaise, et je me suis mis à balancer les jambes, la tête vide, jusqu'au moment où je me suis souvenu que maman m'avait dit : « Il faut que tu sois bien sage à l'enterrement du docteur. » J'ai eu un petit frisson dans le dos, j'ai regardé à nouveau devant moi et je n'ai vu que le bois sec et lézardé du mur. Pourtant, c'était comme si quelqu'un en sortait pour me dire : « Mais cesse donc de gigoter, car l'homme qui est sur le lit est le docteur et il est mort. » Quand mes yeux se sont arrêtés sur le lit, l'homme n'était plus comme avant. Il n'était pas couché, il était mort.

Depuis, j'ai beau m'efforcer de ne pas le regarder, c'est comme si on m'enserrait la tête pour m'obliger à voir malgré moi. Je me tourne et me retourne vers d'autres endroits mais je le vois quand même, partout, avec ses pupilles hors des orbites et son visage vert et mort dans l'obscurité.

Je ne sais pas pourquoi personne n'est venu à l'enterrement. Il n'y a que grand-père, maman et moi, et les quatre « guajiros » (1) qui travaillent chez nous. Les hommes ont apporté un petit sac de chaux et l'ont vidé dans le cercueil. Si maman n'était pas aussi bizarre et aussi songeuse, je lui demanderais de m'expliquer. Je ne comprends pas ce besoin de verser de la chaux dans la caisse. Le petit sac une fois vide, l'un des hommes l'a secoué sur le cercueil et quelques restes sont tombés, plus semblables à de la sciure qu'à de la chaux. Les « guajiros » ont soulevé le mort par les épaules et par les pieds. Il est vêtu d'une chemise grise et d'un pantalon de tous les jours, retenu à la taille par une sangle large et noire. Il n'a qu'un soulier, au pied gauche. Comme dirait Ada, il a un pied comme un pacha et l'autre esclave. Le soulier droit est abandonné à un bout du lit. Le mort, sur son lit, semblait avoir des problèmes. Dans son cercueil, il paraît plus à l'aise, plus tranquille, et son visage, qui était celui d'un homme réveillé et furieux après qu'il s'est battu, a pris un air reposé et sûr de lui. Le profil s'adoucit, comme si, dans cette caisse, il se sentait maintenant à l'endroit qui convient à un mort.

(suite en page 26)

L'œuvre

Ont déjà été publiés en français :

- ***« Cent Ans de solitude » (Le Seuil, puis Points n° 3525) ;***
- ***« Les Funérailles de la Grande Mémé » (Grasset) ;***
- ***« L'Incroyable et Triste Histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique » (Grasset) ;***
- ***« L'Automne du patriarche » (Grasset) ;***
- ***« Récit d'un naufrage » (Grasset) ;***
- ***« Pas de lettre pour le colonel » (Grasset) ;***
- ***« Chronique d'une mort annoncée » (Grasset).***

A paraître :

- ***« Les Etrangers de la banane » (Grasset).***

Entretiens :

- ***« Une odeur de goyave ; entretiens avec Plinio Mendoza » (Belfond).***

Dossiers :

- ***Dossier Gabriel Garcia Marquez (in « Magazine littéraire » n° 178, novembre 1981).***



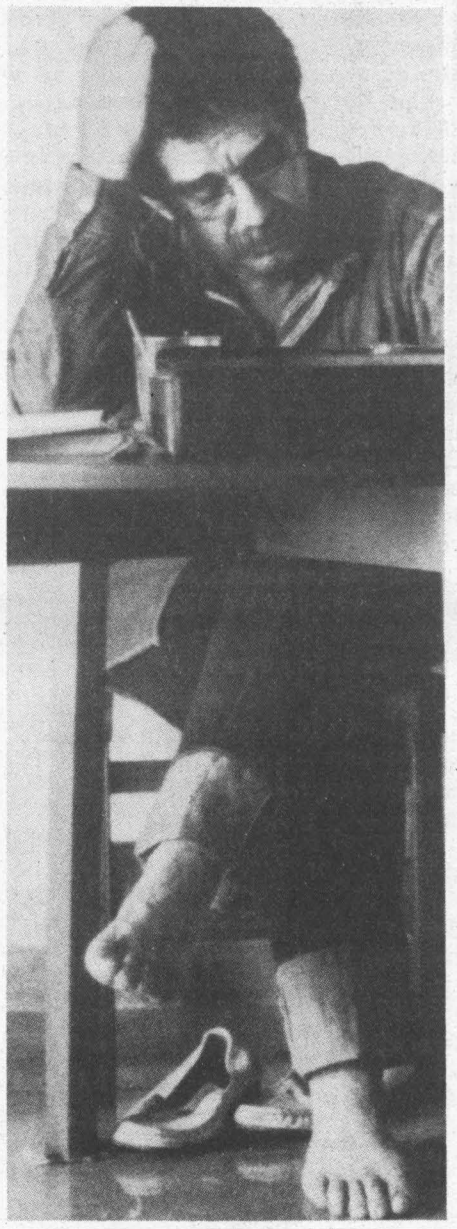
Sygma

L'homme de son oeuvre, par François Mitterrand



Une soirée amicale chez François Mitterrand il y a quelques années : on reconnaît Olof Palme, Gabriel Garcia Marquez et Gisèle Halimi.

Fin janvier 1977, au cours d'un voyage en Amérique latine, François Mitterrand avait rencontré une nouvelle fois son ami Gabriel Garcia Marquez. Revenu à Paris, dépassant la pudeur des sentiments personnels, il avait tenu à dire publiquement l'importance littéraire et politique d'un tel homme. Il l'avait fait dans « Ma part de vérité », la chronique hebdomadaire qu'il tenait alors dans « l'Unité » :



« PRÉVENU par Régis Debray, qui, par une circonstance opportune, avait pu jumeler son voyage avec le nôtre, Gabriel Garcia Marquez nous attendait à l'aéroport de Mexico. « Connaissez-vous « Cent ans de solitude » ? m'avait demandé Pablo Neruda. Sinon, dépêchez-vous, c'est le plus beau roman que l'Amérique latine ait produit depuis la dernière guerre. » Je l'avais lu le lendemain. Plus tard, j'avais rencontré Garcia Marquez à Paris. Il était bien l'homme de son œuvre. Solide, carré, rire et silence. Je n'emploie pas ce mot pour étonner : sous la luxuriance de l'image, la prodigieuse fête du verbe, s'étend un désert de silence comme en sait inventer la forêt tropicale. Au petit déjeuner que nous prîmes ensemble les jours suivants, son autre livre, « l'Automne du patriarche », dont la traduction française vient de paraître chez Grasset, anima nos discussions. Non seulement pour sa forme (Régis redoutait qu'aucune traduction ne pût restituer le rythme et les sonorités de cet oratorio composé, rédigé pour être lu à haute voix dans sa langue originelle), mais aussi pour son thème, je devrais écrire ses thèmes qui tournent autour d'un personnage typiquement sud-américain, et pourtant de partout : le dictateur, général mythique et ganache. Une odyssée à domicile, chacun rentré chez soi dans un face-à-face éternel et jouant, jouissant, vivant, crevant de l'ivresse suprême, je veux dire le pouvoir, pouvoir sur les êtres, pouvoir sur les choses, certitude enfin d'exister parce que quelqu'un d'autre vous renvoie votre image sur le miroir de son malheur.

Isabel et Beatrice Allende, les filles du président assassiné (l'une vit à Mexico, l'autre à Cuba), s'étaient jointes à ce débat. On s'accorda pour reconnaître que le dictateur fin de siècle (le nôtre), s'il avait gardé de son modèle de la période précédente les traits communs à toute dictature : l'ordre, l'uniforme et le sang, n'en avait pas moins changé de nature politique en même temps que s'était transformée la structure de l'économie. Fini le consul, cruel autant qu'il faut, aventurier de sa propre aventure mais d'essence populaire et recours de la plèbe contre le Sénat ou toute assemblée de même type, trône collectif de la classe dirigeante ! Le dictateur n'est désormais qu'un employé de plus aux gages des maîtres de l'argent. Il apparaît à point nommé dès lors que la démocratie patricienne se révèle impuissante à préserver ses privilèges. Je remarquai à ce propos que notre définition ne recouvrait pas l'autre espèce, celle des dictateurs que le culte de la personnalité a projetés, projette ici ou là au faîte de l'édifice marxiste-léniniste. Nous convînmes que le seul sujet méritait d'être approfondi, mais qu'en tout état de cause les différences ne masquaient pas les ressemblances. »

(Paru dans « l'Unité » n° 237, le 11 février 1977).

Ecriture et politique : Marquez, par lui-même

« JE n'ai pas de vocation politique. Je serais très content de vivre sur un continent qui n'aurait pas de difficultés politiques : je ne m'occuperais que de mes livres. Mais, dans la situation actuelle de l'Amérique latine, je ne peux pas m'empêcher de m'occuper de politique. C'est une priorité, c'est une urgence. Si je ne le faisais pas, ce serait criminel.

Je ne fais pas de la politique de façon classique. Je fais ce que j'appellerais de la « diplomatie non officielle ». Je me sers de l'audience que me donne ma réputation littéraire pour faire connaître les problèmes de l'Amérique latine, c'est tout. Je suis colombien, je me sens Colombien, mais, en même temps, je suis de n'importe quel pays d'Amérique latine. Je suis un diplomate latino-américain non officiel.

Mon problème est seulement pratique : je dois m'organiser pour passer chaque année six mois dans ma maison de Mexico, six mois que je consacre uniquement à l'écriture ; le reste du temps, je voyage pour raisons diplomatiques.

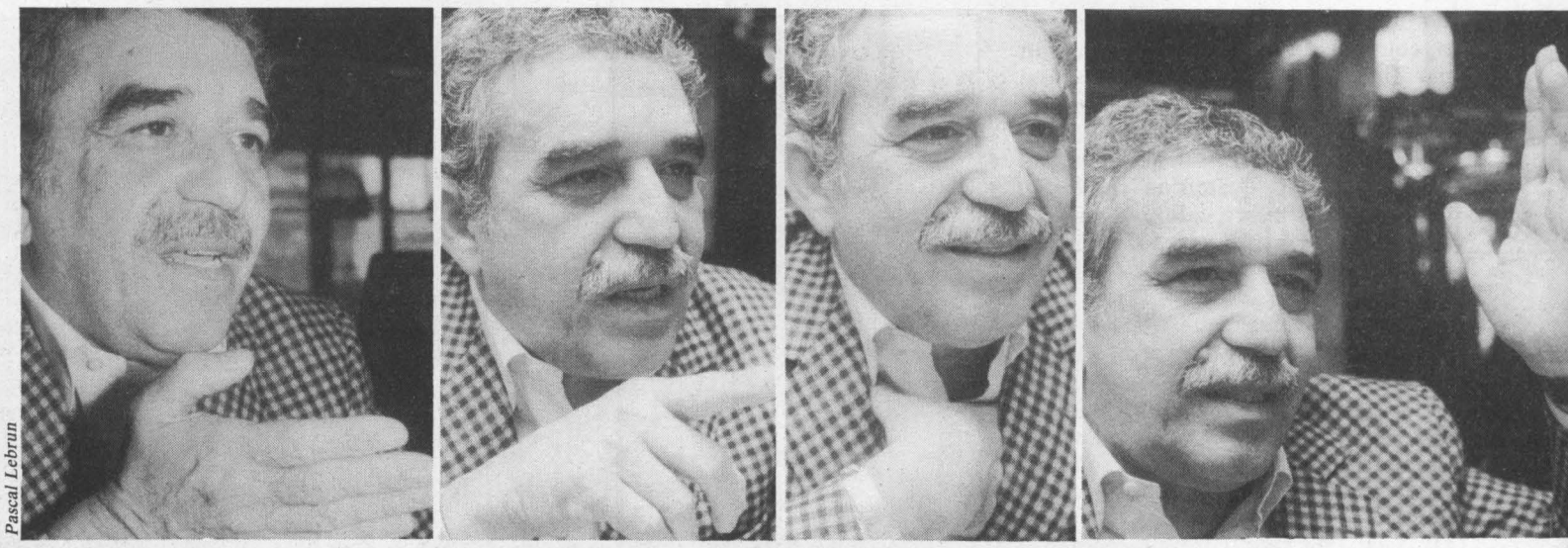
Mon premier livre qui ait connu le succès, « Cent Ans de solitude », était en fait le cinquième. Les quatre précédents n'avaient pas vraiment « marché », je n'avais pas cessé d'écrire pour autant. J'écris parce que j'aime écrire, parce que j'ai besoin d'écrire. Et, comme tous ceux qui aiment vraiment écrire, j'écris par peur de ne plus pouvoir écrire. Tenez, mon article hebdomadaire, celui que j'écris chaque semaine pour un journal de Bogota, je ne suis pas obligé de l'écrire. De temps en temps, je pourrais très bien envoyer un télégramme : « Rien cette semaine ». Je ne l'ai jamais fait. Pour garder la main « chaude », bien sûr. Mais aussi parce que je sais que le jour où « ça ne viendra pas », ce sera la mort, ma mort.

Il ne faut pas prendre les effets pour les causes : le succès, le phénomène de « massification » du livre n'étaient pas à l'ordre du jour en Amérique latine quand j'ai commencé à publier. Non, moi, j'écris d'abord par nécessité personnelle.

J'apprécie ma chance : je suis un écrivain populaire. Pas dans le sens péjoratif où vous employez parfois ce mot en Occident. Dans le sens où le plus grand nombre a accès à mes livres. Mais si je travaillais pour la télévision, je serais encore plus populaire. Mon dernier livre, « Chronique d'une mort annoncée », a été tiré à un million d'exemplaires en Colombie. Mais s'il s'était agi d'une œuvre télévisée, j'aurais touché six millions de personnes. J'aimerais bien faire de la télévision un jour...

Je continuerai à écrire jusqu'à ma mort. C'est une manie qui ne me quittera pas. Pour le prochain livre, je cherche autour d'une histoire d'amour. Je crois que j'ai gagné le droit d'écrire une belle histoire d'amour. Quelque chose comme « Roméo et Juliette ».

(Extrait d'un entretien avec Jean-Paul Liégeois, paru dans « l'Unité » n° 451, le 15 janvier 1982).



Pascal Lebrun

(suite de la page 25)

Grand-père va et vient dans la chambre. Il a pris quelques objets qu'il a déposés dans le cercueil. J'ai regardé à nouveau maman avec l'espoir qu'elle me dirait pourquoi il se débarrasse ainsi des choses. Mais elle reste impassible dans sa robe noire et fait, semble-t-il, des efforts pour ne pas lorgner du côté du mort. Je voudrais l'imiter, mais c'est impossible. Je le dévisage, je l'observe dans ses moindres détails. Grand-père jette un livre dans le cercueil, fait signe aux hommes et trois d'entre eux posent le couvercle sur le cadavre. Je sens alors que les mains invisibles qui emprisonnaient ma tête se retirent et je me mets à examiner la chambre.

Je regarde maman. Pour la première fois depuis notre arrivée dans cette maison, elle me regarde et sourit, mais son sourire est vide et forcé. J'entends au loin le sifflet du train qui se perd dans le dernier tournant du village. Un bruit se fait entendre dans le coin où se trouve le cadavre. Un des hommes a soulevé une extrémité de la chape et grand-père glisse dans le cercueil le soulier du mort oublié sur le lit. Le train se remet à siffler, plus lointain, et je pense tout à coup : « Il est deux heures et demie. » Alors, et tandis que le train siffle dans le dernier tournant, je me souviens qu'à l'école les garçons sont en train de se mettre en rang pour assister à la première classe de l'après-midi.

« Abraham ». ●

(Copyright Editions Grasset)

(1) Guajiros : ouvriers agricoles (note du traducteur).

NOUVELLE

Un jour comme les autres

CE lundi-là naquit tiède et sans pluie. Don Aurelio Escovar, dentiste non diplômé et homme matinal, ouvrit son cabinet à six heures. Il sortit de la vitrine un dentier encore emboîté dans son moule de plâtre et posa sur la table une poignée d'instruments qu'il aligna dans l'ordre, du plus grand au plus petit, comme pour une exposition. Il portait une chemise sans col à rayures, fermée en haut par un bouton doré, et un pantalon tenu par des bretelles. C'était un homme rigide, osseux, au regard qui correspondait rarement à la situation, tel celui des sourds.

Une fois les objets en place sur la table, il roula la fraise jusqu'au fauteuil mécanique où il s'installa pour polir le dentier. Il avait l'air de travailler sans réfléchir, mais il le faisait avec obstination, actionnant la pédale de l'instrument, même quand il ne l'utilisait pas.

Après huit heures il fit une pause et regarda le ciel par la fenêtre : il vit deux charognards pensifs qui se séchaient au soleil sur le toit de la maison voisine. Il se remit au travail en pensant qu'il allait encore pleuvoir avant l'heure du déjeuner. La voix irritée de son fils de onze ans l'arracha à ses pensées.

— Papa

— Quoi ?

— Le maire demande si tu peux lui arracher une dent.

— Dis-lui que je ne suis pas là.

Il était en train de polir une dent en or. Il prit la dent, tendit le bras et la regarda, les yeux mi-clos. De la salle d'attente, son fils se remit à crier :

— Il dit que tu es là car il t'entend.

Le dentiste continua d'examiner la dent, puis la pose sur la table avec les travaux terminés, et dit enfin :

— C'est préférable.

Il remit la fraise en marche. D'un petit carton où il rangeait ses commandes il sortit un bridge et commença à polir l'or.

— Papa.

— Quoi ?

Il n'avait toujours pas changé d'expression.

— Il dit que si tu ne lui arraches pas sa dent il va te tirer dessus !

Sans se presser avec une tranquillité extrême il cessa d'actionner la fraise, la retira du fauteuil et ouvrit en grand le tiroir de la table où il rangeait son revolver.

— Eh bien, dis-lui qu'il vienne me tirer dessus !

Il fit pirouetter le fauteuil de manière à se trouver face à la porte, la main appuyée sur le bord du tiroir. Le maire apparut sur le seuil. Sa joue gauche était rasée, mais l'autre, enflée et endolorie, avait une barbe d'au moins cinq jour. Le dentiste décela dans ses yeux battus de nombreuses nuits de désespoir. Il referma le tiroir du bout du doigt et dit aimablement :

— Asseyez-vous.

— Bonjour, dit le maire

— 'jour, dit le dentiste.

Pendant qu'il faisait bouillir les instruments, le maire renversa la tête contre l'appui du fauteuil et se sentit mieux. Il respirait une odeur glaciale. C'était un cabinet misérable : une vieille chaise en bois, la fraise à pédale et, dans une vitrine, des pots de faïence. Face à la chaise, on voyait une fenêtre avec un paravent de toile qui arrivait à hauteur d'homme. Quand il sentit que le dentiste s'approchait, le maire serra les talons et ouvrit la bouche.

Don Aurelio Escovar lui tourna la tête du côté du jour. Il observa la dent gâtée et, d'une prudente pression des doigts, lui appuya sur la mâchoire.

— Je ne pourrai pas vous anesthésier, dit-il.

— Pourquoi ?

— Parce que vous avez un abcès.

Le maire le regarda droit dans les yeux.

— Ça va, dit-il, et il s'efforça de sourire. Le dentiste resta de marbre. Il apporta sur la table la casserole avec les instruments dans l'eau bouillante et les en retira à l'aide de pinces froides, toujours sans se presser. Après quoi il fit rouler le crachoir avec la pointe de sa chaussure et alla se laver les mains dans la cuvette. Tout cela fut fait sans regarder le maire. Mais le maire, lui, ne le perdait pas de vue.

C'était une dent de sagesse, à la mâchoire inférieure. Le dentiste écarta les jambes et serra la dent avec le davier encore chaud. Le maire s'agrippa aux bras du fauteuil, appuya de toutes ses forces sur ses pieds, sentit un vide glacé dans les reins, mais ne laissa échapper aucun soupir. Le dentiste remua seulement le poignet. Sans rancœur, plutôt avec une tendresse amère, il lui dit :

— Vous allez payer ici vingt de nos morts, lieutenant.

Le maire sentit un craquement d'os dans la mâchoire et ses yeux se remplirent de larmes. Mais il n'émit aucun soupir jusqu'au moment où il sentit sortir la dent. Il la vit alors à travers les larmes. Elle lui parut si étrangère à sa douleur qu'il ne pouvait comprendre ses cinq nuits de torture précédentes. Penché sur le crachoir, suant, haletant, il déboutonna sa vareuse et chercha à tâtons son mouchoir dans la poche de son pantalon. Le dentiste lui tendit un chiffon propre.

— Essuyez vos larmes, dit-il.

Ce que fit le maire. Il tremblait. Pendant que le dentiste se lavait les mains, il vit le plafond crevé et une toile d'araignée poussiéreuse pleine d'œufs et d'insectes morts. Le dentiste revint vers lui en s'essuyant les mains. « Allez vous coucher, dit-il, et rincez-vous la bouche avec de l'eau salée. » Le maire se leva, fit un froid salut militaire en guise d'au revoir et se dirigea vers la porte à grands pas, sans reboutonner sa vareuse.

— Vous m'enverrez la facture, dit-il.

— A vous ou à la municipalité ?

Le maire ne le regarda pas, mais en fermant la porte :

— C'est la même salade, lui lança-t-il à travers le grillage.

« Un jour comme les autres » est tiré d'un recueil de nouvelles paru en 1977 aux éditions Grasset sous le titre « les Funérailles de la Grande Mémé ».

Copyright Grasset

Le cinéma politique tel qu'on le rêve

Paolo et Vittorio Taviani parlent pour "l'Unité" de leur fabuleuse chanson de gestes moderne "la Notte di San Lorenzo"



Paolo et Vittorio Taviani en tournage.



« La Notte di San Lorenzo ».

ILS ne vont jamais l'un sans l'autre tant ils sont semblables et inséparables. La différence ? Vittorio Taviani porte une casquette et Paolo se promène le crâne nu. C'est tout. Deux hommes mais une seule sensibilité pour ces frères Taviani qui ont creusé un chemin exemplaire dans le champ du nouveau cinéma italien. Palme d'or à Cannes, en 1977, pour « Padre Padrone », auteurs du formidable « Alfonsanfan », ils traînent une caméra sensible à la nature, au monde paysan, à la spécificité de la culture rurale. La nouvelle médaille qu'ils viennent de décrocher, à Cannes encore, pour « la Notte di San Lorenzo », ils l'oublieront sans doute demain pour s'en retourner filmer l'odeur de l'herbe...

Mais « la Notte di San Lorenzo » restera sans doute une étape particulière dans leur chemin. Véritable poème lyrique, tragique, ce chant d'espoir est l'un des plus beaux films qu'ils aient jamais signé. Une nuit d'août, en 1944. Une église qui saute, minée par les Allemands. La moitié de la population enfouie sous les décombres cependant que l'autre moitié tâtonne à travers la forêt à la recherche des Américains. Une petite fille voit, ne comprend pas très bien et, des années après, raconte cette nuit sans fin à son enfant. Une fable, une légende aux racines ancrées à jamais dans la chair des survivants. Et le regard de ce prêtre que Dieu a trompé... Et la lutte de cette paysanne dont la foi vient brutalement de s'effronder. Paolo et Vittorio Taviani, à leur tour, racontent ce que fut cette nuit du 10 août, la « nuit de San Lorenzo ».

« L'UNITE » : Paolo et Vittorio Taviani, vous êtes italiens, toscans ; vous étiez adolescents pendant la guerre et « la Notte di San Lorenzo » se déroule en Toscane à travers le regard d'une enfant. Quelle est, dans ce film, la part exacte de l'autobiographie ?

PAOLO TAVIANI : Elle est considérable et nous a servi de canevas de départ. « La Notte di San Lorenzo » s'inspire de faits réels que nous avions tous deux vécus ensemble par une nuit d'été en 1944. A cette époque-là, j'avais 12 ans et Vittorio 14. Nous habitions à 40 kilomètres de Florence dans un petit village appelé San Miniato. La débâcle nazie avait commencé et l'armée allemande ne faisait pas de quartier. En août, en des leurs a été tué et ils ont décidé de raser le village. Les maisons qui devaient être démolies étaient marquées d'une croix verte et ce fut la nôtre qui sauta en premier, notre père étant un antifasciste notoire. Un soir, les habitants de San Miniato étaient réfugiés dans une cave lorsque l'ordre est venu de sortir. Les Allemands demandaient à la population de se rassembler dans la cathédrale. Notre évêque a pris les choses en main et un premier groupe s'est levé pour partir. Mais mon père a refusé. Il a demandé de ne pas obéir et de le suivre dans les bois, à la recherche des Américains. Certains l'ont écouté, d'autres pas. Puis la cathédrale a sauté : elle avait été minée. Les Allemands avaient organisé une sorte d'Oradour-sur-Glane italien. Tout cela est vrai et constitue la trame de « la Notte di San Lorenzo ». Nous avons changé certaines choses pour les besoins du film car nous pensions vraiment à un film et non à une thèse historique. Par exemple, notre père, dans la réalité, n'était pas un vieux paysan comme nous avons dépeint Galvano ; il était avocat.

— Comment expliquez-vous que des gens aient cru en la parole de votre père contre la parole d'un évêque ?

— PAOLO : Oh ! C'était une décision très dure à prendre car en Italie, l'Eglise pèse un poids considérable. La cathédrale, l'évêque sont des points de repère, de certitude ; des racines ancestrales. A cette époque-là, les Italiens, et a fortiori les paysans, pensaient, agissaient volontiers sur les conseils des prêtres. En plus, indépendamment même du lieu sacré qu'est une église, se rassembler dans une maison fermée, cela représentait la sécurité, l'abri, alors que partir à la rencontre d'une mythique armée américaine, cela relevait de la folie. Il faut comprendre les gens qui ont rallié la cathédrale.

— Un pareil souvenir, on imagine que cela marque pour la vie... Pourquoi ne pas en avoir fait le sujet de votre premier film ? Ne commence-t-on pas toujours par ce qui est le plus brûlant en soi ?

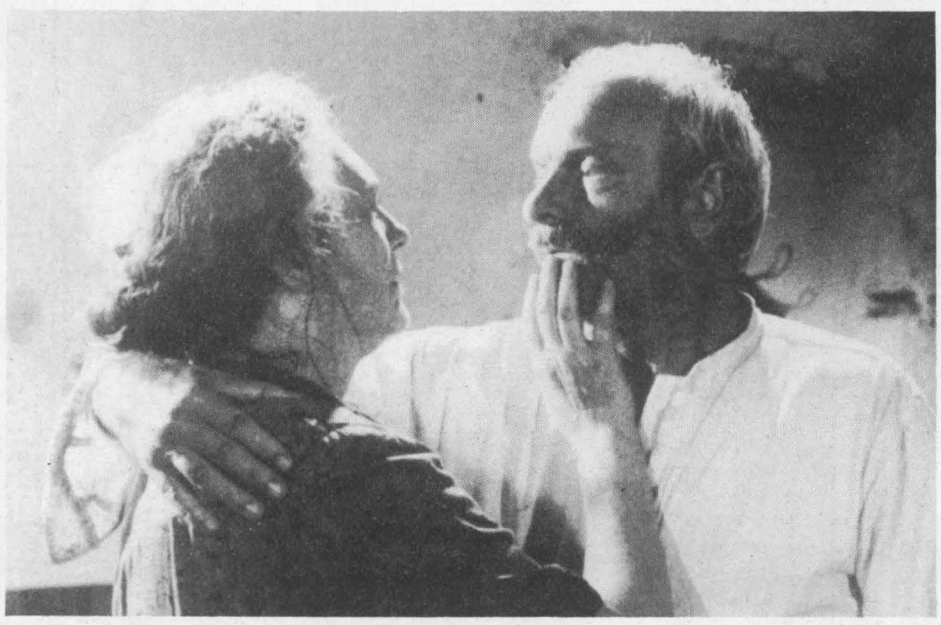
— PAOLO : Mais nous en avons fait notre premier film ! Evidemment ! Au tout début de notre carrière cinématographique, en 1954, nous avons obtenu une petite somme d'argent pour tourner un court métrage de 10 minutes. Ce fut « San Miniato, Luglio 1944 » — un documentaire sur ce massacre. Pour le réaliser, nous sommes retournés au village car nous habitions Rome à l'époque. Nous avons fait des enquêtes, recoupé des témoignages, recueilli des interviews. Le personnage de « la Scardigli », dans le film, nous l'avons retrouvé. Cette femme nous a tout raconté : le départ vers l'église, la mort de ses fils... Elle portait autour du cou un médaillon avec les photos de ses enfants et elle l'a brandi devant la caméra. C'est sur cette image que nous avions terminé le documentaire qui a disparu depuis, les négatifs ayant été égarés... D'une certaine façon, on n'échappe pas à son passé de gosse et il était logique que nous le recrachions un jour ou l'autre. Par exorcisme, peut-être... Nous étions des enfants et le monde nous paraissait placide, éternel. Tout d'un coup, cette image s'est brisée définitivement...

— Mais vous en êtes arrivés à ce film ; à une version plus romanesque des faits...

— PAOLO : Il nous a fallu attendre jusqu'à ce jour. Non pas par impossibilité matérielle ou quoi que ce soit de cet ordre, mais par nécessité personnelle. Il y a douze ans environ, nous avons manifesté le désir de faire un film de cette tragédie mais notre producteur n'y a pas cru. « C'est une histoire de guerre, nous disait-il, et l'Italie n'aime pas les histoires de guerre... » C'était un curieux raisonnement si l'on pense aux chefs-d'œuvre italiens sur les années quarante, mais enfin... Nous n'avons pas insisté bien que têtus de nature. Nous sentions, en fait, que nous n'étions pas réellement mûrs pour nous attaquer à ce souvenir. Du temps devait s'écouler...

Lorsque nous avons enfin pris la décision, nous sommes une fois de plus retournés au village pour retrouver les survivants et aussi interroger des jeunes sur l'image qu'ils ont d'un événement qu'ils n'ont pas connu. A San Miniato, maintenant, on ne parle plus du tout de cette nuit d'août avec le ton d'avant. L'histoire s'est déformée et le document a fait place à une sorte de conte oral, de fable que l'on se transmet de génération en génération. C'est ainsi que nous voulions aborder ce sujet. Non pas comme une

(suite en page 28)



Quand la dialectique a soudain des ailes

PAR SERGE RICHARD

ILS sont un peu lassants, ces frères Taviani : chacun de leurs films est un événement, un vrai, pas un fabriqué par la mode, et à la fin ça commence à bien faire. Mais voilà : comme les précédents, « la Nuit de San Lorenzo » est une date importante du cinéma italien.

On imagine, pourtant, tous les pièges qui guettaient cette évocation d'un épisode de l'année 1944 en Toscane : au moment où l'armée américaine remontait la péninsule, en chassant devant elle les nazis et leurs alliés italiens en chemise brune. Piège de l'illustration sulpicienne, piège du réalisme, piège du « rétro », piège du didactisme appuyé, tout cela Paolo et Vittorio s'en sont joués magistralement.

Même la dialectique a soudain des ailes dans « la Nuit de San Lorenzo », quand les Taviani font éclater en deux la population du petit village pris littéralement entre deux feux : la partie active, qui va s'efforcer, à travers champs et forêts, d'aller à la rencontre des libérateurs ; et la partie passive, qui croit trouver un asile sûr dans l'église, mais y vivra l'épouvante d'un Oradour à l'italienne.

Ce n'est pas que le groupe parti sur les routes connaîtra un sort beaucoup plus enviable : après avoir rejoint des partisans, il sera encerclé avec eux dans un immense champ de blé par les fascistes et décimé sauvagement. Là aussi, les auteurs ont installé un balancement entre les deux groupes qui atteint presque au sublime : ces hommes, voisins de proche village, s'entretuent en se reconnaissant et un sang de même couleur tache chemises noires des uns et vêtements blancs des autres. Mais l'avenir, c'est quand les contradictions se résolvent : lorsque, comme dans l'ultime épisode de « la Nuit de San Lorenzo », un personnage émerveillé découvre à la fenêtre « qu'il pleut et qu'il fait soleil en même temps ».

Qu'on n'aille donc pas croire que ce film est « moins politique », comme il a été dit, que les œuvres précédentes des Taviani. Tout au contraire. « La Nuit de San Lorenzo » est un film sur l'espoir, à l'évidence, mais pour les deux auteurs cet espoir a une coloration qui leur est, qui nous est fraternellement familière. Simplement, les temps ont changé depuis les premiers films des Taviani : la gauche italienne vit aujourd'hui le « riflusso », le reflux. Ce n'est pas le défaitisme. C'est un effort accru de lucidité, passés les enthousiasmes trop rapides et les certitudes trop bien ancrées, pour redéfinir des objectifs plus limités peut-être, mais plus sûrement accessibles : comme les vieux amoureux du film, un bonheur ici et maintenant, plutôt que « le » bonheur pour après-demain — c'est la leçon essentielle de « la Nuit de San Lorenzo ».

Or, cette réévaluation des luttes d'aujourd'hui et des potentialités actuelles, les Taviani pensent qu'elle ne se fera correctement qu'en remontant aux racines. Le passé peut aider à agir sur le présent. A condition de ne pas négliger une donnée importante : l'Histoire objective, en l'occurrence, compte moins que le produit de l'événement, tel que l'a engendré la mémoire populaire.

Dans « la Nuit de San Lorenzo », c'est la mémoire d'une fillette de six ans, petite héroïne de cette aventure, qui effectue la « médiation » en question : le film n'est rien d'autre que son récit, une vingtaine d'années plus tard. Ce procédé permet aux Taviani une profonde originalité dans leur narration : à l'horreur de la guerre se mêlent (ou se substituent) chez un enfant l'imprévu buissonnier, les jeux inédits, les étonnements, le comique de certaines situations imperceptible à l'adulte, voire les réminiscences d'acquis scolaires ou de récits mythologiques d'un vieux parent...

Mais surtout, l'emploi de cet enfant paraît débloquer chez Paolo et Vittorio Taviani le lyrisme qu'ils s'efforçaient déjà assez vainement de retenir dans « Padre padrone » et « le Pré ». Peut-être parce que cette fillette les représente, eux qui étaient aussi des gosses en 1944, les deux auteurs perdent définitivement la froideur abstraite qui glaçait un peu, sur la lagune vénitienne, les personnages de « Saint Michel avait un coq ».

Cette chaleur inattendue du dernier film des Taviani, cette proximité physique encore accentuée par la densité avec laquelle les bruits sont restitués, cette musique qui parle si bien de l'espoir, tout cela vous étreint. Et il faudrait avoir avalé son Brecht de travers pour s'imaginer que cela nuit en quoi que ce soit à ce que veut nous dire « la Nuit de San Lorenzo ».



(suite de la page 27)

analyse parfaitement sérieuse, mais comme le récit d'une imagination collective. Nous avons opéré un double éloignement par rapport à la vérité historique : nous avons parlé de cette nuit à travers les exagérations, les déformations des souvenirs actuels et, en plus, nous avons donné le rôle du témoin principal à une enfant. Une enfant ne voit pas comme un adulte ; elle ne perçoit ni le sérieux, ni le dangereux mais le fantastique.

— Vous parlez de fable, est-ce la raison pour laquelle le film s'ouvre et se clôt sur une comptine qu'une mère chante à son enfant tout en lui racontant cette aventure ?

— PAOLO : Nous avons voulu raconter cette nuit comme une fable ; lui donner l'aspect de cette comptine que l'on chante depuis toujours en Toscane. Surtout, nous désirions n'être jamais didactiques... disons plutôt que nous espérions être évocateurs ; savoir raconter comme on le faisait jadis au temps des chansons de geste. Au début, avec la seule vision du ciel étoilé, peut-être avons-nous voulu montrer notre prière, à Vittorio et à moi-même, pour avoir la force de faire face à ce souvenir. A la fin, lorsque la mère berce l'enfant, nous avons voulu montrer qu'elle a parlé pour elle seule, pour se délester de ce cauchemar, pour se donner du courage. Dans la bande sonore, à cet instant précis, on entend par trois fois le son lancinant d'un cor. C'était une façon de dire l'angoisse.

— Mais ce film n'est pas angoissé ; il est porteur d'espoir...

— PAOLO : Porteur d'espoir, oui, mais au sein d'une situation désespérée. La leçon à tirer, si l'on veut, ce pourrait être que lorsque tout semble perdu, on peut encore sauver quelque chose. Ceci est très moderne car nous vivons dans un monde désespéré. Or, il faut réagir ; il ne faut jamais être passifs. Si nous avions été passifs, nous serions morts dans les bois, cette nuit-là. Il faut se dire que, pour noir que soit l'horizon, la nuit éternelle n'existe pas. Ce film a reçu un formidable accueil chez nous, auprès des jeunes. Ce que nous n'escomptions pas, mais qui prouve, d'une certaine façon, qu'avec une histoire d'hier nous parlons un langage d'aujourd'hui. Je crois effectivement que la génération actuelle a envie de relever le défi d'un monde qui se délabre. Elle fait sûrement sienne l'une des phrases clés du film : « S'il est vrai que le jour de la fin du monde est toujours proche, il est également vrai que chacun d'entre nous a le devoir de survivre. »

— Vous avez donné à « la Notte di San Lorenzo » une forme « opératique » par l'apport du Requiem de Verdi et la théâtralisation de l'action...

— PAOLO : En Italie, l'opéra est vraiment le langage populaire — ce qu'il n'est pas chez vous. En plus, pour nous, ce fut la première rencontre avec le monde du spectacle : un opéra, un jour de mai à Florence. Depuis ce jour, Verdi, Donizetti et le grand rideau de la scène étaient les symboles de la magie. A chaque fois que nous allions voir un opéra, nous faisions, après, une représentation de l'œuvre pour les camarades du village. Nous passions le disque et mimions l'action... L'opéra n'a jamais été éloigné de nos films parce que c'est notre premier amour. Nous nous en inspirons comme source de « spectaculaire ». Nous filmons souvent en plans très larges, de façon à

percevoir tout l'espace comme une scène de théâtre où se dérouleraient les événements contés. En plus, pour « La Notte », n'oubliez pas que c'est une petite fille qui regarde. Une fillette qui a été nourrie de mythologie, de récits tirés de l'antiquité. Elle voit donc tout à travers son univers personnel. Elle transforme... De la même façon, le sens de l'excès qui est contenu dans l'opéra nous aide à transcender la banalité, le réalisme de certaines séquences...

— Il y a une scène très forte dans ce film, c'est le combat acharnée et absurde que se livrent les fascistes et les partisans de Galvano. Des gens qui sont voisins, parents peut-être...

— **VITTORIO :** Si l'on veut parler vraiment de la guerre, du sujet « guerre », alors il faut d'abord parler de la guerre qui oppose des ennemis qui se connaissent. La guerre fratricide, la guerre civile. Celle-là est la plus terrible. En plus, en Toscane, il y a une tradition de la cruauté au sein des mêmes familles. Dès le Moyen Age ou sous la Renaissance, on trouve la lutte entre les Blancs et les Noirs qui n'était rien d'autre qu'une guerre intestine. Là, nous avons voulu montrer cela, cette folie, cette aberration. Des gens se croisent, ils sont ennemis. Mais ils savent très bien qui ils sont. D'où un flottement, une hésitation... Et, parce que, justement, ils se connaissent, ils sont peut-être plus cruels encore vis-à-vis de l'autre qui n'a pas suivi le même chemin...

— Ce film possède une extraordinaire sensualité de la nature. Vous vous reconnaissez dans ce nouveau cinéma italien — Ermanno Olmi, par exemple — volontiers paysan ?

— **VITTORIO :** Toute civilisation a ses racines dans la terre, dans la campagne, dans la forme première de l'esprit paysan. Il ne s'agit pas de faire un cinéma nostalgique sur un certain passé rural, mais de comprendre qui nous sommes. Le patrimoine, la richesse absolue de l'art, c'est la mémoire.

— Qui sont exactement les comédiens de ce film ? De réels paysans ?

— **PAOLO :** Toute la critique a écrit que, mis à part Omero Antonutti, qui interprète Galvano et Margarita Lozano, qui interprète Concetta, les autres étaient des non-professionnels. Qu'est-ce qu'on a pas entendu ! Ah là, là ! Car ils sont tous des comédiens et se sont un petit peu vexés. Certes, il y a des comédiens de théâtres régionaux, beaucoup d'acteurs qui n'avaient jamais vu une caméra et nous apportaient une virginité qui est irremplaçable... mais ce sont des professionnels. Nous avons pris aussi toute une une famille, les Guidelli, qui sont un peu des bateleurs, des comédiens ambulants parcourant la campagne. Pour la figuration, bien sûr, on trouve d'authentiques paysans...

— Ce film a été primé à Cannes. C'est une palme de plus pour vous ?

— **Vittorio :** On est heureux, bien sûr ! Mais cela doit surtout faire plaisir à des jeunes... Ce qu'il faut dire, c'est que nous avons choisi le cinéma pour être aimés de gens que nous ne connaîtrons jamais... Ce sentiment-là est très fort.

— Il y a un mot de la fin à « la Notte di San Lorenzo » ?

— **PAOLO :** Non, justement, c'est un film ouvert. Nous espérons avoir été entendus pour ce que nous voulions raconter : qu'il faut lutter. Nous n'avons pas voulu jouer les anciens combattants rabâchant sans cesse leur passé, mais nous avons voulu montrer que l'on peut être solide, fort, positif même au comble de la tragédie. « La Notte » n'est pas un discours, c'est une fantaisie et nous avons seulement voulu exprimer la dignité de l'homme. Sans faire la morale.

(propos recueillis par FABIAN GASTELLIER)



« Padre Padrone ».

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 29 OCTOBRE

T.f.1. Le grand studio - 20 h 35 de Michel Legrand

Depuis qu'il a vendu ses parapluies de Cherbourg à travers le monde entier, Michel Legrand est partout à la fois... Mais souvent avec talent, alors ! En plus, ce soir il invite la grande (et méconnue) Catherine Lara. Un bon point.

A.2. Ciné-Club : cycle Marguerite Duras - 22 h 55 voir encadré

F.r.3. Prélude à la nuit - 23 h

La sonate en la bémol majeur, opus 26 de Ludwig van Beethoven par l'immensissime Arturo Benedetto Michelangeli... on craque !

T.f.1



Pierre Larquey et Noël Roquevert dans « l'Assassin habite au 21 ».

A.2. Hommage à Georges Brassens 20 h 35 d'André Frédérick.

Des images inédites d'un géant qui a eu le très mauvais goût de nous quitter il y a un an déjà. On n'a pas encore pardonné à la camarde et on ne pardonnera pas de sitôt.



F.r.3.

Charles Vanel dans « Cadavres exquis ».



Kipa

L'émission de la semaine : ciné-club — cycle Marguerite Duras, « Des journées entières dans les arbres ».

Une mère vieillie retrouve son fils, trop grand, trop adulte, trop loin... Ils délirent à deux et, lentement, le temps qui les a séparés les achève. Un roman fascinant, un film à vous arracher les larmes. Conte tendre et cruel de la vie qui s'en va. Ce moment de cinéma, habité de la silhouette cassée de Madeleine Renaud, est un instant rare. La semaine prochaine, « India Song ». Duras en overdose. Pour chavirer de l'âme...

Antenne 2 - 22 h 55

SAMEDI 30 OCTOBRE

T.f.1. Au choix Droit de réponse ou « Dallas ».

Et si c'était Polac qui avait tiré sur J.R. ?

A.2. « Deuil en 24 heures » (fin) 21 h 50 de Franck Casssenti d'après Vladimir Pozner

Suite et fin d'une excellente série. On l'a déjà dit la semaine dernière. On le répète. Parce que, c'est bien connu, on se sert des médias pour faire de l'intox !

F.r.3. Panurge 20 h 35 de Jean-Christophe Averty, d'après Rabelais.

La truculence du XVIe siècle passée à la moulinette d'un authentique fou. On fait les gros yeux ? Voire... aurait dit, justement, Panurge (c'était notre minute culturelle).

DIMANCHE 31 OCTOBRE

T.f.1. « Le Magnifique » 20 h 35 de Philippe de Broca.

Publicité mensongère : Belmondo n'a jamais été beau mais le film est sympathique.

LUNDI 1er NOVEMBRE

T.f.1. « L'assassin habite au 21 » 20 h 35 de Henri-Georges Clouzot

Suzy Delair et son tralala, Pierre Fresnay en rupture de Pagnol et surtout les merveilleux seconds rôles, gloires d'un certain cinéma français de qualité — Pierre Larquey, Noël Roquevert, Jean Tissier — font que cette rediffusion est un plaisir. Un film daté au bon sens du terme. « L'assassin habite au 21 » ou le trio infernal des années quarante.

A.2. Théâtre pour demain : « L'amoire » 21 h 50 de Pierre Bourgeade

Pour passer une frontière sans être remarqué, donc sans bagages, un homme finit par manger son armoire. Une réalisation de Paul Planchon sur un roman surréalisant de Pierre Bourgeade avec Michel Lonsdale. Oh oui !

F.r.3. « Elle court, elle court, la banlieue » 20 h 35 de Gérard Pirès

Marthe Keller et Jacques Higelin aux prises avec la rude condition du travailleur éloigné de son lieu de labeur. La réalité sociale vue avec les lunettes de l'humour. Décapant.

MARDI 2 NOVEMBRE

T.f.1. Concert : « Elias » 20 h 35

En différé de Notre-Dame, l'oratorio de Mendelssohn dirigé par Seiji Ozawa. Une œuvre un peu lancinante mais une direction resplendissante et un José Van Dam rayonnant comme d'habitude.

A.2. Dossiers de l'écran : « le Sucre » 20 h 40 de Jacques Rouffio.

Après un film « énaurme » et corrosif le débat : l'argent n'a pas d'odeur. Que non, que non. Face à face : François de Closets et Philippe de Rothschild. Ça s'arrose !

F.r.3. Tirez sur le pianiste, 20 h 35 de François Truffaut.

Un des rares films maudits de Truffaut, cinéaste d'habitude heureux. Sorti un an après les triomphants « 400 Coups », cette parodie douce-amère des thrillers américains fit un bide en son temps en dépit de la présence frileuse et attachante de Charles Aznavour. A réhabiliter.

MERCREDI 3 NOVEMBRE

T.f.1. « Le Parsifal » de Liebermann 21 h 35 de Josée Dayan et Alain Duault.

Un reportage sur l'une des mises en scène d'opéra les plus fabuleuses d'aujourd'hui. Extraits du spectacle, séances de travail et interview de Rolf Liebermann. En attendant que la France nous projette l'œuvre dans son intégralité, un apéritif de choix.

JEUDI 4 NOVEMBRE

T.f.1. « Mozart n° 3 » 20 h 35 de Marcel Bluwal

Wolfgang à Paris, le 14 juillet 1789. Il n'y a rien compris, mais, peu après, il composa « Idoménée ». On lui pardonne.

F.r.3. « Cadavres exquis » 20 h 35 de Francesco Rosi.

Maffia et terrorisme main dans la main. D'après un roman du Sicilien Leonardo Sciascia, Francesco Rosi, le pape prophétique du cinéma politique italien, réussit un de ses films les plus aboutis. Haletant, sophistiqué, terrifiant et visionnaire.

Cinéma : du béton pas de la dentelle

Pourquoi bouder un certain plaisir ? Revoir « les Misérables », c'est toujours tonique pour l'œil et puis cela peut vous donner le réflexe de relire ce bon vieil Hugo. Alors... Alors oui. Alors mais... Plongeons dans le distingo subtil : il y a « certain plaisir » et « plaisir certain ». Ce qui n'est pas du tout la même chose, le premier vous distrayant, vous sauvant de la mauvaise soirée et le second vous balançant dans l'extase, le désir que ça ne finisse jamais. Robert Hossein se place, avec ces « Misérables », dans la catégorie numéro 1. Voici Hugo solidement campé, taillé à même la pierre, rendu avec force et, par moments, conviction. C'est poignant, bien fait et pas trop mal découpé en tranches cinématographiques, même si l'excès de cambouis et autres huiles à machine dont Hossein use et abuse pour signifier la misère vous donne parfois plus l'impression d'assister à une pub pour une lessive qui laverait plus blanc qu'à la chronique acérée d'un XIXe siècle esclavagiste. Cela dit, on marche, c'est vrai. Parce qu'Hossein n'y va pas de main morte ; qu'il filme « carré » et que la trame romanesque se suffise à elle-même pour impressionner son monde.

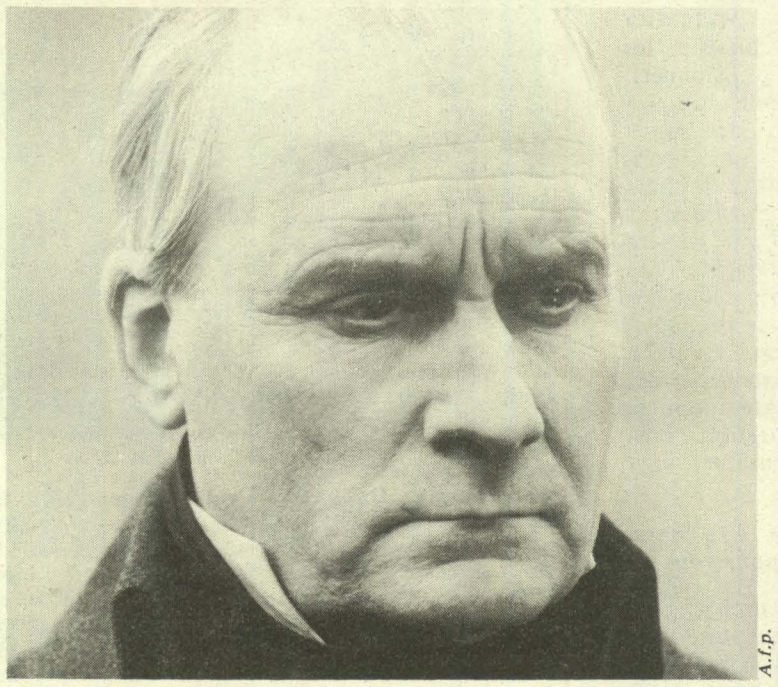
Seulement voilà : « les Misérables », c'est peut-être bien ce noir pathos où l'on barbote sans trouver l'issue mais ce n'est pas que cela. Certes, Hugo n'a pas fait, ici, dans l'impressionnisme mais il n'a pas non plus versé dans le seul déballage extérieur de la détresse absolue. Sa dénonciation est autrement charpentée, bien plus subtile que cela. Sans compter la profondeur philosophique et morale qui se dégage de l'opposition du bien et du mal. Or, avec les « Misérables » de Robert Hossein, il est difficile d'aller plus loin que le premier degré. L'humanité est vile, point à la ligne. La condition ouvrière était abominable, point à la ligne. Si Michel Bouquet (Javert), Jean Carmet et Françoise Seigner (les Thénardier) réussissent, par un seul regard, à en signifier plus, Lino Ventura (Valjean), lui, est tombé dans le panneau. Front buté, regard en dessous, mâchoires serrées : c'est le numéro du gangster à la Audiard reconverti dans les petits classiques illustrés. Il faut dire que là, Hossein ne l'aide pas. On joue musclé, pas psychologique ; on fait dans le menhir, pas dans la dentelle. Du coup, on obtient une moitié de « Misérables » : la photo sans le négatif, l'époque sans l'atmosphère.

Hugo, tout Hugo, c'est plutôt du côté de la télévision d'hier qu'il faut aller le chercher. Remonter le temps jusqu'en 1972 où Marcel Bluwal filmait ses « Misérables ». Ça, c'était quelque chose ! Et qui n'a pas vu Alain Mottet, Bernard Fresson et Georges Géret témoigner comme s'ils l'avaient vécu de ce Paris tumultueux des années 1820 n'a rien vu... Là, il se passait quelque chose. Qu'on pourrait appeler un regard politique. Expression qui n'a jamais voulu dire simplification primaire et scolaire...

Paradoxe : l'univers volcanique hugolien, tout en plaies et bosses, est rendu par Robert Hossein avec le rouleau compresseur de la mise à plat. A l'époque où le cinéma invente le relief, c'est un peu dommage.

FABIAN GASTELLIER

La vie d'artiste



A.f.p.

Michel Bouquet, Javert.

Théâtre : le Baroque à l'ère glaciaire

L'empereur de Chine se réveilla un matin en se souvenant d'avoir rêvé qu'il était un papillon. « Mais, se dit-il, où est la vérité ? Suis-je réellement l'empereur ayant rêvé qu'il était un papillon ou bien un papillon rêvant en cet instant qu'il est l'empereur de Chine ? » Cet apologue de l'obscure philosophe Tchouang-Tzeu a deux mille ans, mais la question n'a pas d'âge. En son temps — le compliqué Baroque espagnol — Calderon se l'est aussi posée en écrivant « la Vie est un songe. »

Le roi d'une Pologne imaginaire nourrit les pires craintes sur l'état d'esprit de son fils, Sigismond. Il le croit violent, brutal et l'a dès sa naissance enfermé dans une tour construite à cet effet. Là-bas, chargé de chaînes, l'enfant qui est devenu homme ignore tout de la vie, de son rang, de son destin. Un jour, pourtant, le roi veut donner une chance à l'héritier : il l'endort, le dépose au palais où le jeune homme se réveille entouré des plus luxueux fastes. Mais le monarque avait vu juste et Sigismond se montre menaçant. Du coup, on le rendort et il se réveillera, croyant avoir rêvé ce sang princier. Plus tard, lorsqu'une insurrection l'amènera sur le trône, Sigismond balancera encore entre la certitude et le doute. C'est alors qu'il comprendra que seule la force intérieure, en dominant les passions, peut balayer le monde de l'illusion. De la victoire de la raison pure...

La pièce de Calderon, lourde du vocabulaire précieux et volontiers redondant de l'âge d'or et d'une surcharge d'actions comme de personnages, est superbe jusqu'à sa seconde partie. Elle démarre en flèche, pertinente analyse du monde, des mœurs, de la vie ; intelligent clin d'œil sur la relativité de toutes choses. Ce combat permanent entre le solide et l'inconsistant, les réalités et les apparences ne sont pas sans



Sygma

Jean Carmet, Thénardier.

plaisir pour l'oreille. Malheureusement, tout se gâte lorsque Sigismond retrouve sa geôle. Calderon se fait moraliste, son verbe déraille vers la sentence et le « tunnel » (l'immense confession de Rosaure, sorte de récit de Théramène sans rapport aucun avec la fable) et tout ce qui était mobilité, agilité, permanent tour de passe-passe se fige soudain en une leçon tristement rigide bien qu'un peu kantienne avant la lettre.

Ne peut-on lutter contre le courant ? C'est à croire que non puisque la mise en scène de Jorge Lavelli suit exactement la même pente. Au départ, pourtant, quelque chose se passe, d'inhabituel : voici Calderon rêvé à froid, d'une façon glaçante même... Lourde prison, costumes de moujiks du troisième type, palais aux immenses glaces trompeuses : Lavelli oppose une distance à la féerie qui, du coup, vire au cauchemar. Sigismond est récupéré en personnage sympathique et les nobles aux brocarts empesés deviennent les tyrans. Qui plus est, en utilisant le système du changement à vue des décors, Lavelli montre qu'il a saisi l'ambiguïté du jeu et qu'il sait le restituer. Et puis, hélas, c'est l'écrasement au sol. Les comédiens prennent la pose, la machinerie se fait lourde (une incroyable scène de guerre où Lavelli en fait soit trop, soit pas assez) et le travail théâtral se referme sur lui-même, en s'assommant. A partir de cet instant, Calderon et sa traductrice Céline Zins n'aidant pas leur monde, le sommeil guette.

Pourtant, la pièce et la mise en scène sont habitées — c'est le moins qu'on puisse dire — par la subtile et passionnante composition de Jean-Luc Boutté. Tout à tour innocent et cruel ; aveuglé puis désespéré, il donne de Sigismond une vision juste en élargissant son personnage de théâtre à la condition humaine. Prisonnier, comme tout le monde, d'un univers tout en chausse-trapes ; funambule, comme vous et moi, entre le tangible et l'éphémère ; entre la vie et la mort...

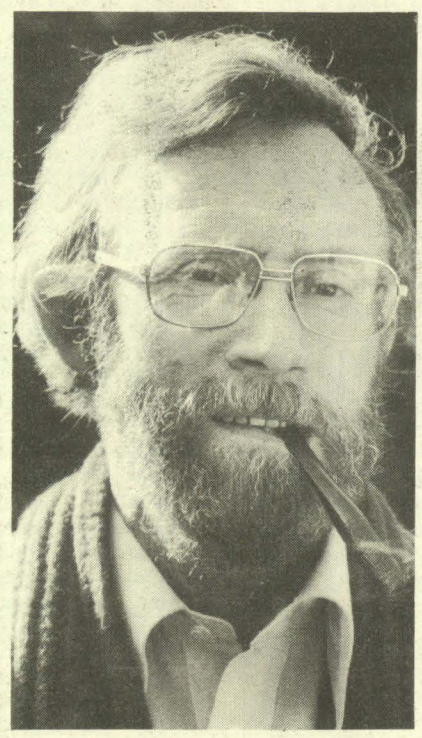
A ses côtés, François Chaumette, Roland Bertin ou, encore, Michel Duchaussoy servent parfaitement ce conte cruel. Seule, peut-être, Ludmilla Mikaël déçoit : elle fait dans la tirade comme Sarah Bernhardt faisait dans « l'Aiglon ». Trop maniérée, trop fabriquée, cette touchante comédienne paraît, ici, comme désincarnée... Mais allez donc jouer Calderon !

F.G.

* *Théâtre national de la Comédie-Française : 296.10.20 en alternance.*

DIPAPACÉQUOI

Panem et circences



par Piem

— Aujourd'hui c'est la moitié sud de la France qui joue.

— Nous avons une auditrice en ligne.

— Allo ! oui, je vous écoute...

— Madame Poire Lucienne de Saint-Sulpice-les-feuilles...

— Bonjour Patrick.

— Bonjour Lucienne, tagada, tagada, tagada, vous savez, tagada, tagada, que vous pouvez gagner 675 milliards en répondant à cette question .

— Oui... M'sieur...

— Oh ! elle m'appelle Monsieur, tagada, tagada.

— Oui... Patrick.

— Tagada, tagada... quel était le numéro du roi Henri qui était sur un cheval blanc ?

— ... cinq.

— Cinq : Vous avez bien dit cinq, Lucienne, parfaitement... Lucienne a dit « cinq », eh bien, Madame Poire Lucienne de Saint-Sulpice-les-Feuilles, le chiffre était... tagada, tagada, tagada... je suis désolé... « quatre », c'était Henri quatre, mais c'était difficile.

— ...

— Ah ! vous aviez pensé « quatre » je suis désolé, vous avez dit « cinq »... Etes-vous triste de ne pas avoir gagné 675 milliards ?

— Oh ! non ! monsieur Patrick, ce n'est qu'un jeu...

— Candidate suivante, nous allons avoir en ligne Mademoiselle Pigeon Simone, mais avant une page de publicité...

— Des slips et des soutiens-gorge qu'on peut appeler par leurs prénoms, tagada, tagada...

Le père et son fils habitaient au nord de la France et par la même occasion au bord du désespoir, car ils étaient exclus de cette grande fête ludique. Chaque jour, des zones de jeux étaient définies excluant arbitrairement une partie de la population, bloquée en zone occupée par l'ennui. Mais l'esprit de la résistance animait cet homme intrépide, aussi décida-t-il de passer en zone sud avec son fils.

Il avait pendant un temps supporté l'ennui en achetant de faux tickets de franche rigolade. Il se payait au marché noir des tranches de « grosses têtes » et autres âneries du même genre.

Un passeur les aida à traverser la ligne.

Ils arrivèrent à Lyon-Perrache le lendemain à l'aube, juste pour entendre les haut-parleurs annoncer que c'était la moitié nord de la France qui jouait ce jour-là.

Assis sur leurs pauvres valises, ils eurent un moment de désespoir. L'homme tira de sa poche un vieux morceau de calembour qu'il avait enveloppé dans une serviette. Il s'apprêtait à la partager avec son fils, lorsqu'un passant voyant la scène alerta la police. Accusés d'atteinte à la débilité nationale ils purgèrent une peine de six mois de prison. A leur sortie, ils se rendirent dans la moitié est chez un vieux parent qui avait le jeu dans le sang. Dans sa cave, il avait installé sa radio et il pouvait écouter du Bellemare clandestin les jours de disette. Le père et le fils y restèrent le temps de se refaire une pinte de bon sang.

— Pomme, Pomme, Pomme, Pomme, attention, Madame, vous jouez pour trois mille cinq cents francs et une planche à repasser offerte par les slips et les soutiens-gorge qu'on peut appeler par leurs prénoms.

Mais déjà on entendait gronder au loin les armées de la libération de l'homme par l'homme. Le jeu envahit l'ensemble du territoire et, du Nord au Midi, les jeux de vingt heures abreuvèrent les sillons.

Quand le père et le fils sortirent de la cave, un peloton de petits rigolos les attendaient à la porte.

« Jeux à volonté », cria le chef.

Criblés de rire, le père et le fils s'écroulèrent sur le sol de l'amère patrie.

Vient
de paraître

INTRODUCTION
A LA GESTION
DES COMMUNES



INSTITUT
ANDRÉ BOULLOCHE

Indispensable à tout candidat aux élections municipales.
Utile à tous ceux qui s'intéressent à la vie de leur commune.

Un ouvrage de 250 pages, 35 F le volume, réalisé par l'Institut André Boulloche.

Diffusion libraires : N.D.L.
Diffusion militante (aux adhérents exclusivement)

CLUB SOCIALISTE
DU LIVRE
10, rue de Solférino
75333 Paris cedex 7

bccm
Banque Centrale des Coopératives
et des Mutuelles

La B.C.C.M. se caractérise avant tout par l'esprit qui anime son action. Son appartenance à deux mouvements à but non lucratif -
LE MOUVEMENT COOPERATIF ET LE MOUVEMENT MUTUALISTE
-lui permet de privilégier avant toute autre considération, la qualité de ses services.

Elle se veut à la mesure d'une grande ambition :

ETRE AU SERVICE
DE L'ECONOMIE SOCIALE

Siège social : 12, place de la Bourse - 75002 PARIS

Tél. : 233.44.71

petites annonces

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

Dans toute réponse prière de reporter le numéro de référence de l'annonce.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 272. Licencié en droit, 33 ans, secrétaire général CS à 10 000 h., diplômé E.n.a.m., 14 ans administration communale, cherche poste S.~Gle. C. + 20 000 h. ou S.g.a. C + 80 000 h. dans banlieue parisienne et départements 16, 17, 44, 49, 79, 85.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 273. URGENT. Employée de maison cherche travaux indifférents, logée, à Paris.
Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

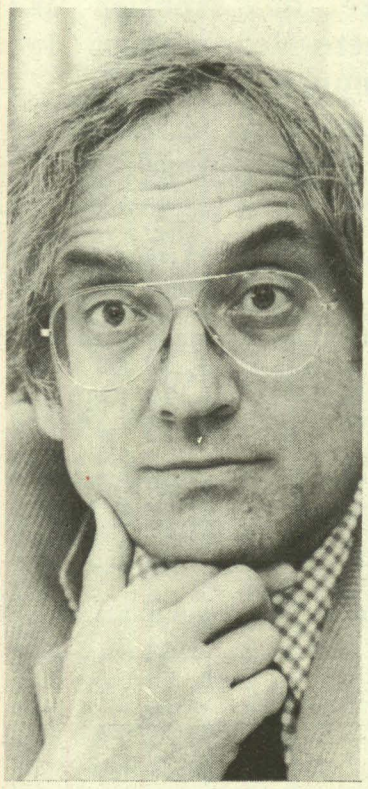
Réf. 274. Quelques amis voudraient regrouper toutes idées, expériences, propositions sur les thèmes « plein emploi » et « peut-on aller plus vite vers un plein emploi stable en France ».
Ecrire au journal qui transmettra.

Le Service

DARTY

TV. Electroménager, Hi-Fi, Vidéo.

La chronique de Max Gallo



NE nous indignons pas. Lisons et relisons ces titres parus à la première page de deux journaux d'opposition. Le premier est du 22 octobre. Voici le texte de cette « information » : « L'affaire du Coral. Vos enfants en danger. La gauche cherche à innocenter : les rapports sexuels adultes-mineurs. » Je crois qu'on a rarement atteint depuis le 10 mai 1981 un tel degré de bassesse et de volonté de manipulation.

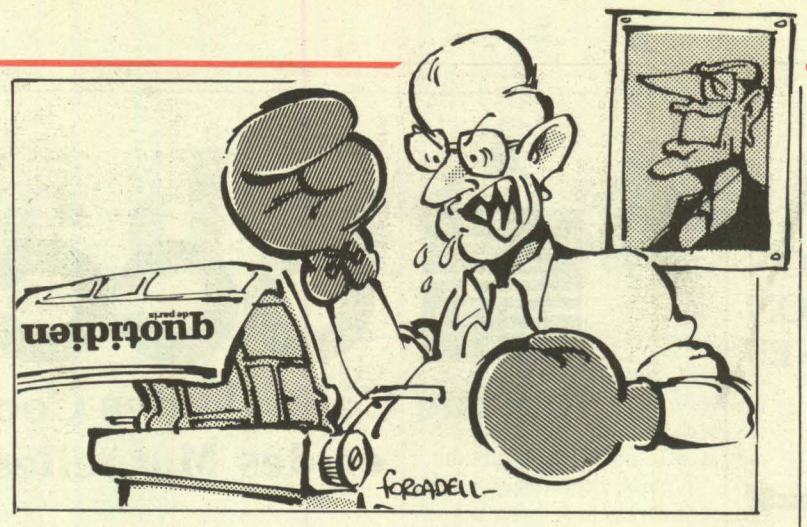
Mais le titre paru le 23 octobre dans un autre quotidien est lui aussi un chef-d'œuvre du genre. Il faut le citer en entier : « La « dernière » de Régis Debray. Main basse sur le poète. Le conseiller culturel du chef de l'Etat attendait hier à Orly le poète cubain Armando Valladares emprisonné pendant 22 ans par Castro et récemment libéré. Mais c'était afin de « l'enlever » purement et simplement sans égard pour tous ses amis venus l'attendre à l'aéroport. » Ce titre se poursuit encore par un : « Le ravisseur en action. » Et le 25 octobre alors que Valladares a déjà parlé à la télévision et qu'il s'exprime dans les journaux, le même quotidien qui donne la parole au poète en page 40 titre encore en page 13 : « Comment Régis Debray a voulu escamoter le poète. » Il « s'est empressé d'expédier pendant 24 heures l'ex-prisonnier de Castro dans un hôpital... » Sur le mode de l'enquête on évoque le « fantôme » de Valladares, disparu, étouffé, retrouvé, silencieux, au terme d'un ignoble chantage. Mais le même homme répond aux questions page 40...

Pour qui s'intéresse à l'information, ces deux titres sont exemplaires. Que ceux qui les ont composés se présentent comme les défenseurs de la liberté d'informer et de la vérité ne manque pas de sel.

Dans le premier cas, on part d'une information judiciaire inachevée et difficile pour glisser, sans preuve ni justification autre que la volonté de salir, à la dénonciation de la gauche tout entière, responsable du viol des enfants : « Vos enfants en danger. » Les pervers — la gauche quoi ! sont au pouvoir.

Où sont donc passés ces intellectuels si sourcilleux quand, dans un congrès, un dirigeant socialiste attaque en des termes quelquefois discutables la politique de la droite ? Où sont-elles ces consciences qui s'indignent si facilement et guettent tout écart de langage de la gauche ? Muettes sur cette évolution de certains secteurs de l'opposition, qui rejoignent — je l'ai déjà noté plusieurs fois ici — les bonnes et vieilles traditions de la presse d'extrême droite d'avant-guerre, de « Je suis Partout » à » Gringoire ».

Plus exemplaire encore est le cas du second titre, parce qu'il prolonge une



« affaire » dont Régis Debray a été le centre.

Revenons sur les faits. Debray a eu tort de prononcer à propos d'« Apostrophes » quelques mots excessifs (dictature, etc.). Quant au fond, je ne suis pas d'accord avec lui : « Apostrophes » concourt au débat d'idées. Pivot, animateur de télévision, n'a pas de concurrent parce qu'il est l'un des seuls à ne pas utiliser le petit écran pour promouvoir, narcissiquement, sa propre gloire et son image. Il a cette générosité qui consiste à s'effacer tout en menant le jeu, à servir son émission et les auteurs qu'il invite. Debray s'est excusé. Je comprends que puisqu'il est aussi conseiller de l'Elysée pour les questions culturelles, ses propos aient pu inquiéter ou permis qu'on fasse mine de s'inquiéter. Soit. Il avait d'ailleurs, il y a quelques années, dans son analyse du « Pouvoir intellectuel en France » avancé les mêmes thèses. Il n'a pas varié. Moi non plus. J'avais critiqué ce livre, de manière un peu passionnelle. J'avais confiance, plus que Régis Debray, il me semble, dans le mouvement naturel des idées, qu'aucun pouvoir sinon dictatorial — et encore : voir l'U.r.s.s. et l'état réel de l'opinion — n'est à même d'étouffer. A fortiori ici. Les élections de mai et juin 1981 l'ont montré.

Mais les faits ne se limitent pas à ce qu'a dit Régis Debray et sur lequel il faut s'exprimer sans équivoque. En effet, autour des paroles initiales se sont amoncelés d'autres faits : des dizaines d'articles, des déclarations, des titres à la Une, des couvertures et des double pages dans les magazines, des mises au point, des interviews à la télévision ou à la radio. Trop ? La question n'a pas de sens. Elle implique déjà une échelle de valeurs qu'il est toujours délicat d'appliquer. Bornons-nous à ce constat : dans l'affrontement des idées, aucune erreur, aucune maladresse n'est tolérée.

La rapidité de réaction des adversaires de la gauche, la démesure de certains commentaires est éclairante.

A lire quelques articles, on pouvait croire que l'émission d'« Apostrophes » avait été supprimée et que Régis Debray était vraiment un « dictateur », un « tyranneau médiocre », alors que toute sa pratique, ses livres montrent qu'il est un intellectuel qui s'expose.

N'est-ce pas cela qu'on ne lui pardonne pas ? Car les idées, ici, à Paris, chacun en joue et en change au gré des saisons et quelquefois des intérêts. On a été stalinien, maoïste. On s'est tu au moment des procès de Moscou à Paris, quand Charles Tillon, le résistant admirable, était dénoncé alors qu'on savait. On est devenu partisan farouche des droits de l'homme. Tant mieux. Mais on n'admet pas que Régis Debray, à sa manière parfois déplaisante et souvent contestable, ne franchisse pas la frontière. Et ne soit pas devenu un histrion mais demeure un intellectuel qui écrit, agit et donc prend le risque de se tromper.

De ce point de vue il est — comme l'ont été avant lui bien des figures de la gauche — un bouc émissaire. On ne lui passera rien. Je ne le défends pas. Il n'a pas besoin qu'on vole à son secours. J'essais seulement de comprendre cette haine tenace qui le poursuit, cette irritation qu'il provoque, ce déchaînement de tant de valets de plumes qui font penser à des valets d'armes.

Imaginez les titres qu'on eût pu faire avec cette libération du poète Armando Valladores. « François Mitterrand et Régis Debray arrachent le poète Villadares aux prisons de Castro. » Ou bien : « Après quatre heures d'entretiens dramatiques, Régis Debray fait entendre raison au dictateur cubain. »

Ou encore « Debray le compagnon du Che prêche la libération d'un poète et convainc Castro. » Et même, dans le genre sobre : « Succès de la diplomatie de François Mitterrand et des droits de l'homme : Régis Debray est venu personnellement accueillir à Orly le poète cubain Valladares, arrivé à Paris en avion spécial mis à sa disposition par le gouvernement français. »

Je ne prétends pas qu'il fallait choisir ces titres. Mais à les lire on mesure le pouvoir de « commentaire » que peut cacher une « information ».

Bien sûr, on touche à la caricature quand, à propos de l'arrivée à Orly de Valladares, un quotidien parle de Debray « commissaire politique qui récupère un colis précieux », ou que tel autre annonce qu'il s'agit « d'un transit dans une prison d'Etat ».

Alors oui, la colère un instant vous emporte. Et puis, à quoi bon s'étonner ou s'indigner ? Ils font et feront flèche de tout bois. (J'apprends même aujourd'hui que, comme auteur, je n'ai pas eu « les faveurs de la foule » à la Fête de la Rose à Marseille... où une grippe m'a empêché de me rendre... On juge de l'importance de la nouvelle, mais pas de petit profit dans l'information biaisée). Que faire alors ?

Il ne se passe pas de jour que dans ma ville où règne un journal unique, d'opposition comme il se doit, des passants ne m'abordent, scandalisés par telle ou telle présentation des faits. Ou bien qu'avec indignation ils ne s'emportent : « Qu'est-ce que vous attendez pour vous défendre ? Vous avez le pouvoir ! On ne lit qu'eux, on ne voit qu'eux, on n'entend qu'eux. » Et d'énumérer des faits. Je peux affirmer qu'une partie de l'opinion de gauche a le sentiment que la gauche est naïve et angélique, précisément dans le domaine de l'information. Et que les autres ont été, sont ou seront impitoyables. Combien de têtes ont roulé sous Giscard ?

Que faire ? Se défendre, de ce désir populaire. Pour des raisons morales et politiques. Ne pas se salir les mains avec la moindre limitation de la liberté, ce n'est pas seulement être en accord avec l'éthique mais aussi avec le postulat de la gauche qui est de confiance dans l'intelligence et le sens critique des citoyens.

Il me semble qu'il ne faut pas transiger avec cette naïveté-là, qui fut celle de Pierre Mendès France. Et n'exclut pas, au contraire, la lucidité.

Liberté, liberté chérie...

Quand les valets de plume se déchaînent faut-il raison garder ?



Exemples de presse d'information...

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325